

1917

La Russie
en
révolution

NICOLAS WERTH



«Camarades, la révolution des ouvriers et des paysans, dont les bolcheviks n'ont cessé de montrer la nécessité, est réalisée. Que signifie cette révolution ouvrière et paysanne? Avant tout que nous aurons un gouvernement des soviets, notre pouvoir à tous, sans la moindre participation de la bourgeoisie. Les masses opprimées créeront elles-mêmes le pouvoir. Le vieil appareil d'Etat sera radicalement détruit et il sera créé un nouvel appareil de direction, dans la personne des organisations de soviets. Une nouvelle étape s'ouvre dans l'histoire de la Russie, et cette troisième révolution russe doit en fin de compte mener à la victoire du socialisme.»

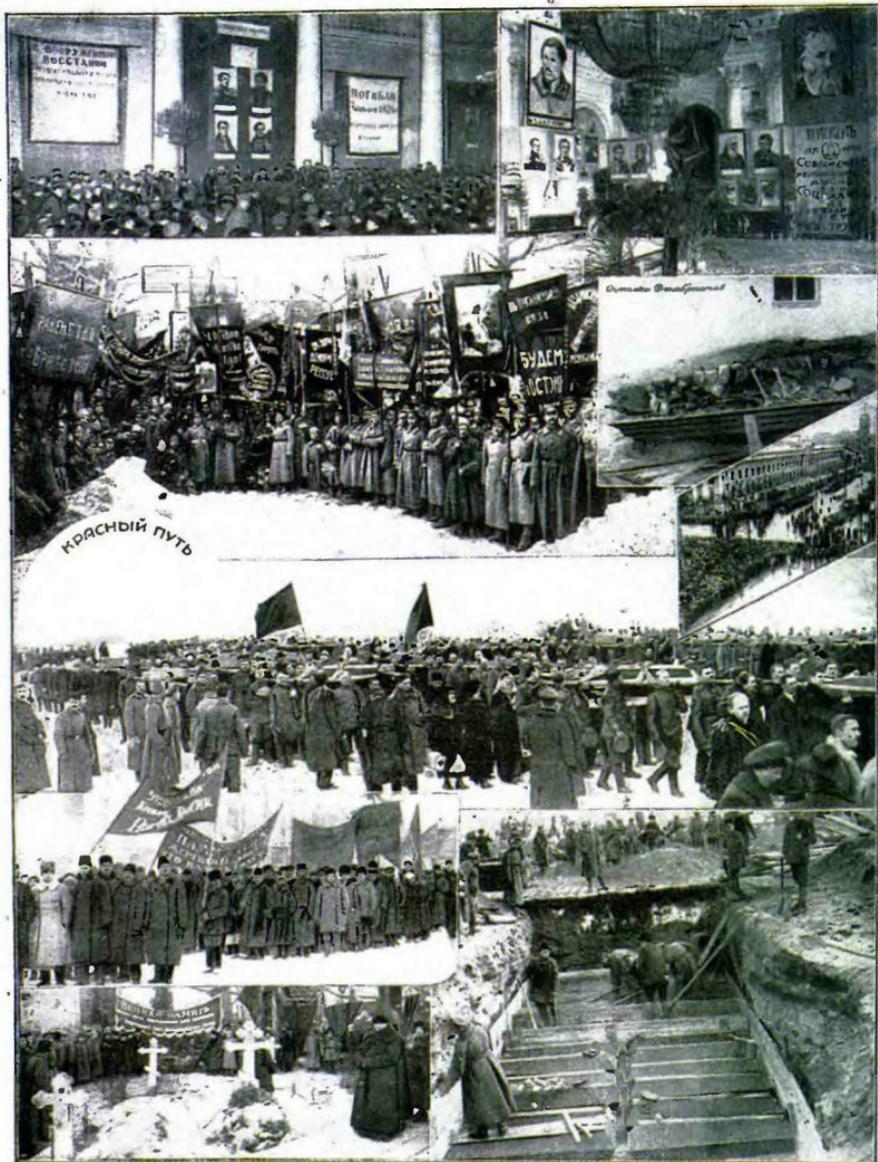
Lénine,
25 octobre 1917,
devant le II^e congrès des Soviets



ОКТАБРЬ

ГОРЯЧИМ АКТИВНЫМ
ДРУЗЬЯМ
РАБОЧЕ-КРЕСТЬЯНСКО
ВЛАСТИ

РФФР



ЗАЕМЪ СВОБОДЪ

Публикация
Моделина



ПОБѢДѢ
НАДЪ
ВРАГЪ

НЕ
ДА
ВРАГЪ
ОТНЯТЬ
ЗАВОЕВАННУЮ
ВАШУ
СВОБОДУ



Первое выступление
(3-5 июля)



ЗАЕМЪ СВОБОДАЪ







СОЗЫВЪ
УЧРЕДИТЕЛЬНОГО
СОБРАНІЯ.



ПРИВѢТЬ
ОСВОБОЖДЕННЫМЪ





**СМЕРТЬ МИРОВОМУ
ИМПЕРИАЛИЗМУ**



Nicolas Werth, agrégé d'histoire et ancien élève de l'Ecole normale supérieure de Saint-Cloud, est chercheur à l'Institut d'histoire du temps présent (CNRS). Il se consacre depuis des années à l'histoire de l'URSS. Il a notamment publié :

Etre communiste en URSS sous Staline (Gallimard, 1981),
La Vie quotidienne des paysans russes de la Révolution à la collectivisation, 1917-1939 (Hachette, 1984),
Les Procès de Moscou (Complexe, 1987),
Histoire de l'Union Soviétique, de l'Empire russe à la CEI, 1900-1991 (PUF, 1992),
Rapports secrets soviétiques. La société russe dans les rapports confidentiels, 1921-1991 (Gallimard, 1995, en collaboration avec G. Moullec).

A Elsa

Tous droits de traduction
et d'adaptation réservés
pour tous pays
© Gallimard 1997

Dépôt légal : septembre 1997
Numéro d'édition : 81469
ISBN : 2-07-053415-4
Imprimerie Kapp Lahure
Jombart, à Evreux

1917
LA RUSSIE EN RÉVOLUTION

Nicolas Werth



DÉCOUVERTES GALLIMARD
HISTOIRE



En 1914, la prédiction de Tocqueville est sur le point de s'accomplir : en ce début du ^{xx}e siècle, l'Amérique et la Russie apparaissent comme les puissances de l'avenir. L'économie russe progresse à pas de géant, avec une croissance annuelle moyenne, depuis 1885, d'environ 5 %. La Russie est le premier producteur et le premier exportateur mondial de céréales. La production de fonte et de pétrole a doublé depuis 1890. Le régime impérial paraît solide, depuis que le tsar Nicolas II a fait, à la suite des troubles



révolutionnaires de 1905-1906, quelques concessions indispensables et institué une assemblée censitaire aux pouvoirs limités, la Douma. Croissance économique

et stabilité politique sont deux atouts qui séduisent les investisseurs étrangers : les rentiers français souscrivent massivement aux « emprunts russes », dont la renommée n'a d'égale que celle des Ballets russes. Sous l'égide de Diaghilev et de Stravinski, leurs tournées triomphales à Paris symbolisent l'extraordinaire vitalité créatrice d'une Russie largement inconnue et mythique.

Fixée au 27 avril 1906, l'inauguration de la première Douma par Nicolas II (photo ci-dessous) se déroule au milieu d'un faste exceptionnel, dans la salle du Trône du palais d'Hiver. Néanmoins, cette première assemblée est dissoute par le tsar dès le 9 juillet, pour avoir « outrepassé » ses attributions et, selon les mots mêmes du manifeste impérial, « gravement déçu Notre attente ».



Au mois de juillet 1914, le président de la République française Raymond Poincaré se rend à Saint-Petersbourg, où il est reçu en grande pompe. C'est là qu'il apprend la nouvelle de l'attentat de Sarajevo. Dans l'esprit des Français, l'alliance franco-russe scellée en 1901 (ci-dessous), représente un atout décisif dans la perspective d'une guerre contre l'Allemagne. Page de gauche, un titre de l'emprunt russe.

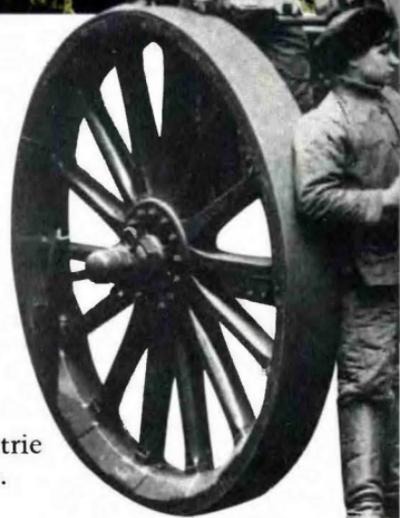
«La guerre est le plus beau cadeau fait à la révolution» (Lénine)

S'il est un mythe populaire en cet été 1914, c'est bien celui du «rouleau compresseur russe», d'une armée gigantesque – plus de 20 millions d'hommes mobilisés, titre *Le Petit Parisien* – qui, écrasant le Prussien sur son passage, bivouaquera «avant l'hiver» à Berlin. En réalité, loin de donner une impulsion nouvelle au régime, la guerre va provoquer l'effondrement du tsarisme, agissant comme un formidable





révélateur de ses fragilités et de ses blocages. Fragilité économique, d'abord. Comme les autres belligérants, le gouvernement russe a escompté que la guerre serait courte. Les stocks militaires ont été constitués pour une campagne de trois mois. Dès la fin de 1914, de nombreuses unités n'ont déjà plus ni balles ni obus. La fermeture des Détroits et le blocus économique de la Russie font brusquement apparaître la dépendance économique de l'Empire vis-à-vis de ses fournisseurs étrangers. La perte des provinces occidentales, envahies par les armées allemandes et austro-hongroises dès 1915, prive la Russie des produits de l'industrie polonaise, une des plus développées de l'Empire.



L'économie nationale ne résiste pas longtemps à la poursuite de la guerre : six mois après le début des hostilités, le système des transports ferroviaires est désorganisé, un tiers du parc des locomotives est hors d'usage; à cause du blocus, on manque de biens d'équipement, de machines-outils, de pièces de rechange. La reconversion de la quasi-totalité des usines vers l'effort de guerre désorganise le marché intérieur. En quelques mois, l'arrière manque de produits manufacturés. Dans les campagnes, les paysans ne parviennent plus à acheminer leurs productions, qui pourrissent sur place. Le pays s'installe dans l'inflation et les pénuries. Le pouvoir, trop centralisé, ne maîtrise plus la situation.

Comme dans l'ensemble des pays belligérants, une intense propagande met l'accent sur la participation



de l'arrière, notamment sur le travail des femmes dans les usines, reconverties à la production militaire. (« Tout pour la guerre! Souscrivez à l'emprunt de guerre à 5,5 % », proclame cette affiche). La pénurie de main-d'œuvre qualifiée, une des plaies de l'industrie russe, est particulièrement ressentie; selon l'état-major, un pourcentage important de l'armement livré aux armées se révèle défectueux.



La société civile supplée à l'incurie du pouvoir

Devant la passivité du gouvernement, on voit de toute part s'organiser comités et associations qui prennent en charge la gestion du quotidien, que l'Etat ne semble plus en mesure d'assurer. Le Comité de la Croix-Rouge, organisation modeste au départ, prend peu à peu en main l'administration sanitaire du pays. L'Union des villes et l'Union des zemstvos tentent de centraliser les fournitures aux armées. Les plus importants représentants des affaires et de l'industrie se regroupent en un «Comité des industries de guerre», sorte de ministère parallèle chargé de rationaliser la production destinée à l'armée. De leur côté, les consommateurs s'organisent en coopératives géantes de plusieurs dizaines de milliers de membres. Les Russes commencent à se gouverner eux-mêmes : un grand mouvement, venu du tréfonds de la société, et dont personne n'a encore pris la mesure, semble s'être mis en branle.



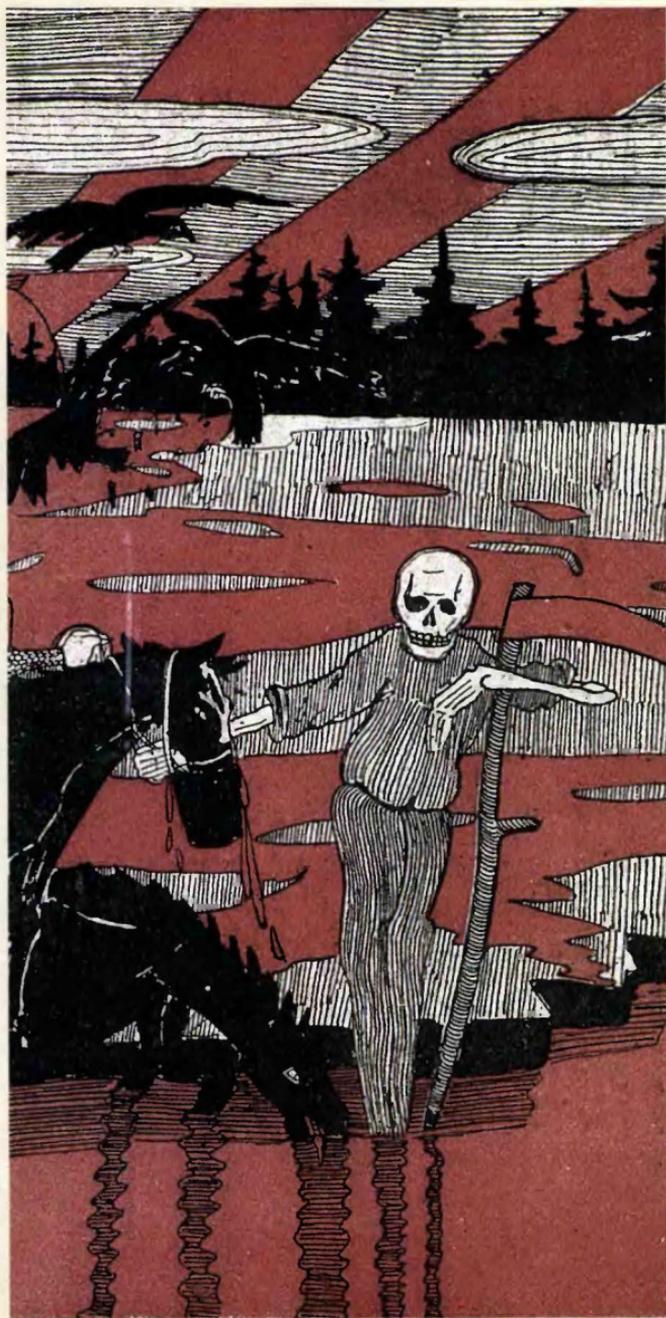
Mais au lieu de jeter un pont entre le pouvoir et les éléments les plus avancés de la société civile, Nicolas II s'accroche à l'utopie monarcho-populiste du «petit-père-tsar-commandant l'armée de son bon peuple paysan». Sur les conseils de son épouse Alexandra et de Raspoutine— charlatan qui soignait l'hémophilie de son jeune fils —, de plus en plus influent à la Cour, Nicolas II prend en personne, le 5 septembre 1915, le commandement suprême des armées, acte suicidaire pour l'autocratie, en pleine défaite nationale. Isolé dans son train spécial au quartier général de Mogilev, Nicolas II cesse de diriger le pays, s'en remettant à son épouse, très impopulaire, car d'origine allemande.

Au cours de l'année 1916, le pouvoir semble se dissoudre. Tandis que la Douma ne siège que quelques semaines, gouvernements et ministres se succèdent, tout aussi incompetents et impopulaires. La rumeur publique accuse la coterie influente dirigée par l'impératrice et par Raspoutine d'ouvrir sciemment le territoire national à l'invasion ennemie.

Dès les lendemains de la révolution de février 1917, pamphlets et caricatures fleuriront sur Grigori Raspoutine, ce «saint homme» qui, grâce à ses prétendus talents de guérisseur du tsarévitch hémophile Alexis, avait pris un ascendant extraordinaire sur le couple impérial. Pour une grande partie de l'opinion publique, Raspoutine manipulait le tsar et la tsarine au profit de l'Allemagne (caricature page de gauche). Ci-dessous, le tsar, commandant suprême des armées, inspecte ses troupes.







Pour les opposants à l'autocratie tsariste, la manière dont Nicolas II a réprimé les troubles révolutionnaires de 1905 fait du tsar un véritable boucher (les caricatures reproduites ici mettent en scène «Nicolas-le Sanglant»). Quelques années plus tard, le dirigeant social-démocrate allemand Karl Liebknecht écrit : «Une statistique encore incomplète démontre ceci : furent condamnés à mort pour «crimes politiques» entre 1906 et 1910 : 5 735 personnes; furent exécutées : 3 741 personnes. L'atrocité de ces chiffres ressort surtout du fait que, pendant la période de 1825 à 1905 ne furent condamnés à mort en Russie qu'un total de 625 politiques et exécutés 191 seulement.» Toutefois, l'ampleur de la répression sous Nicolas II allait être sans commune mesure avec la «terreur rouge» bolchevique : en six semaines, du début septembre à la mi-octobre 1918, la police politique, la Tcheka, exécuta, sans procès, entre 10 et 15 000 «otages de la bourgeoisie».

Face à la crise manifeste du pouvoir politique, les oppositions restent timorées et divisées

L'opposition libérale, animée par les constitutionnels-démocrates, se constitue en un « Bloc progressiste », aux objectifs très modérés : « un gouvernement jouissant de la confiance du pays », l'amnésie politique, la préparation d'une loi sur l'autonomie de la Pologne. La peur de la rue paralyse les libéraux, qui craignent avant tout une explosion sociale que les mouvements révolutionnaires ne manqueraient

Aile modérée de la social-démocratie russe, les mencheviks (« minoritaires » en russe) rejettent la conception léniniste du parti révolutionnaire discipliné et centralisé et sont hostiles à une révolution socialiste prématurée. Parmi les dirigeants de ce parti, trois figures joueront un rôle de premier plan



pas de « récupérer ». Mais ceux-ci sont en réalité plus divisés que jamais. La guerre a introduit de nouveaux clivages à l'intérieur du camp socialiste, dont la plupart des leaders sont soit en exil, soit en prison. Lénine (bolchevik), Trotski (internationaliste), Martov (menchevik) condamnent la guerre impérialiste, et appellent à une paix immédiate, sans annexions ni contributions.

dans les débuts du soviétique de Petrograd, en mars 1917 : (de gauche à droite) Irakli Tseretelli et Nicolas Tchkeidze, avocats géorgiens, pionniers du socialisme en Transcaucasie ainsi que le médecin Fedor Dan.

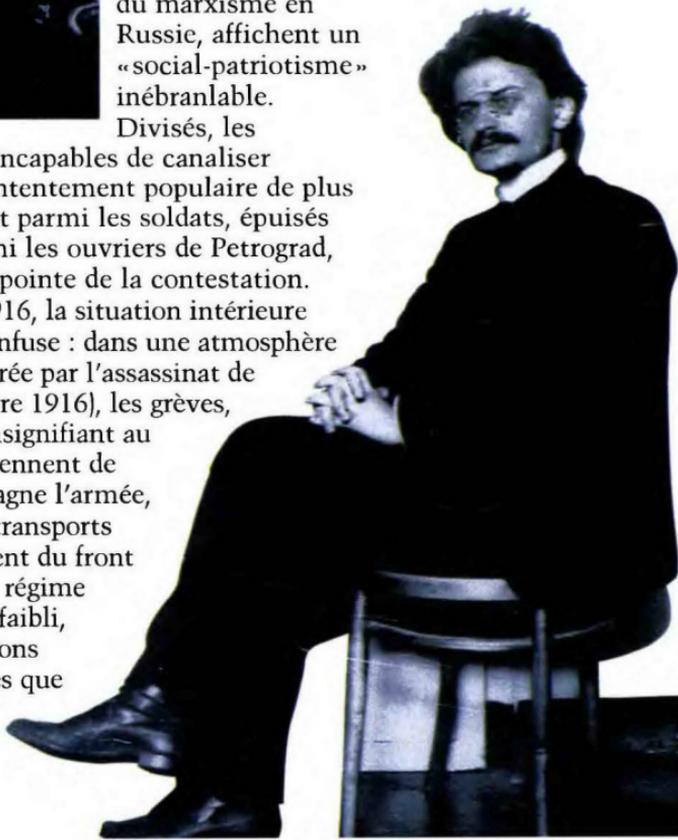


D'autres socialistes, plus modérés, tels le menchevik Tchkeidze ou le travailliste Kerenski, se disent « défensistes » : ils sont prêts à mener une guerre défensive pour leur patrie, mais sans cesser pour autant la lutte contre l'autocratie tsariste. D'autres enfin, comme Plekhanov, l'introducteur du marxisme en Russie, affichent un « social-patriotisme » inébranlable.

Divisés, les révolutionnaires sont incapables de canaliser efficacement un mécontentement populaire de plus en plus vif, notamment parmi les soldats, épuisés et démoralisés, et parmi les ouvriers de Petrograd, depuis des années à la pointe de la contestation.

A la fin de l'année 1916, la situation intérieure du pays devient très confuse : dans une atmosphère de crise politique illustrée par l'assassinat de Raspoutine (31 décembre 1916), les grèves, tombées à un niveau insignifiant au début de la guerre, reprennent de l'ampleur, l'agitation gagne l'armée, la désorganisation des transports perturbe le ravitaillement du front et de l'arrière. C'est un régime à la fois discrédité et affaibli, mais aussi des oppositions divisées et impuissantes que viennent surprendre les « journées » de février 1917.

Les bolcheviks (« majoritaires »), aile gauche de la social-démocratie russe, obtiennent la majorité au II^e congrès du parti ouvrier social-démocrate en 1903. Après l'échec de la révolution de 1905 (affiche page de gauche), l'opposition entre mencheviks et bolcheviks se durcit. Ceux-ci se constituent en parti indépendant en 1912. Léon Trotski, forte personnalité politique, n'adhèrera au bolchevisme qu'en 1917 (portrait ci-dessous).





« **M**on chéri, quel temps affreux
 vivons-nous! Dieu t'a chargé
 d'une croix terriblement lourde
 à porter. La situation a l'air
 de s'améliorer. Seulement, chéri,
 sois ferme. Montre-toi autoritaire :
 c'est cela qu'il faut aux Russes.
 Tu as témoigné de ta bonté.
 Fais sentir ton poing à présent! »

Alexandra à Nicolas II,
 24 février 1917

CHAPITRE II

FÉVRIER : LES « CINQ GLORIEUSES »

Au cours des
 « journées de
 février », la foule donne
 libre cours à ses
 sentiments
 antimonarchistes.
 Plusieurs statues de
 tsars sont jetées à bas
 ou décapitées (ci-contre).
 Les portraits officiels de
 Nicolas II, présents dans
 chaque administration,
 sont enlevés et brûlés.





Le 19 février 1917, les autorités de Petrograd annoncent la mise en place de cartes de rationnement. A cause de la paralysie du réseau ferroviaire, la capitale de l'Empire russe ne dispose de réserves de farine que pour une dizaine de jours.

Dès le lendemain, des incidents éclatent en plusieurs points d'une ville confrontée à un hiver particulièrement rigoureux, devant les devantures vides des boulangeries. Les rumeurs vont bon train sur un pouvoir à la solde de l'ennemi, sur les « spéculateurs juifs ou allemands » qui stockent pour faire monter les prix. Ce même jour, la plus grande entreprise de Petrograd, l'usine d'armement Poutilov, en rupture d'approvisionnement, met à la rue des milliers d'ouvriers. L'effervescence gagne la ville, tandis que la Douma stigmatise une fois de plus les « ministres incapables », réclamant leur départ. Mais personne ne prévoit alors que les troubles qui pointent – endémiques dans cette grande ville ouvrière qui a déjà connu plusieurs vagues de grèves spectaculaires, en 1905 comme en 1914 – vont dégénérer et entraîner, en quelques jours, la chute d'un régime impérial tricentenaire.

Les entreprises métallurgiques Poutilov de Petrograd (ci-dessus), qui emploient plusieurs dizaines de milliers d'ouvriers constituent



le terreau idéal pour l'action des bolchevics. Ci-dessus, une affiche de février 1917 réclamant la journée de huit heures.

Les journées révolutionnaires de février éclatent spontanément

Le 23 février, Journée internationale des femmes, une date importante dans le calendrier socialiste, des milliers de femmes – étudiantes, employées – défilent dans le centre de Petrograd. Il fait un soleil radieux, la température est, pour la première fois depuis des semaines, printanière (+5 °C), l'atmosphère bon enfant. L'après-midi, néanmoins, les premiers incidents éclatent. Des milliers d'ouvrières du textile des faubourgs ouvriers de Vyborg, qui se sont mises en grève pour protester

Au cours de la Journée internationale des femmes, plusieurs manifestations défilent sur la perspective Nevski. Le matin, des étudiantes et des «bourgeoises émancipées» des beaux quartiers. L'après-midi, des ouvrières du textile, «une masse grise, manteaux et fichus sans couleur, mais disciplinée, avançant en rangs réguliers sous des bannières» (Léon Trotski)



contre le manque de pain, sont parvenues à franchir les cordons de la police montée cosaque qui barrent le pont Liteiny reliant Vyborg aux beaux quartiers de la capitale. Elles défilent, criant : «Du pain!». Mais on entend aussi : «A bas le tsar!». Bientôt, elles sont rejointes par des colonnes d'ouvriers qui ont traversé la Neva gelée, se jouant des cordons de cosaques débordés. Quelques magasins des beaux quartiers sont pillés. Mais ce qui frappe et encourage la foule ouvrière, c'est la passivité des cosaques, qui n'ont pas ce jour-là leur redoutable fouet avec lequel ils dispersent d'habitude les manifestants.

Le lendemain, 24 février, par un temps radieux, près de cent cinquante mille ouvriers en grève convergent vers le centre-ville. De nouveau débordés, n'ayant reçu aucune consigne précise des autorités militaires, les cosaques sont incapables de disperser efficacement une foule de manifestants de plus en plus dense, gonflée de badauds, d'étudiants, d'employés de banque, de familles bourgeoises sorties dans la rue pour voir ce qui se passe. Des centaines d'attroupements se forment, des meetings s'improvisent. En face de la gare de Moscou, place Znamenskaïa, des orateurs juchés sur la statue équestre d'Alexandre III haranguent la foule.

Encouragées par l'absence de réaction de la part des autorités, grèves et manifestations s'amplifient

Le 25 février, la grève est générale, et les manifestations prennent une coloration plus politique. On crie toujours : «Du pain!», mais aussi, de plus en plus souvent : «A bas le tsar!», et même : «A bas la guerre!». Que faire face à cette foule de manifestants qui grossit d'heure en heure? Le gouvernement veut calmer les esprits, éviter les incidents, persuadé qu'il suffirait d'envoyer dans la capitale quelques centaines de tonnes de pain pour rétablir la situation. Telle est aussi l'opinion du leader bolchevique de Petrograd, Alexandre Chliapnikov, qui, lors d'une réunion des dirigeants bolcheviques de la capitale qui se tient le 25 février s'exclame : «Une révolution? Quelle révolution? Donnez aux ouvriers une livre de pain et la grève s'arrête!»







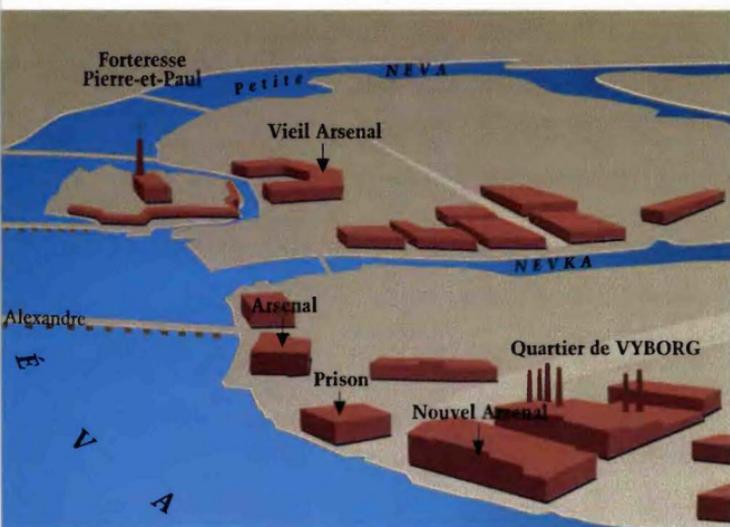
A 20 heures 30, ce 25 février 1917, le général Khabalov, commandant du district militaire de Petrograd, reçoit un télégramme de Nicolas II, envoyé du quartier général de Mogilev. Le tsar ordonne de «faire cesser par la force, avant demain, les désordres à Petrograd». Cet ordre va faire basculer ce qui n'est – aux yeux de tous – qu'une agitation sporadique comme la ville en a connu régulièrement depuis 1905 – en une révolution.

Deux villes coexistent – difficilement – dans la capitale de l'Empire russe, séparées par la Neva : la ville administrative, sur une partie de la rive gauche, traversée par la perspective Nevski, avec le palais d'Hiver, les ministères, le palais de Tauride, les hôtels particuliers de la bourgeoisie et de l'aristocratie; et la ville ouvrière, sur une partie de la rive droite, dans le quartier de Vyborg. Pour se protéger des manifestations ouvrières, les autorités ont fait lever les ponts sur la Neva. Mais les manifestants peuvent, en hiver, franchir à pied le fleuve, pris par les glaces.

Le dimanche matin 26 février, le centre de Petrograd a l'allure d'un camp retranché. Des cordons de la police montée et de troupes de la garnison sont postés à tous les carrefours stratégiques;

des patrouilles surveillent les rues; des mitrailleuses sont pointées sur la perspective Nevski. Vers midi, des colonnes de manifestants ouvriers convergent une nouvelle fois des faubourgs vers le centre-ville. Sur la perspective Nevski, sur la place Znamenskaïa, la police et la troupe ouvrent le feu. Plus de cent cinquante personnes sont tuées.





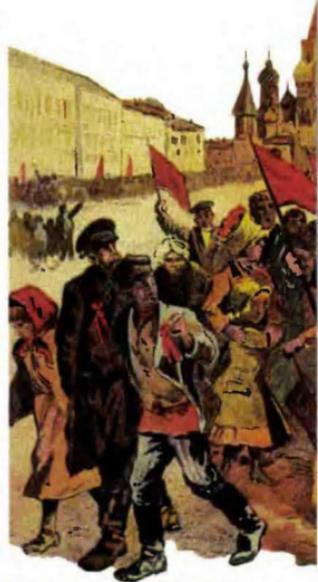
L'idée selon laquelle la révolution de février aurait été une «révolution pacifique» fut l'un des mythes libéraux les plus tenaces. En réalité, le nombre des victimes des «journées de février» fut bien plus élevé que lors des «journées d'octobre». Outre les affrontements directs avec la police et l'armée, règlements de comptes, pillages ou rixes menés par les éléments criminels libérés de prison firent aussi de nombreuses victimes (ci-dessous).



Tandis que les manifestants, découragés, s'en retournent chez eux, le commandement militaire triomphe, proclame l'état de siège, ordonne le renvoi de la Douma, sans tenir compte de l'appel que son président, Michel Rodzianko, avait, la veille, adressé au tsar, le suppliant de nommer un «gouvernement de confiance».

27 février, la journée décisive

A ce moment, aucun des partis révolutionnaires – ni les bolcheviques, ni les mencheviques, ni les socialistes-révolutionnaires – n'est prêt à prendre la moindre initiative. La cause semble entendue. «Aux premières heures du 27 février, écrira Trotski dans son *Histoire de la Révolution russe*, les ouvriers imaginaient la solution du problème de l'insurrection bien plus lointaine qu'elle ne l'était en réalité. [...], ils croyaient avoir tout à faire, alors que leur tâche, pour les neuf dixièmes, était déjà accomplie [...]. Les soldats sortaient déjà dans la rue.» C'est en effet dans la nuit du 26 au 27 que, de retour





dans leurs
 baraquements, un certain
 nombre de soldats et de jeunes
 officiers des régiments Volynski
 et Preobrajenski, encore sous
 le choc des événements de la journée, pleins de remords
 d'avoir tiré sur leurs «frères ouvriers», se sont mutinés.
 En quelques heures, le mouvement gagne la plupart
 des régiments de la garnison de Petrograd.

Le 27 février est la journée décisive, au cours
 de laquelle les manifestations des jours précédents
 se transforment en émeute révolutionnaire. Soldats
 et manifestants ouvriers prennent l'Arsenal,
 où ils s'emparent de près de cent mille fusils, occupent
 la poste, les gares, le central téléphonique. Les combats
 se poursuivent néanmoins toute la journée contre
 les forces de police restées fidèles au gouvernement. Un
 des premiers actes révolutionnaires les plus symboliques
 est la prise de la «Bastille russe», la forteresse Pierre-
 et-Paul, où le régime tsariste enfermait ses plus célèbres
 prisonniers politiques. Lorsque les insurgés s'emparent,
 après un court combat, de cette prison symbole, au
 sommet de laquelle est hissé le drapeau rouge, ils n'y
 trouvent qu'une quinzaine de mutins arrêtés la veille.

Les troubles
 sociaux
 qu'avaient souvent
 connus les grandes
 villes de l'Empire russe
 vont déboucher sur
 une révolution à partir
 du moment où les
 soldats se mutinent,
 refusant de tirer sur la
 foule des manifestants.
 Le thème de la
 «fraternisation» entre
 ouvriers et soldats
 devient naturellement
 un des grands
 symboles des
 révolutions russes
 de 1917 et la
 multiplication
 des soviets de «députés
 ouvriers et soldats»
 en sera la traduction
 politique.

La foule se porte alors vers les autres prisons de la capitale, systématiquement saccagées. Près de huit mille détenus – presque tous des «droits communs» – sont libérés. Par leurs exactions et leurs pillages, ces premiers bénéficiaires d'une révolution qui commence vont contribuer à assombrir la grande fête révolutionnaire.

«Le caractère ordonné et bon enfant d'une foule qui, comme chacun sait, est naturellement violente, est sans doute le fait le plus frappant de ce qui apparaît comme le début d'une révolution», câble à Londres, le 27 février, le correspondant du *London Times* à Petrograd. «Les gens ont mis spontanément des brassards rouges ou des rubans rouges à la boutonnière pour marquer leur soutien aux événements. Les cafés et les restaurants ont rouvert et servent gratuitement des repas aux soldats et aux ouvriers. A la devanture d'un café, j'ai vu une pancarte annonçant : "Citoyens! En l'honneur de ces grands jours de la Liberté, vous êtes tous, combattants de la Liberté, bienvenus. Entrez, mangez et buvez à satiété!" »

La fureur libératrice

Ce tableau idyllique n'est cependant qu'une face de la révolution de février. A partir du 27, soldats mutinés, brusquement libérés de toute discipline et détenus de droit commun sortis de prison, tous armés, font régner la violence dans certaines parties de la ville : magasins pillés, «bourgeois» passés à tabac, passants molestés ou rackettés. Le 1^{er} mars, Maxime Gorki écrit : «Trop de gens jugent révolutionnaires des comportements qui ne révèlent que la violence asiatique d'une foule incontrôlable... Les pillages ont commencé. Que va-t-il se passer maintenant? Je n'en ai pas la moindre idée. Mais je pressens que beaucoup de sang coulera, beaucoup plus qu'il n'en a jamais coulé.»

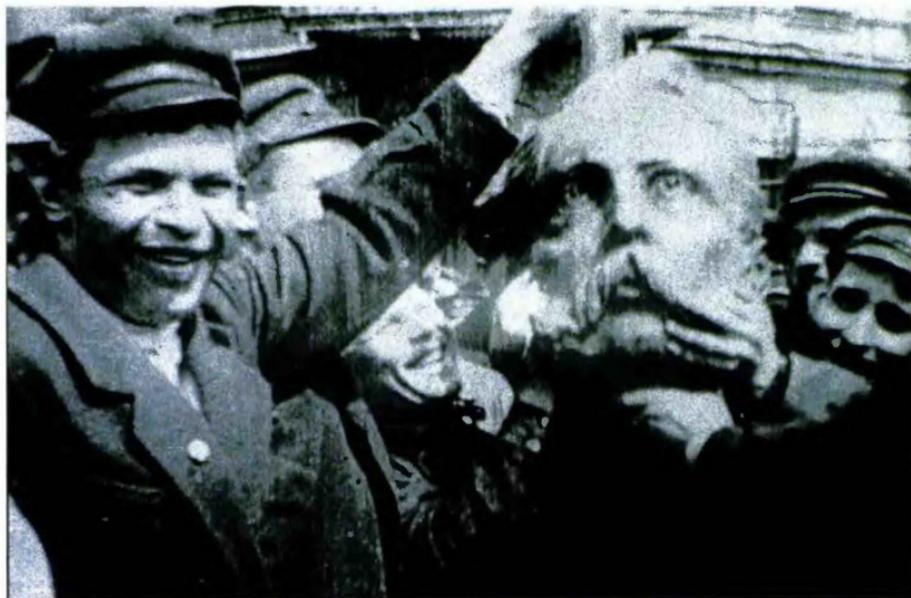
La violence de la révolution de février, qui fait à Petrograd – selon les données officielles – 1 433 victimes, est une réaction entièrement spontanée, l'expression d'une haine populaire longtemps accumulée contre certains symboles de l'ancien régime, notamment contre les policiers

Aussitôt constitué, le soviet de Petrograd lance un appel invitant les travailleurs à former, sur la base du volontariat, des milices pour «défendre la révolution». Ces milices ouvrières s'organisent à partir des usines. Mais il y a toujours plus de volontaires que d'armes, les seules dont disposent les miliciens étant celles prises par les manifestants lors du sac de l'Arsenal, le 27 février. A partir d'avril 1917, les milices ouvrières, rebaptisées «gardes rouges», commencent à se fédérer et à s'individualiser fortement face aux autres milices municipales, socialement plus hétérogènes.



pourchassés par la foule, souvent lynchés. D'autres symboles sont détruits : un groupe d'ouvriers pose devant l'objectif à côté d'une immense tête en pierre d'Alexandre II, dont on vient de décapiter la statue. Et un anonyme a inscrit sur le socle de la statue équestre d'Alexandre III le sobriquet donné, dans le petit peuple, à l'avant-dernier tsar : « Hippopotame ».

Dans les jours qui suivent la chute du tsarisme, les emblèmes et les signes de l'ancien régime sont systématiquement détruits (ci-dessous et page suivante). A Petrograd, les aigles



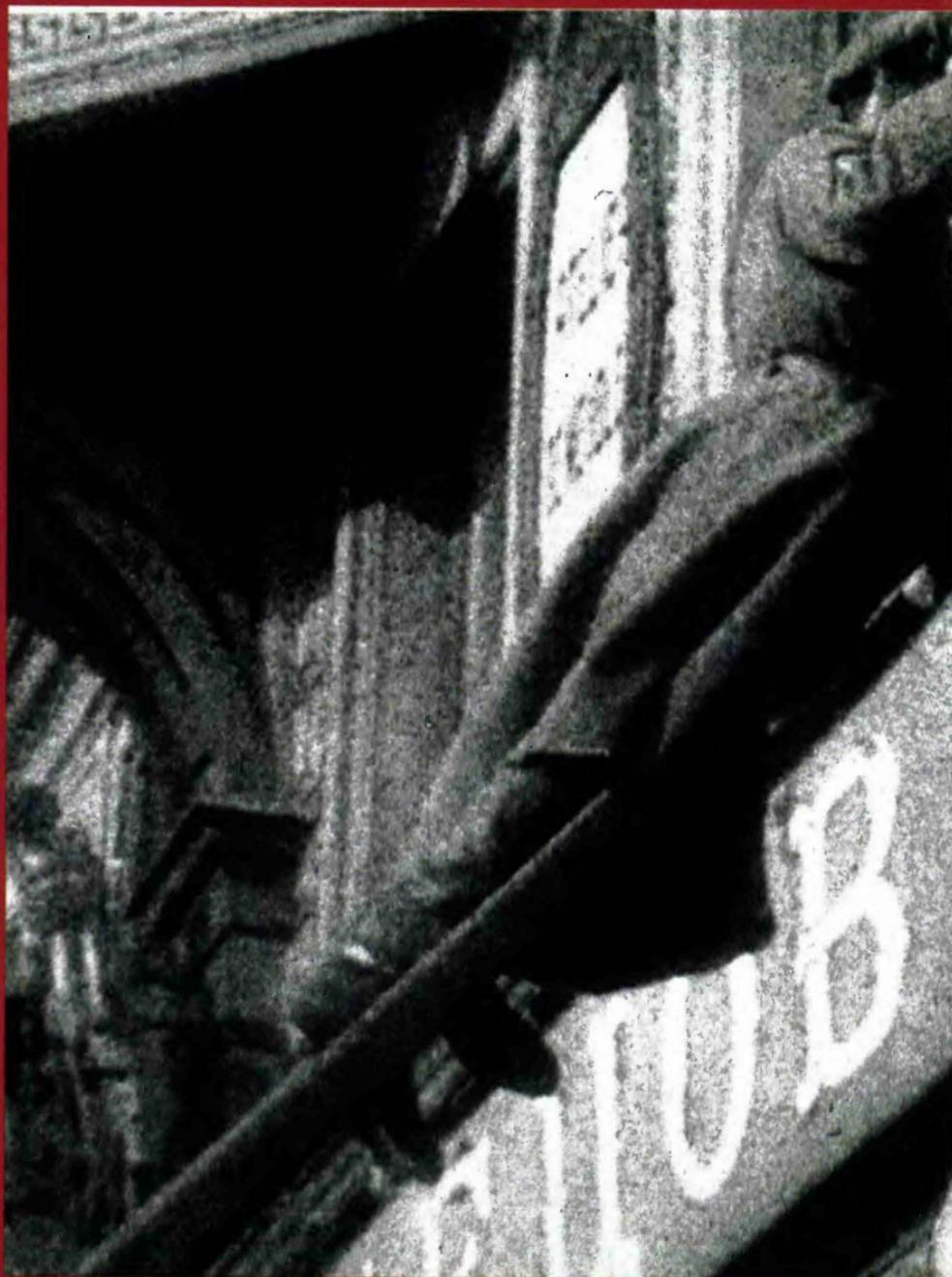
Des révolutionnaires pris de court

Aucun des grands leaders révolutionnaires n'est présent à Petrograd au cours des « cinq glorieuses ». Tous sont en exil : les sociaux-démocrates Lénine et Martov à Zurich, Trotski à New York, le leader socialiste-révolutionnaire Tchernov à Paris, Tseretelli, Dan, Staline en Sibérie. C'est donc à des dirigeants de second plan qu'échoit la lourde responsabilité de prendre des décisions dans une tourmente révolutionnaire qu'ils ne maîtrisent pas. La révolution de 1905 étant le seul précédent et la référence présente dans tous les esprits, chacun s'accorde à penser qu'il faut d'abord créer, comme en 1905, un « soviét » (assemblée élue de travailleurs), organe fédérateur et dirigeant.

à deux têtes – symbole de la monarchie – qui ornaient les frontons de nombreux édifices publics sont enlevés. Tous les portraits du tsar – dont le célèbre portrait de Nicolas II par Répine, qui dominait la tribune de la Douma – sont décrochés et les statues des tsars dynamitées. Néanmoins, dans un certain nombre de villes, les statues, qui ont été financées par une collecte publique, sont conservées.









C'est ainsi que, dans l'après-midi du 27 février, une cinquantaine de militants de divers partis révolutionnaires – mencheviques, socialistes-révolutionnaires, bolcheviques, travaillistes – mettent sur pied, dans la salle n° 12 du palais de Tauride, où siège la Douma, un «comité exécutif provisoire du soviet des députés ouvriers». Ce comité appelle les ouvriers et les soldats de la garnison à «élire leurs représentants». C'est chose faite dès le lendemain : près de six cents députés, élus plus ou moins régulièrement dans les usines et les casernes, composent une assemblée bruyante, que dirige un comité exécutif dominé par les révolutionnaires «professionnels» qui se sont cooptés.

Entre-temps, dans une salle voisine du palais de Tauride, les députés de la Douma qui ont refusé de se soumettre à la décision prise la veille par le tsar de dissoudre cette institution représentative, ont formé un «comité temporaire pour le rétablissement de l'ordre et des rapports avec les institutions et les personnalités». Vaste programme, révélateur des vœux des députés majoritairement opposés à l'autocratie tsariste, mais soucieux avant tout de ramener le calme.

Pour le «comité temporaire», la priorité des priorités est le retour à l'ordre, et notamment le retour des soldats mutinés dans leurs baraquements. Pour cela, il faut négocier avec le soviet, qui a la confiance de la troupe. Le fruit de cette négociation est un texte fondamental, qui contribuera, tout au cours de l'année 1917, à saper la discipline à l'armée : le «Décret n° 1», véritable «charte des droits du soldat», qui abolit



Rodzianko, président de la Douma, harangue la foule (photo à droite).

••Le soviet de Petrograd (photo ci-dessus) ressemblait davantage à un meeting qu'à une assemblée parlementaire. Il n'y avait pas d'ordre du jour, ni de sténogrammes, encore moins de procédures...



... Les décisions étaient prises à l'issue d'un débat public interminable, avec des orateurs parlant aux différents coins de l'assemblée, souvent tous en même temps. On approuvait par acclamation, ou à main levée, comme dans les assemblées de village. Parce qu'une telle assemblée était incapable de faire un travail constructif, elle n'eut rapidement qu'une fonction purement symbolique. Les véritables décisions étaient prises par le comité exécutif et les commissions restreintes, composées uniquement de politiciens professionnels."

N. Soukhanov

les règles de discipline militaire les plus vexatoires de l'ancien régime et permet au soldat-citoyen de s'organiser en «comités de soldats», exacerbant les tensions latentes entre officiers et hommes du rang.

Le compromis du 2 mars

Au soviét, la tendance est à l'attentisme. Personne ne songe à prendre le pouvoir en ces heures incertaines où l'on ne sait rien





des intentions de l'état-major, ni de celles du tsar isolé dans son quartier général de Mogilev, à des centaines de kilomètres de Petrograd. A la peur de la «contre-révolution» s'ajoutent les certitudes dogmatiques : pour les révolutionnaires, qu'ils soient bolcheviques, mencheviques, socialistes-révolutionnaires, l'heure est à la révolution «bourgeoise», première étape d'un long processus qui, à terme, ouvrira la voie à la révolution prolétarienne ou paysanne.

Entre un comité de la Douma inquiet de l'extension des «troubles», et un soviet qui ne revendique pas pour lui l'exercice du pouvoir, s'engagent des négociations qui aboutissent, après de longues tractations, à un accord conclu le 2 mars au matin. Le soviet reconnaît, en attendant la convocation d'une «Assemblée constituante», la légitimité d'un gouvernement provisoire à majorité libérale, dominé par les représentants du parti constitutionnel-démocrate. Cette reconnaissance est toutefois conditionnelle : le soviet ne soutiendra le gouvernement que dans la mesure où celui-ci appliquera un programme démocratique, où figurent notamment les libertés fondamentales, le suffrage universel, l'abolition de toutes les distinctions fondées sur les ordres, la nationalité, la religion, la suppression de la police, remplacée par des milices populaires, la reconnaissance des droits du soldat-citoyen, l'amnistie immédiate de tous les prisonniers politiques. Rien n'est dit cependant sur les deux

Chef du gouvernement provisoire (ci-dessus), le prince Lvov (à droite) fonde ses convictions démocratiques sur deux idées : une méfiance instinctive de l'Etat comme force de coercition; une confiance profonde dans les vertus de la décentralisation



et du gouvernement local. Francophile, il fait imprimer ses cartes de visite en français : «Prince Georges Lwoff, Ministre-Président du Gouvernement Provisoire de Russie».



questions fondamentales, enjeux de la lutte politique durant toute l'année 1917 : la question de la poursuite de la guerre ou de la paix, la question de la terre.

Gouvernement provisoire et soviétique : le double pouvoir

Le compromis du 2 mars 1917 marque la naissance d'un «double pouvoir», la coexistence, émaillée de conflits, de deux conceptions différentes de la légitimité et de l'avenir de la société russe. D'un côté, le pouvoir d'un gouvernement provisoire, un pouvoir soucieux d'ordre, dont la logique est celle du parlementarisme, et l'objectif celui d'une Russie capitaliste, moderne et libérale. De l'autre côté, le pouvoir des soviets, qui se veulent une représentation plus directe, plus «révolutionnaire», même s'ils sont alors dominés par des socialistes modérés. Mais ce «pouvoir des soviets» est lui-même une réalité mouvante



et changeante, au gré de l'évolution de ses structures décentralisées, bourgeonnantes, et, plus encore, des changements d'une opinion publique versatile.

Le premier gouvernement provisoire, formé le 2 mars, est présidé par le prince Georges Lvov, entouré d'une majorité de représentants éminents du parti constitutionnel-démocrate : Pavel Milioukov, aux Affaires étrangères; Nikolai Nekrassov, aux Transports; André Chingarev, à l'Agriculture. Par ses talents d'orateur, sa position à gauche de l'échiquier politique, Alexandre Kerenski, ministre de la Justice, seul représentant important du soviet à avoir accepté un poste ministériel, principal artisan du compromis entre le soviet et le gouvernement provisoire, occupe déjà une place à part.

"All the News That's
Fit to Print."

VOL. LXVI NO. 21002

THE ROMA

L'abdication de Nicolas II signifie-t-elle nécessairement la mort de tout sentiment monarchique parmi le «petit peuple»? «Nous voulons une république, qui serait dirigée par un bon tsar», ont écrit de nombreux soldats et paysans dans leurs

ОТРЕЧЕНИЕ ОТЪ ПРЕСТОЛА.

La fin d'un monde

Dans le compromis du 2 mars, l'incertitude sur ce que serait l'attitude de Nicolas II et de l'état-major a joué un rôle majeur.

Profondément abattu, dépassé par les événements, Nicolas II multiplie les ordres contradictoires.

Le 27 février, alors que l'insurrection est victorieuse dans la capitale, il limoge Khabalov, chef du district militaire de Petrograd, et le remplace par Ivanov, à qui il réitère l'ordre de «mettre fin aux troubles». Le lendemain, il décide de rejoindre son palais de Tsarskoïe Selo, à quelques kilomètres de Petrograd. Mais les cheminots détournent le train impérial vers Pskov. Quand il y arrive, après avoir roulé toute la journée du 1^{er} mars, le tsar apprend le succès complet de l'insurrection. La position de l'état-major est alors décisive. A la surprise générale, ayant reçu l'assurance que c'est le comité de la Douma qui gouvernerait, et non le soviet, le généralissime Alexeiev, suivi par l'ensemble du haut-commandement, invite Nicolas II à abdiquer «pour

doléances. Le culte de Kerenski, de Kornilov ou de Lénine va se développer dans l'espace laissé par le mythe brisé du «tsar-petit-père».



The New York Times.

NEW YORK, SATURDAY, MARCH 31, 1917.—TWENTY PAGES.

THE WEATHER

Rate by tonight, wind, mostly from the west, strong northwesterly which will be moderate tonight and tomorrow.

NOFF DYNASTY ENDED IN RUSSIA;

sauver l'indépendance du pays et assurer la sauvegarde de la dynastie». Son fils Alexis, hémophile, ayant peu de chances de vivre longtemps, le tsar abdiqua en faveur de son frère, le grand-duc Michel.

L'annonce de cette abdication en faveur d'un autre Romanov suscite une formidable vague de protestation à Petrograd. Des colonnes de manifestants, soldats et ouvriers, marchent aussitôt sur le palais de Tauride, aux cris de : «Vive la République!», «A bas les Romanov!». Arguant de l'«anarchie» qui déferlerait sur le pays s'il acceptait la couronne impériale, les ministres du gouvernement

provisoire parviennent à convaincre le grand-duc Michel de renoncer au trône. Le 3 mars 1917, à 18 heures, celui-ci signe, à son tour, l'acte d'abdication. La nouvelle de la fin de la dynastie des Romanov donna lieu à des manifestations de liesse dans toutes les villes du pays. Jamais on n'entendit aussi souvent dans les rues retentir *La Marseillaise*, hymne du nouveau régime, symbole d'une ère de liberté.



Assigné à résidence surveillée dans son palais d'été de Tsarskoïe Selo (ci-dessus), Nicolas II sera transféré à Tobolsk, puis à Ekaterinburg, où il sera massacré, avec sa famille, le 30 juillet 1918, sur ordre du comité central bolchevique.





« **L**'esprit du peuple russe s'est révélé être, par sa nature même, un esprit universellement démocratique. Il est prêt non seulement à se fondre dans la démocratie universelle, mais à en prendre la tête sur le chemin du Progrès jalonné par les grands principes de la Révolution française : Liberté, Egalité, Fraternité. »

Prince Lvov, 20 mars 1917

CHAPITRE III

« LE PAYS LE PLUS LIBRE DU MONDE »

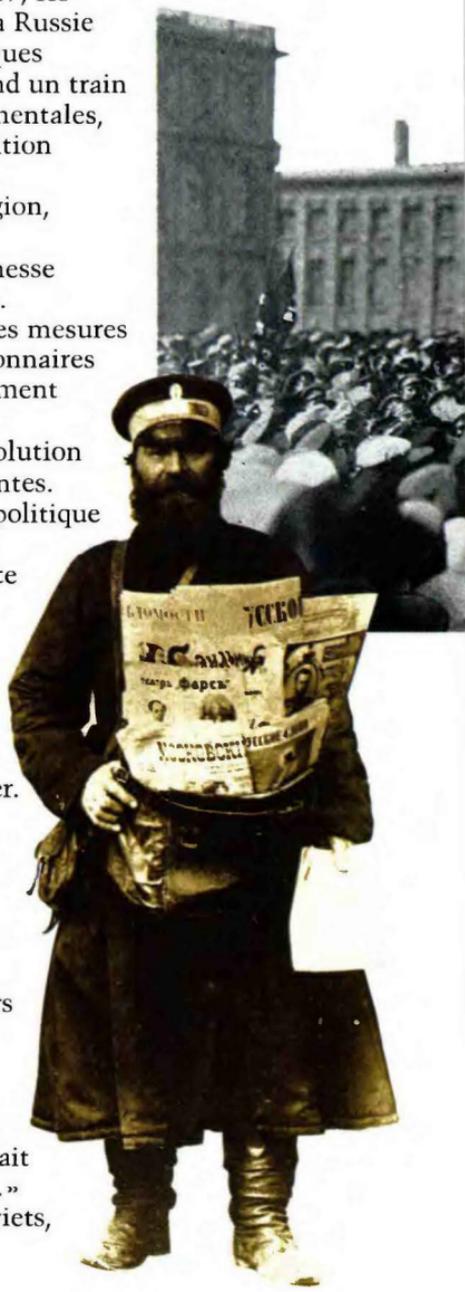
Chaque grande usine de Petrograd a, au cours de l'année 1917, sa «Garde rouge» d'ouvriers armés. Ces formations paramilitaires, destinées à «défendre les conquêtes de la Révolution», compteront plusieurs milliers d'hommes Ci-contre, affiche avec le slogan : «Liberté! Egalité! Fraternité!»



La «révolution de la parole»

En ces jours euphoriques du printemps 1917, les nouveaux gouvernants rêvent de faire de la Russie «le pays le plus libre du monde». En quelques semaines, le gouvernement provisoire prend un train de mesures spectaculaires : libertés fondamentales, suffrage universel, amnistie générale, abolition de la peine de mort, suppression de toute discrimination de caste, de race ou de religion, reconnaissance du droit de la Pologne et de la Finlande à l'autodétermination, promesse d'autonomie pour les minorités nationales. Néanmoins, personne ne songe à mettre ces mesures démocratiques, authentiquement révolutionnaires dans un pays qui vient de rompre brusquement avec des siècles d'autocratie, au crédit du gouvernement : le seul triomphe de la révolution les a rendues, du jour au lendemain, évidentes.

Dans ce climat d'euphorie libératrice, la politique envahit tout. C'est le triomphe du meeting permanent, le «*mitingovanié*», véritable fête de libération. «On ne pouvait pas acheter un paquet de cigarettes, prendre un fiacre, écrira dans ses souvenirs Constantin Paoustovski, sans être entraîné dans une discussion politique. Les serveurs de café et les domestiques vous demandaient des conseils sur la manière dont il faudrait voter. Tous les murs de la ville étaient couverts d'affiches annonçant un meeting, un congrès, une réunion, un programme électoral, et pas seulement en russe, mais en polonais, en lituanien, en yiddish... La perspective Nevski s'était transformée en une sorte de Quartier latin. Des vendeurs de livres occupaient le trottoir en rangs serrés, proposant à la criée des pamphlets sensationnalistes sur Raspoutine, Nicolas II ou Lénine, le programme agraire des socialistes-révolutionnaires qui expliquait combien de terre chaque paysan recevrait...» En quelques semaines, des centaines de soviets,



des milliers de comités d'usine et de quartier, des milices de «gardes rouges», des comités de paysans, de cosaques, de «ménagères», mais aussi des «comités de sûreté», organes plus conservateurs composés de notables, foisonnent. Autant de lieux de débats, d'initiatives,



d'affrontements, où s'expriment des revendications, une opinion publique. Bien plus encore que la révolution de 1905, celle de février 1917 provoque une véritable libération de la parole. Ouvriers, soldats, paysans, intellectuels juifs, femmes musulmanes, instituteurs arméniens envoient aux soviets, par l'intermédiaire de «leurs» organisations, des milliers de motions, pétitions, adresses, doléances qui disent toute la misère du peuple et l'immense espérance soulevée par la Révolution.

La révolution parmi le «peuple travailleur»

Entre mars et juillet 1917, il n'est pas une profession du monde du travail qui n'exprime ses revendications. On compte plus d'un million de grévistes. Artisans, blanchisseuses, coiffeurs, serveurs de café, domestiques, chauffeurs – autant de métiers qui n'auraient jamais eu l'idée d'exiger ouvertement – défilent maintenant sous quelque bannière,

Les grandes places de Petrograd – Saint-Isaac, Znamenskaïa, aux Foins – se transforment, au printemps 1917, en lieux de meeting permanent. La foule des badauds et des spectateurs de toutes conditions contribue à donner un aspect de fête à cette «révolution de la parole».

Libérés de toute censure, journaux, revues et pamphlets bourgeonnent. En un mois, pas moins de cent cinquante quotidiens et hebdomadaires voient le jour à Petrograd.



tout comme les ouvriers métallurgistes, vétérans des mouvements de grève.

Les ouvriers demandent – et obtiennent rapidement – la journée de huit heures. Parmi les autres revendications figurent les assurances sociales, le contrôle de l'embauche et des licenciements, la suppression des amendes et des mesures vexatoires, et, pour soulager la misère quotidienne, de modestes augmentations de salaire «afin de pouvoir acheter trois livres de pain par jour». De nombreuses demandes, symboliques, reflètent l'aspiration du «petit peuple» à plus de dignité. Les ouvrières du textile de Tver exigent la suppression des fouilles corporelles à l'entrée de l'usine; celles de Kostroma demandent le renvoi des mouchards notoires et des milices patronales. A Moscou, les domestiques manifestent, réclamant qu'on cesse de les tutoyer «comme des serfs». A Petrograd, les garçons de café défilent sous une bannière où l'on peut lire : «Nous exigeons le respect envers les garçons de café. A bas les pourboires. Les serveurs sont des citoyens!»

Loin de se limiter à formuler des revendications, d'ailleurs généralement satisfaites en ces premières



semaines révolutionnaires où les patrons se sentent débordés, les ouvriers des grandes entreprises et des grandes villes mettent sur pied, dès les premières semaines du nouveau régime, des comités d'usine et des unités de «gardes rouges».

Les comités d'usine ont pour objectif premier de contrôler l'embauche et les licenciements, d'empêcher les patrons de fermer abusivement l'entreprise, sous prétexte de rupture d'approvisionnement, mais aussi de maintenir une certaine discipline du travail, de lutter

contre l'absentéisme. Bref, de promouvoir le «contrôle ouvrier» sur la production, un mot d'ordre qui va devenir de plus en plus populaire au cours de l'année 1917, tandis que l'économie sombre, que le chômage augmente, que les usines ferment. Organes autonomes de «défense ouvrière» dans une conjoncture de crise économique et d'opposition de plus en plus acharnée

des patrons, les comités d'usine vont progressivement se rallier à l'idée de «nationalisation» des entreprises, défendue par les bolcheviks. Quant aux unités de «gardes rouges», ce sont des milices ouvrières armées (grâce au pillage, à partir du 27 février, des arsenaux et des usines d'armement) prêtes à défendre l'usine contre toute tentative de lock-out, mais aussi à «sauvegarder la Révolution» si celle-ci était menacée.

L'été 1917, on comptera plus de 20000 ouvriers en armes



Pour «défendre les conquêtes démocratiques», de nombreux citoyens de toutes catégories sociales s'engagent dans des «milices de quartier» ou des détachements chargés de garder tel ou tel bâtiment public (photo page de gauche). Pour beaucoup, l'engagement civique commence par l'instruction publique, gratuite et obligatoire. On fait ainsi défiler enfants et adolescents sous des bannières proclamant «Vive l'instruction du peuple!» (photo à gauche). Pour les ouvriers, la dignité citoyenne passe, souvent plus prosaïquement, par une amélioration des conditions de vie quotidienne (ci-dessus, une soupe populaire).

embyern
le nu



à Petrograd, 12 000 à Moscou, mais aussi 3 000 à Ivanovo-Voznessensk, le «Manchester russe», 1 500 à Tver, 300 dans la petite ville de Toula. Autant de petites et grandes armées ouvrières, fermement décidées à défendre «leur» révolution, de plus en plus perméables à la propagande bolchevique qui exalte la lutte des classes.



La révolution aux armées

Dans une lettre désabusée, mais ô combien perspicace, un jeune capitaine décrivait ainsi à son père, propriétaire foncier dans la province de Toula, la révolution dans son régiment : «Entre nous et les soldats, l'abîme est insondable. Pour eux, nous sommes et nous resterons des barines [maîtres]. Pour eux, ce qui vient de se passer, ce n'est pas une révolution politique, mais bien une révolution sociale, dont ils sont les vainqueurs et nous les vaincus. Ils nous disent, maintenant qu'ils ont leur comité : "Avant, vous étiez les barines, maintenant, c'est à notre tour de l'être!" Ils ont l'impression de tenir enfin leur revanche après des siècles de servitude...»

Dans le cours de la révolution de 1917, le rôle des soldats-paysans – une masse de dix millions d'hommes mobilisés – est décisif. La décomposition progressive de l'armée russe, gagnée par les désertions

«Le principal facteur de décomposition de l'armée est le Décret n°1. Le second facteur, c'est la lecture des innombrables journaux qui entraînent les soldats à discuter continuellement des programmes des partis politiques, des revendications des uns et des autres, de la guerre et de la paix, au lieu de faire résolument la guerre.»
Général Broussilov



et le pacifisme, joue un rôle d'entraînement dans la faillite généralisée des institutions.

Pour le commandement, c'est le Décret n° 1, instituant les comités de soldats, qui est à l'origine du mal. En effet, loin de se borner aux prérogatives, réelles mais limitées, que leur donne le texte, les comités de soldats en viennent à s'occuper de stratégie militaire, appellent à la désobéissance, récusent tel ou tel officier, prétendent en «élire» de nouveaux... Les unités sont progressivement gagnées par un «pouvoir soldat», qui fait le lit d'un «bolchevisme de tranchée» très spécifique, ainsi décrit par le général Broussilov : «Les soldats se laissèrent gagner peu à peu par un "bolchevisme de tranchée" qui semblait correspondre à leurs vœux. Ils n'avaient pas la moindre idée de ce qu'était le communisme, le prolétariat



ou la Constitution. Ils voulaient la paix, la terre, la liberté de vivre sans lois, sans officiers ni propriétaires fonciers. Leur "bolchevisme" n'était en réalité qu'une formidable aspiration à une liberté sans entraves, à l'anarchie.»

Comme la plupart des combattants des pays belligérants, les soldats russes souhaitent avant tout la fin de la guerre, sans oser toutefois, du moins durant les premiers mois de la révolution, proclamer ouvertement leur désir d'une «paix blanche». En tant que paysans, ils ont d'autant plus envie de rentrer chez eux qu'ils ont entendu dire que des partages de terre se préparaient au village et que s'ils étaient absents, ils ne recevraient pas leur part. De mars à octobre 1917, plus de deux millions de soldats, fatigués de combattre ou d'attendre le ventre creux dans les tranchées et les garnisons, désertent. Leur retour au village alimente, à son tour, les troubles dans les campagnes.

Depuis la fin du XIX^e siècle, l'écart n'a cessé de se creuser entre des exploitations agricoles prospères et modernes, qui ont fait de la Russie le premier exportateur mondial de céréales, et une agriculture attardée, pratiquée par des dizaines de millions de petits exploitants. L'aristocratie fait échouer les tentatives de Stolypine (Premier ministre de 1906 à 1911), qui voulait encourager l'exploitation individuelle...



La révolution au village

Dans de nombreux villages de la Russie profonde, la nouvelle de l'abdication du tsar parvient vers la mi-mars, parfois plus tard encore. Comme il est de coutume lorsqu'un événement important se produit, l'assemblée paysanne se réunit et fait rédiger par l'écrivain public, l'instituteur ou le pope une pétition exposant les doléances et les souhaits des paysans. Les archives des soviets de Petrograd ou de Moscou ont conservé un grand nombre de ces « cahiers de la révolution russe ». On y trouve à la fois des revendications politiques et une vive aspiration à la fin prochaine de la guerre. « Proclamer la République », « hâter la réunion de l'Assemblée constituante », « instaurer le vote égal et l'instruction pour tous », et, plus souvent encore, « conclure au plus vite une paix juste et équitable » – voici ce que disent, maladroitement mais fermement, motions et pétitions paysannes.

... La majeure partie des paysans russes, incapables d'acheter la terre vit sous le régime de la communauté villageoise, qui impose une redistribution périodique des terres en fonction des « bouches à nourrir » dans chaque famille et fixe le calendrier agricole. Avec l'entrée de la Russie dans une guerre longue, la mobilisation de plus de la moitié des hommes adultes a profondément perturbé une agriculture, peu mécanisée, qui repose avant tout sur un effort humain collectif.





Ces textes sont souvent révélateurs, inattendus, toujours intéressants pour l'historien en quête de la parole paysanne, une parole qui ne s'exprime par écrit qu'aux grandes occasions : « Nous, Russes, ne sommes pas des Tatars. Eux, ils ont toujours envahi la Russie avec leurs troupeaux et leurs tentes. Nous, nous ne voulons pas aller habiter en Allemagne, faire de ses habitants des esclaves, ni dépecer leur bétail ou leurs propriétés... Et cela pour deux raisons : 1. Que c'est contraire aux Evangiles. 2. Que c'est une arme à double tranchant : on sera vainqueur chacun à son tour et il n'en sortira que du carnage. »

Motions et pétitions paysannes contiennent toutes de vigoureuses revendications économiques et sociales. Les paysans exigent la saisie et la redistribution des terres d'Etat, des grands apanages, des grands propriétaires fonciers. De manière quasi unanime, ils exposent leur idéal de démocratie agraire, où chacun aurait son lot « en fonction des bouches à nourrir » : « On ne doit laisser aux grands propriétaires qu'un domaine qu'ils sont en mesure eux-mêmes de mettre en valeur, sans l'aide ni de salariés



ni de prisonniers de guerre.» Parmi leurs autres revendications, figurent, pêle-mêle : la révision des baux à la baisse, le moratoire des transactions foncières jusqu'à la Constituante, la redistribution des pâturages et des bois; l'autorisation «exceptionnelle, vu les circonstances de la guerre», de coupes de bois dans les forêts domaniales, etc.

Plusieurs semaines durant, jusqu'à la fin avril, un calme apparent règne dans les campagnes. Les «désordres» restent très limités, surtout en comparaison avec ce qui s'était passé lors de la révolution de 1905. Mais les paysans s'organisent, des comités agraires sont mis en place, tant au niveau du village que du canton. Dirigés le plus souvent par l'«intelligentsia rurale», proche des socialistes-révolutionnaires, ces comités font encore confiance au gouvernement provisoire et aux soviets pour résoudre rapidement le problème agraire. Toutefois, à partir de la fin avril, l'impatience des paysans grandit : les propriétaires doivent faire face

Au début de l'année 1917, ce sont les assemblées traditionnelles de starostes («aînés») qui rédigent les premières doléances de la communauté villageoise.

Puis apparaissent des comités de représentants paysans au niveau du canton (*volost*), du district (*ouezd*), de la province (*gubernija*), qui, à partir du mois de mai, prennent des mesures immédiatement applicables, court-circuitant administrations et ministères.

Parallèlement, foisonne une hiérarchie de soviets paysans (photo page de gauche), qui tiennent leur premier congrès panrusse en juin 1917. Témoignant de la métamorphose qui s'opère parmi la paysannerie, un des représentants de la province de Penza la décrit ainsi, en juillet 1917 : «Quand vous rencontrez un paysan, il ne s'incline plus jusqu'à terre. Il ne vous dit plus comme naguère : "Pitié, Ivan Petrovitch, ma famille meurt de faim, donnez-moi une demi-dessiatine [hectare].» Non, il ne s'incline plus et vous dit : "A propos, dites-moi, combien de dessiatines pouvez-vous cultiver par vos propres moyens? Passez à notre réunion, ce soir, nous y partagerons la terre que vous possédez!" »



à un nombre croissant de «violations de la légalité» : de moins de cent en avril, leur nombre dépassera mille en juin, tandis que les comités paysans se radicalisent pour ne pas être débordés par leur base.

Les débuts de l'émancipation des nations

La révolution de février donne une impulsion décisive aux mouvements nationaux bridés par la politique russificatrice de l'autocratie tsariste. Pour les intellectuels finlandais, polonais, baltes, géorgiens, arméniens, tatars, ukrainiens, la chute du tsarisme est une promesse d'autonomie, et bientôt d'indépendance.

A Kiev, la Rada, association d'organisations culturelles ukrainiennes, salue en des termes enthousiastes la Révolution : «Ukrainiens, citoyens, camarades! Ce jour heureux est arrivé où l'Ukraine, soumise depuis des siècles, commence une nouvelle vie. Soutenez le nouveau régime car c'est lui qui apporte la liberté à l'Ukraine. Préparez-vous à l'Assemblée nationale constituante, où la voix du grand peuple ukrainien doit retentir à l'unisson pour défendre l'autonomie de notre terre natale et la constitution d'un Etat fédéral.» Bientôt, la Rada parle au nom de tous les Ukrainiens, réclamant non plus seulement l'autonomie interne, mais l'indépendance.

Des revendications similaires se développent en Pologne, en Finlande, dans les pays Baltes, au Caucase. Les musulmans de l'ex-Empire ne sont pas en reste, mais, ici comme ailleurs, la révolution fait remonter à la surface des clivages anciens : les musulmans se divisent en «progressistes», qui soutiennent



Et mettre sa propre monnaie (ci-dessus, billets ukrainiens de 100 karbovaty) constitué, en 1917, un des signes majeurs de la reconnaissance d'une nationalité. Les Ukrainiens sont les premiers à formuler un programme cohérent d'autonomie, puis d'indépendance.





les premiers mouvements d'émancipation des femmes de l'Islam, et «conservateurs»; en «unitaristes» qui espèrent réaliser l'unité sous l'égide des Tatars, et en «fédéralistes», animés par les Bachkirs, les Ouzbeks et les Azéris.

Face à ces aspirations diverses, contradictoires, porteuses d'une menace de désintégration pour l'Etat, le gouvernement provisoire, pris de court, se borne à des gestes de bonne volonté : les mesures discriminatoires qui frappaient, individuellement, les allogènes sont abolies. Ils ont désormais le droit de se déplacer librement, d'exercer toute profession, d'utiliser leur langue nationale dans leurs écoles, d'être électeur. Mais ces conquêtes importantes ne leur rendent pas encore la dignité collective que seule leur apporterait la reconnaissance d'une véritable «personnalité» nationale.

Reconnaissance du principe d'autodétermination, développement de l'instruction dans la langue allogène et droit de constituer des unités militaires séparées figurent parmi les premières revendications nationales. Le congrès de l'armée ukrainienne, réuni à Kiev le 31 mai 1917 (ci-dessus), précise que «le sort de l'Ukraine ne saurait dépendre d'une Assemblée constituante russe».

Parmi les membres du secrétariat de la Rada ukrainienne, photographiés l'été 1917, Simon Petlioura (ci-contre à l'extrême-droite), jouera, en 1918-1920, un rôle de premier plan dans le mouvement national ukrainien contre les bolcheviks.





La question de la guerre est au cœur du débat politique dans la Russie de 1917, au centre de toutes les grandes «journées» révolutionnaires. En réalité, la principale ligne de clivage passe entre ceux pour qui la révolution est un moyen de mettre fin à la guerre et ceux pour qui la poursuite victorieuse de la guerre est un moyen de mettre fin à la révolution.

CHAPITRE IV QUE FAIRE? LA RÉVOLUTION OU LA GUERRE ?

Sur cette affiche du peintre Boris Koustodiev, l'«Emprunt de la Liberté», figurent, écrits sur les drapeaux, les slogans : «La guerre jusqu'à la victoire!», «Victoire sur l'ennemi!», «Empêchons l'ennemi de nous ôter la liberté chèrement conquise!», «Liberté!»



Pour le gouvernement, seule une victoire aux côtés des Alliés réussirait à amarrer solidement le nouveau régime aux démocraties occidentales, à consolider la cohésion de la société, à contrôler le cours d'une révolution qu'il ne maîtrise guère. Dès le 4 mars,

Le dirigeant constitutionnel-démocrate Pavel Milioukov (à droite, assis avec un député de la Douma) a tenté,



le nouveau ministre des Affaires étrangères Pavel Milioukov adresse une note aux diplomates russes à l'étranger dans laquelle il dit sa détermination à observer strictement les obligations internationales contractées par l'ancien régime et à mener la guerre vers sa fin victorieuse. Pour le gouvernement, les buts de guerre de la Russie nouvelle ne diffèrent en rien de ceux de la Russie tsariste : la conquête de Constantinople reste à l'ordre du jour. Une position incompatible avec celle du soviét de Petrograd.

Sur la question cruciale de la poursuite de la guerre, le soviét de Petrograd, dominé par les socialistes modérés, adopte, le 14 mars, un texte, l'« Appel aux peuples du monde entier », où l'utopie pacifiste côtoie le « défensisme révolutionnaire ».

sans succès, de faire endosser par le gouvernement provisoire les « buts de guerre » de la Russie tsariste. L'« Emprunt de la Liberté » (affiche à droite), auquel chaque citoyen est appelé à contribuer dans la mesure de ses moyens, même modestes, doit symboliser la conjonction de l'esprit civique et de l'effort militaire. Ci-dessus, médailles en or offertes pour la cause révolutionnaire.

Il appelle les peuples «à mener un combat décisif contre les ambitions annexionnistes des gouvernements de tous les pays en guerre... pour imposer une paix sans annexions ni contributions», mais il affirme, en même temps, que «la Russie continuera la guerre, préservant la combativité de l'armée pour des opérations actives».

Le retour de Lénine et les «Thèses d'avril»

Seul de tous les dirigeants politiques, Lénine, contre l'opinion même de l'immense majorité du parti bolchevique, prédit la faillite du «défensisme révolutionnaire» et de la politique de conciliation que tâche de mettre en œuvre le soviét.

Dans ses quatre «Lettres de loin», écrites à Zurich du 20 au 25 mars, et dont le quotidien bolchevique *La Pravda* n'ose publier que la première, Lénine exige la rupture immédiate entre le soviét et le gouvernement, et la préparation active de la «phase suivante, prolétarienne» de la révolution. Pour Lénine, l'apparition des «soviets prolétariens» est le signe que la révolution a déjà dépassé sa «phase bourgeoise». Sans plus attendre, ces organes révolutionnaires doivent s'emparer du pouvoir et mettre fin à la guerre impérialiste.





Décidé à tout prix à rentrer en Russie, Lénine accepte l'accord conclu par le social-démocrate suisse Platten avec les autorités allemandes : accompagné d'un groupe de révolutionnaires bolcheviques, il quitte Zurich le 28 mars pour traverser l'Allemagne, dans un wagon bénéficiant du statut d'extraterritorialité, et gagner la Suède, puis Petrograd. Les Allemands ont tout intérêt à favoriser le retour de Lénine en Russie : ils comptent sur la force de déstabilisation de son discours auprès d'une population russe déjà hostile à la poursuite de la guerre.

Le 4 avril, lendemain de son arrivée à Petrograd, Lénine présente ses célèbres « Thèses d'avril » aux bolcheviks réunis en assemblée légale. Il y proclame son hostilité inconditionnelle au « défensisme révolutionnaire », au gouvernement



provisoire, à la république parlementaire. Il précise son programme : suppression de la police, de l'armée et de l'ensemble de la bureaucratie d'Etat, confiscation des grandes propriétés foncières et nationalisation de la terre, contrôle ouvrier dans les entreprises. Dans l'immédiat, il propose trois mots d'ordre : « A bas la guerre! », « A bas le gouvernement provisoire! », « Tout le pouvoir aux soviets! »

Accueillies avec stupéfaction et hostilité par la majorité des dirigeants bolcheviques de la capitale, les thèses de Lénine progressent peu à peu. A la conférence du parti qui se tient du 24 au 29 avril, une courte majorité des cent cinquante délégués se prononce en faveur des thèses léninistes, que Lénine, habile politique, a légèrement amendées.

Il reconnaît qu'« une longue période d'agitation »

sera nécessaire pour « préparer les masses à la prochaine étape qui sera celle de la révolution prolétarienne ». Moins prisonnier du dogme marxiste, qu'il ne connaît guère, le militant bolchevique de base ne comprend pas en quoi

une « étape bourgeoise » serait nécessaire pour « passer au socialisme ». Aussi est-il plutôt favorable aux thèses léninistes, qui prônent

l'action directe, la prise du pouvoir par les soviets. La voie léniniste reste néanmoins étroite, entre une base souvent

impatiente, prompte à l'aventure – les marins de la base navale de Kronstadt, au large de Petrograd, certaines unités de la garnison de la capitale, les gardes rouges des quartiers ouvriers de Vyborg –, et des dirigeants, tels Zinoviev et Kamenev, hantés par l'échec d'une insurrection prématurée vouée, comme la Commune de Paris, à l'écrasement. En avril, comme

en juillet ou en octobre,

le parti bolchevique demeure, contrairement à une idée largement répandue, profondément divisé, tiraillé entre les débordements des uns et les réticences des autres. En 1917, la fameuse « discipline du parti » est bien plus un acte de foi qu'une réalité.

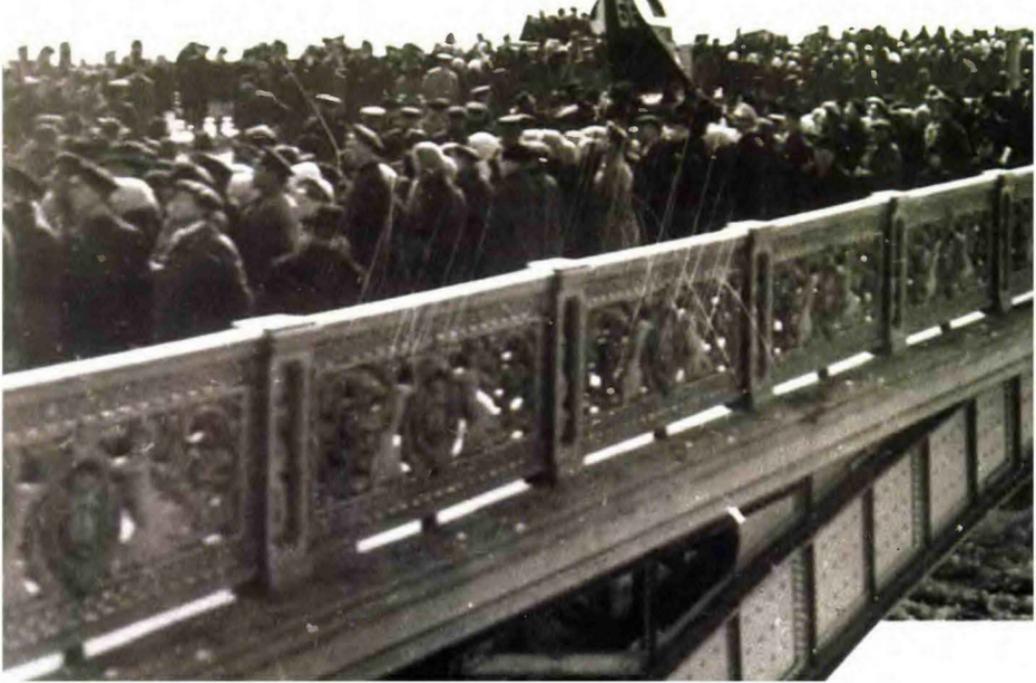
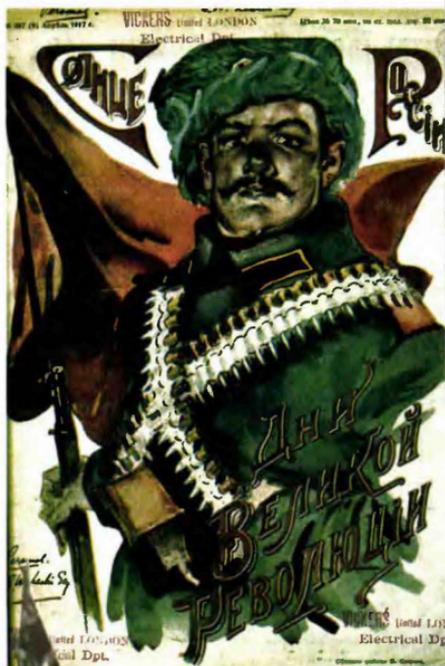


Tout au long de l'année 1917, Kamenev (ci-dessus) et Zinoviev (ci-dessous) s'opposent, au sein même du parti bolchevique, à Lénine (à gauche, à Stockholm, juste avant son retour à Petrograd). Ni l'un ni l'autre, cependant, ne poussent jusqu'au bout leur opposition. « Zinoviev était un brillant orateur, dira Trotski, mais pas un dirigeant politique. » Quant à Kamenev, la plupart de ses compagnons en révolution le jugeaient trop « mou », surtout quand il avait Lénine en face de lui.



Début avril, le problème de la guerre devient crucial

Le 18 avril, Milioukov adresse une note aux Alliés réaffirmant que la Russie tiendra tous ses engagements envers eux et combattra «jusqu'à la victoire finale». Dans cette note, nulle mention de la position du soviét pour une «paix sans annexions ni contributions». L'opinion est stupéfaite. Kerenski, ministre de la Justice, vice-président du soviét, menace de démissionner. Dans les milieux ouvriers de la capitale se déclenche aussitôt une vaste campagne de pétitions exigeant la démission de Milioukov. Des cortèges se forment, des dizaines de milliers de manifestants affluent vers le centre-ville. Pour la première fois, certains scandent des mots d'ordre bolcheviques : «Démission du gouvernement! Tout le pouvoir



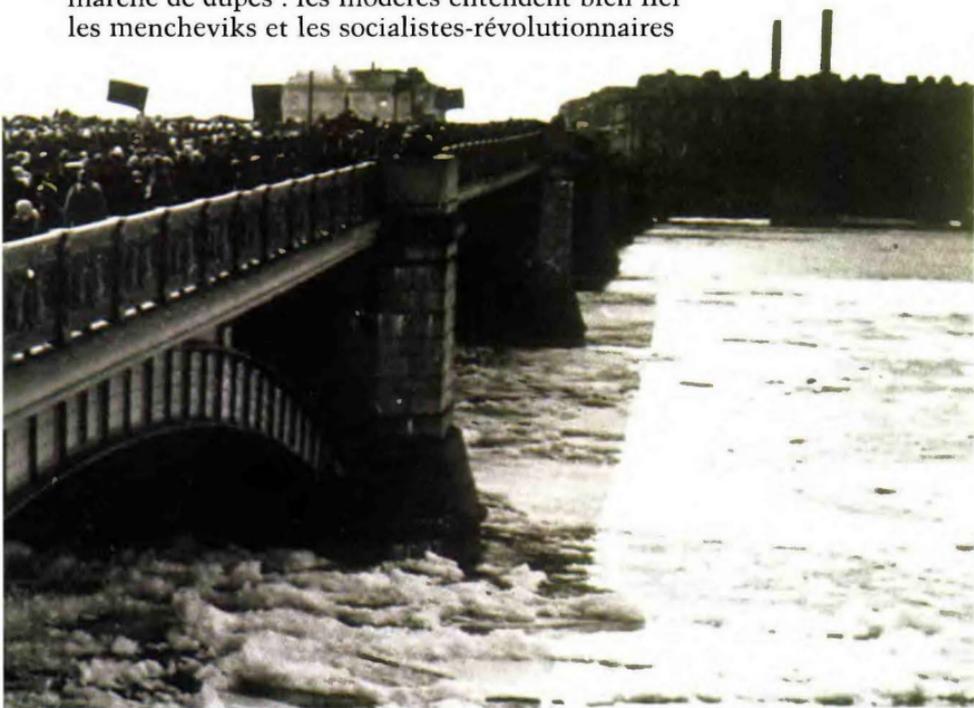
aux soviets!» Des heurts violents opposent les bolcheviques à des contre-manifestants – élèves officiers, jeunes bourgeois des beaux quartiers – qui organisent un procès public de «Lénine, espions allemands et Cie». Un vent de guerre civile souffle sur Petrograd, ce 18 avril 1917.

La constitution d'un second gouvernement provisoire

Le gouvernement ayant publiquement annoncé que la Russie n'envisageait aucune annexion, la crise semble désamorcée. L'affaire de la «note Milioukov» met néanmoins à nu les contradictions du «double pouvoir». Quelques jours plus tard, alors que Milioukov, désavoué, démissionne, suivi par le ministre de la Guerre Goutchkov, qui estime avoir perdu toute autorité sur une armée «gangrenée par les comités de soldats», le soviét annonce son ralliement à l'idée d'un gouvernement de coalition.

Cette participation ressemble fort, néanmoins, à un marché de dupes : les modérés entendent bien lier les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires

Excepté les publications bolcheviques, la quasi-totalité des journaux lie effort de guerre et victoire de la révolution (à gauche, couverture de la revue *Le Soleil de la Russie*). Mais faut-il mener la guerre jusqu'à la «victoire finale» ou se contenter d'une paix «sans annexions ni contributions»? Les manifestations du 18 avril 1917 marquent déjà, sur cette question, une division des socialistes russes.



par leur participation aux responsabilités gouvernementales et à la conduite de la guerre, tout en utilisant leur influence conciliatrice sur les masses; les socialistes espèrent obtenir des réformes et l'arrêt des hostilités, tout en déjouant les projets «contre-révolutionnaires».

Dans ce deuxième gouvernement provisoire, laborieusement constitué, le 5 mai, après des semaines de tractations, les modérés du parti constitutionnel-démocrate conservent la présidence, qui revient au prince Lvov, et sept portefeuilles, tandis que les socialistes en obtiennent six. Par leur stature politique, trois socialistes, membres éminents du soviet de Petrograd – Tseretelli, principal théoricien

du «défensisme révolutionnaire», le leader socialiste-révolutionnaire Tchernov, nouveau ministre de l'Agriculture, et Kerenski, ministre de la Guerre et de la Marine – dominent le nouveau cabinet.

**ВРЕМЕННЫЙ КОМИТЕТЪ
ГОСУДАРСТВЕННОЙ ДУМЫ.**

М а я 16 1917 г.

1698



L'entrée de ministres socialistes, dirigeants du soviet de Petrograd, au gouvernement modifie profondément

la donne politique. Devenus les gestionnaires et les gardiens de l'Etat «bourgeois», les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks laissent désormais l'initiative de la



Сообщение Валера Сіятельотва о включении во Временное Правительство

Viktor Mikhaïlovitch Tchernov (1873-1952, à gauche) incarne, en 1917, tous les déchirements et les ambiguïtés du mouvement socialiste-révolutionnaire, dont il est l'un des leaders incontestés. Après avoir accepté le portefeuille, très exposé, de ministre de l'Agriculture dans le second gouvernement provisoire, il devra affronter la grande jacquerie paysanne de l'automne 1917.



contestation, des revendications en faveur du pain, de la terre, de la paix aux bolcheviks, à un moment où les tensions sociales s'exacerbent.

L'échec de l'offensive russe du 18 juin

Pour le nouveau gouvernement, le problème de la paix est fondamental. Pour tenter de mettre fin à la guerre, Tseretelli propose d'intervenir auprès des Alliés pour les rallier à la formule d'une paix sans annexions et d'organiser à Stockholm une conférence de tous les partis socialistes afin que ceux-ci imposent aux dirigeants de leurs pays un plan de paix générale. Ce projet utopique reste mort-né. Ayant échoué sur le front de la paix, le gouvernement n'a guère plus de succès sur le front de la guerre. Pressé par les Alliés, obsédé par l'idée d'être le Sauveur de la Patrie, le Bonaparte de la révolution russe, Alexandre Kerenski prend le pari risqué,

Le 4 mai 1917, à Petrograd une foule composée principalement de représentants des classes moyennes et de bourgeois attend, devant le palais Marie, la proclamation du second gouvernement provisoire. Sur la grande bannière socialiste-révolutionnaire est écrit le slogan : «Vive la terre et la liberté!».



face à un état-major hésitant et divisé, de lancer une grande offensive.

Au cours d'une mémorable tournée sur le front, le ministre de la Guerre, excellent orateur (il a été surnommé par les bolcheviks «le radoteur en chef») tente de «gonfler le soldat-citoyen», jouant sur le thème du «grand sursaut national pour défendre les conquêtes de février». «La nouvelle Russie libre et démocratique serait-elle en réalité un pays d'esclaves séditieux?» assène-t-il aux soldats venus l'écouter. La formule fait le tour de l'armée, exaspère le soldat une fois de plus brimé dans sa dignité de combattant. A la veille de l'offensive, les désertions se multiplient : plus de cent mille durant la semaine du 10 au 17 juin. Le 18 juin, l'armée russe passe à l'attaque sur un front de plusieurs centaines de kilomètres. Après quelques succès initiaux contre les Austro-Hongrois, la contre-offensive allemande, lancée le 2 juillet, fait refluer en désordre des troupes russes qui manquent de matériel et de munitions. En deux semaines, quatre cent mille hommes sont tués, blessés, faits prisonniers. Le front recule de cent à deux cents kilomètres. L'échec de la dernière offensive russe dans la Grande Guerre va jouer

Sur le plan des pertes militaires, l'année 1917 fut bien moins meurtrière sur le front russe que les années précédentes. Désireux de ne pas exacerber le sentiment patriotique russe et de transférer des troupes sur le front occidental, le haut-commandement allemand ne lança aucune offensive d'envergure jusqu'à l'été 1917. Ci-dessus, enterrement d'un soldat au front.

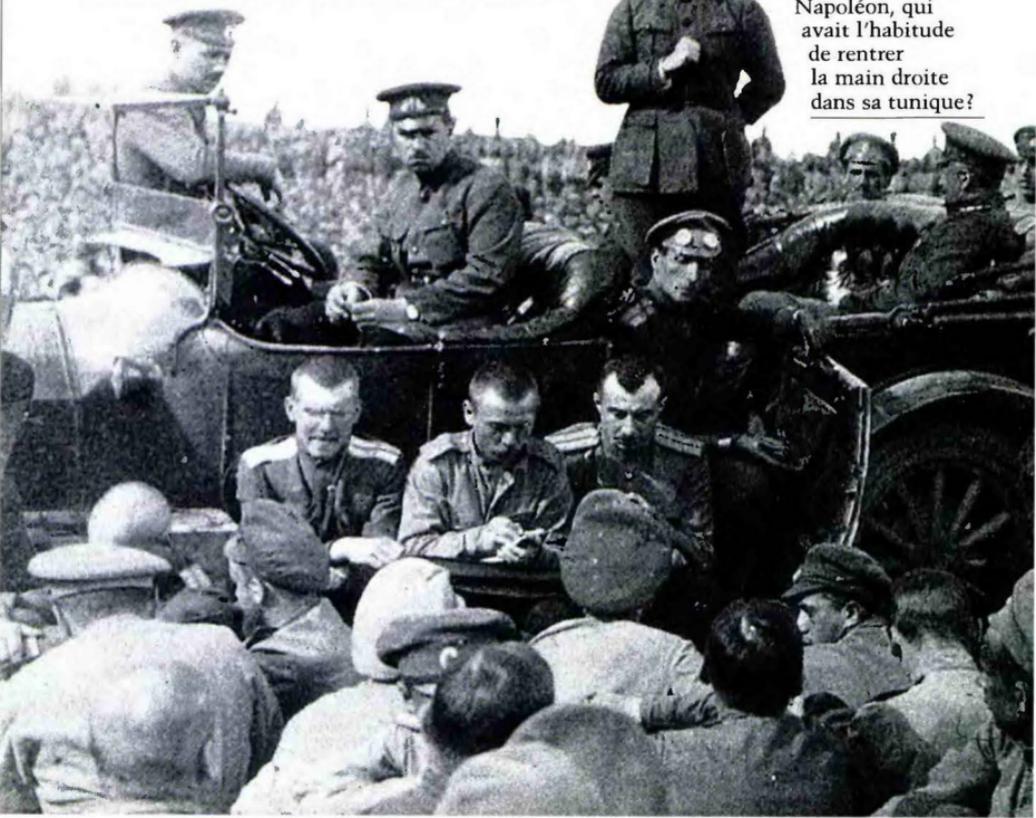
un rôle déterminant dans le discrédit du régime de février, incapable, à l'évidence, d'asseoir sa légitimité sur un grand sursaut national et patriotique.

La radicalisation populaire

Entre-temps, à l'arrière, les tensions sociales ne cessent de s'aggraver, dans les villes comme dans les campagnes. Durcissant son attitude, le patronat refuse aux comités d'usine, de plus en plus radicaux, le « contrôle ouvrier » qu'ils réclament et répond aux grèves par le lock-out. Dans les campagnes, les comités agraires s'approprient maintenant les terres inexploitées, saisissent matériel agricole et cheptel des propriétaires terriens, réévaluent d'autorité les baux à la baisse. Les grands propriétaires réagissent en interrompant les ensemencements et en demandant au gouvernement d'envoyer des troupes pour mettre fin à l'« anarchie ».

Alexandre Kerenski, « premier ministre de la guerre du peuple », se complait à jouer au Bonaparte russe. Il fait mettre un buste de Napoléon sur son bureau ministériel, se fait faire une vareuse kaki, chaussée des bottes militaires... Durant ses fameuses tournées oratoires sur le front, il parade en cette tenue, le bras droit replié et soutenu par un bandeau, comme s'il avait été blessé au combat. Image du simple combattant ou mimétisme de l'empereur

Napoléon, qui avait l'habitude de rentrer la main droite dans sa tunique?



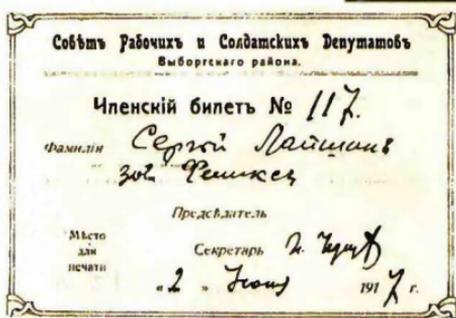




« Mais voici que Vladimir Ilitch monte rapidement à la tribune, il articule en grassement : « Camarades ». Il me sembla qu'il parlait mal, mais, au bout d'une minute, j'étais, comme tous les autres, pris par son discours. C'était la première fois que j'entendais parler si simplement des problèmes politiques les plus compliqués. Celui-là n'essayait pas de faire de belles phrases, il présentait chaque mot comme dans le creux de la main, en mettant à nu sa signification exacte et cela avec une aisance étonnante. Son bras tendu en avant et légèrement levé, sa main qui semblait peser chaque mot, rejetait les phrases des adversaires pour les remplacer par les preuves qu'avait la classe ouvrière d'aller son chemin et non de marcher derrière la bourgeoisie libérale, ni même à côté [...] tout cela était extraordinaire et paraissait être dit par Lénine non pas en son nom propre, mais effectivement de par la volonté de l'Histoire. Derrière moi, on chuchotait avec admiration : « Il parle serré. » Et c'était vrai. »

Maxime Gorki

Dans le même temps, les mouvements des peuples allogènes se développent. Or, pour le gouvernement, cette question n'est pas à l'ordre du jour. Il ignore aussi bien le I^{er} Congrès panmusulman qui se tient à Kazan le 1^{er} mai, que les aspirations des Ukrainiens, qui se sont donné un « Secrétariat général », une Loi fondamentale (*Universal*), forment



des régiments nationaux et glissent vers le séparatisme. Dans cette

La différence des soviets de 1905, la majorité des soviets de 1917 est dirigée par des militants politiques qui ne sont pas d'origine populaire. Ainsi, au comité exécutif du soviet de Petrograd (ici, en mai 1917), on ne compte, sur 42 membres, que 4 ouvriers et 4 soldats. En s'octroyant d'emblée un nombre fixe de sièges au comité exécutif, les militants de tous les partis ont entamé un processus de bureaucratiation des institutions qui va être parachevé après octobre 1917.

effervescence, ce foisonnement de pouvoirs autoproclamés ou démocratiquement élus, les bolcheviks, résolument en marge des « partis de gouvernement », accentuent leur pression, encouragent toute forme de radicalisation populaire. Toujours très minoritaires dans les syndicats et les soviets, ils acquièrent leur première majorité fin mai, à la conférence des comités d'usine de Petrograd, en soutenant l'idée du contrôle ouvrier. Ces premiers succès les encouragent : lors du I^{er} Congrès panrusse des soviets (3-23 juin), alors qu'ils ne sont qu'une centaine sur plus de huit cents délégués, majoritairement mencheviks et socialistes-révolutionnaires, les bolcheviks prennent sans complexe l'initiative, exigeant que le congrès



se transforme en «Convention révolutionnaire» et assume la totalité du pouvoir. Tseretelli ayant affirmé qu'il n'existait aucune force qui pût supplanter le gouvernement, il s'attire une repartie restée fameuse de Lénine : «Un tel parti existe. Aucun parti n'a le droit de refuser le pouvoir et notre parti ne le refuse pas. Il est prêt à tout moment à prendre le pouvoir entre ses mains.»

Le jour

même où l'état-major lance la grande offensive du 18 juin, une manifestation organisée à Petrograd par le soviet pour soutenir sa politique tourne à l'avantage des bolcheviks. A la place du slogan proposé par les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires («Par l'Assemblée constituante vers une république démocratique!»), la majorité des bannières porte des mots d'ordre bolcheviques («A bas l'offensive!», «Vive le contrôle ouvrier!», «Tout le pouvoir aux soviets!»). Le 18 juin, marqué par des incidents violents entre manifestants socialistes modérés et bolcheviques, consomme la scission définitive du camp socialiste russe. Ce jour-là, Gorki écrit : «Je ne reconnais plus Petrograd. Les rues sont immondes. Les gens sont de plus en plus paresseux et lâches, tous les instincts les plus bas

Le général Broussilov, commandant en chef à partir du 18 mai 1917, «avait vraiment compris, selon Kerenski, que quelque chose de fondamental avait changé dans la manière de traiter le soldat». Moins hostile aux comités de soldats que les autres généraux, il considère néanmoins que seule une victoire militaire pourrait asseoir la démocratie en Russie.



et les plus criminels que j'ai toujours combattus semblent se réveiller. C'est une révolution asiatique qui est en train de déferler et de détruire la Russie».

Les «journées de juillet», un moment clé du processus révolutionnaire

Comme en avril, le problème de la guerre est le catalyseur des «journées» des 3 et 4 juillet.

Dans les derniers jours de juin, l'atmosphère est tendue dans les garnisons de Petrograd. Le gouvernement a décidé d'envoyer au front une partie des régiments, notamment le 1^{er} régiment de mitrailleurs, fort de dix mille hommes et de mille mitrailleuses, stationné dans le quartier ouvrier de Vyborg, véritable bastion militaire bolchevique. Depuis le 21 juin, ce régiment, principale force armée dans la capitale, est en rébellion ouverte contre



ПРАВДА

Суббото. 30-го ЮЛЯ (17-го СЕП. СЕ.) 1917 г. ЕЖЕДНЕВНАЯ ГАЗЕТА ЦЕНА № 3 коп. № 4.

ЗАВТРА ДЕМОНСТРАЦІЯ!

le gouvernement. Refusant de partir pour le front, il menace de «chasser le gouvernement» si celui-ci «s'obstine dans sa décision». Le 3 juillet, plusieurs unités de la garnison décident de passer à l'action et de donner «tout le pouvoir aux soviets».

Suivant un itinéraire déjà rôdé, soldats en armes et ouvriers se dirigent vers le palais de Tauride,

Première page
de *La Pravda*
du 4 juillet 1917 :
«Demain,
manifestation!»

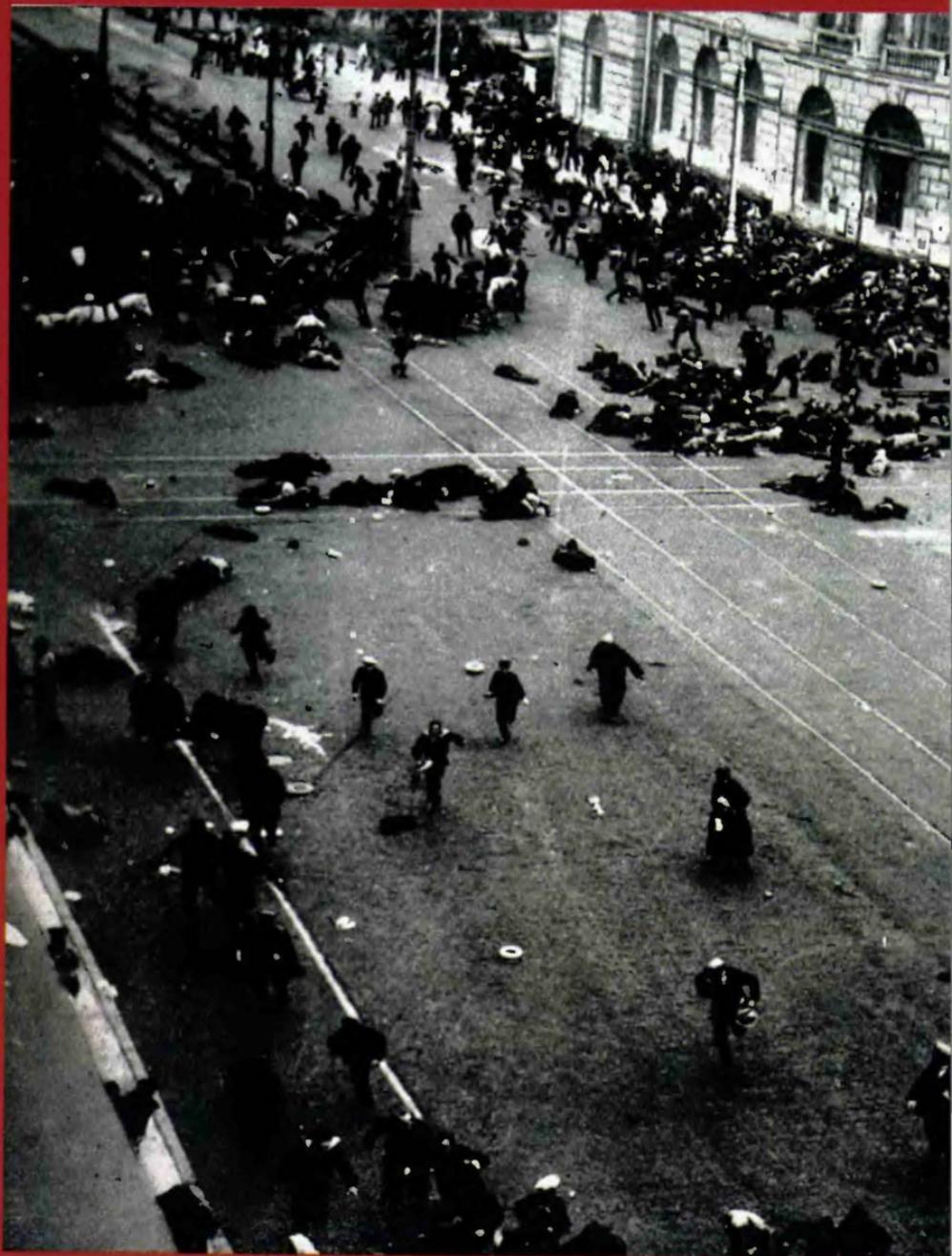


où siège le soviét. Non sans mal, les leaders socialistes modérés parviennent ce jour-là à calmer l'ardeur des manifestants. Débordée par une partie de ses militants de base, la direction bolchevique semble désemparée. Lénine a quitté la capitale le 29 juin pour se reposer sur le golfe de Finlande. Kamenev et Zinoviev sont pour l'apaisement. Là majorité, indécise, appelle les manifestants à rester mobilisés et à faire pression, le lendemain, sur le soviét.

Le rendez-vous manqué du parti bolchevique

La Pravda du 4 juillet reflète le désarroi de la direction bolchevique : elle paraît avec un large espace blanc en première page : au dernier moment, l'article signé par Zinoviev et Kamenev appelant à la modération n'est pas passé. Le 4 juillet, la confusion est totale.

Avant l'arrivée de Lénine à Petrograd, les bolcheviks installent leur quartier général dans l'ancien hôtel particulier de la grande ballerine Khesinskaïa (photo ci-dessus). Rapidement, cette demeure est transformée en véritable camp retranché, où campent, en permanence, divers détachements de milices et autres unités proches des bolcheviks.





Des milliers de marins de Kronstadt, sous la direction du bolchevik Raskolnikov, ont débarqué le matin, prêts à en découdre pour la victoire de l'insurrection. Aussitôt, fanfare en tête jouant *L'Internationale*, les marins se rendent devant l'ancien hôtel particulier de la ballerine Kchesinskaïa, quartier général des bolcheviks. Revenu dans la nuit de Finlande, Lénine, dépassé et hésitant, se borne à un bref discours au balcon, au cours duquel il déclare, de manière



ambiguë, sa confiance dans l'avènement prochain du pouvoir des soviets, sans toutefois donner d'instructions précises à la foule impatiente. Désorientée, celle-ci se dirige de nouveau vers le palais de Tauride. Aussi nombreuse soit-elle, une foule qui n'a pas de but précis se délite rapidement.

Sur la perspective Nevski, quelques rafales tirées, depuis les toits, par des soldats gouvernementaux embusqués, sèment la confusion. Vers 5 heures de l'après-midi, un violent orage disperse une partie des manifestants. Des incidents tragi-comiques éclatent en fin de journée devant le palais de Tauride : espérant calmer les manifestants qui ne comprennent pas pourquoi les ministres socialistes, membres éminents du soviet de surcroît, refusent de prendre le pouvoir que leur « offre » la foule, le ministre socialiste-révolutionnaire Tchernov sort sur les escaliers du palais de Tauride. Il est aussitôt happé par la foule furieuse qui lui crie :

Sur cette caricature française, Lénine est figuré sous les traits d'un agent général de la compagnie des gaz de Berlin asphyxiant l'ours Kerenski.





«Prends le pouvoir, fils de p..., puisque le peuple te le donne!», et poussé sans ménagement dans une voiture. Appelé à la rescousse, Trotski sort à son tour de la salle où siège le soviét et parvient, non sans mal, grâce à sa notoriété, à délivrer Tchernov, devenu quelques instants durant l'«otage de la démocratie».

Dans la nuit, le gouvernement fait venir des troupes sûres, persuadées que Lénine et ses «agents allemands» ont fomenté un coup d'Etat.

La capitale est mise en état de siège. Des centaines de militants bolcheviques sont arrêtés; le parti bolchevique est

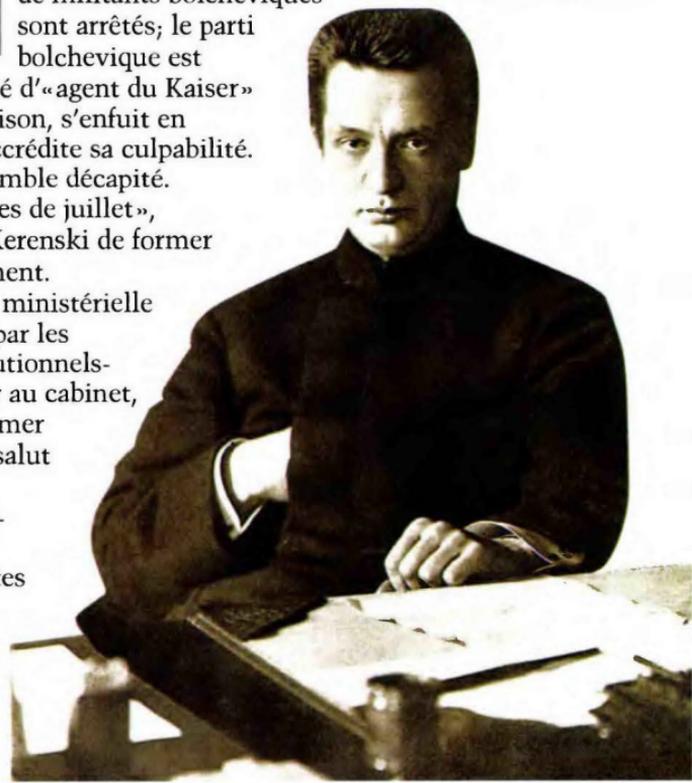
interdit. Lénine, qualifié d'«agent du Kaiser» et accusé de haute trahison, s'enfuit en Finlande. Cette fuite accrédite sa culpabilité. Le parti bolchevique semble décapité.

A l'issue des «journées de juillet», le prince Lvov charge Kerenski de former un nouveau gouvernement.

Après une longue crise ministérielle (6-23 juillet), marquée par les hésitations des constitutionnels-démocrates à participer au cabinet, Kerenski parvient à former un «gouvernement de salut révolutionnaire»

où les constitutionnels-démocrates, revenus en force, et les socialistes modérés cohabitent, tant bien que mal, unis par leur peur du bolchevisme.

Pour lutter contre l'indiscipline aux armées, le général Broussilov, favorable à l'idée d'une «armée citoyenne» fondée sur le volontariat, encourage Maria Bochkareva – qui s'est illustrée dès août 1914 en obtenant du tsar lui-même l'autorisation de combattre dans l'armée active – à former un «bataillon féminin de la mort», qui doit donner aux troupes démoralisées l'exemple du courage militaire. Formé début juin, le bataillon est béni en grande pompe sur la place Rouge par le patriarche Tikhone (à gauche).





Depuis les «journées de juillet», le climat politique a fortement changé. Les bolcheviks mis momentanément hors jeu, la tentation est forte, parmi les politiques, de remettre de l'ordre dans le pays. Mais le pays est-il encore gouvernable? Au cours de l'été 1917, les tensions sociales sont exacerbées, car aucun des véritables problèmes qui préoccupent la société – le pain, le chômage, la paix, la terre – n'est résolu.

CHAPITRE V

LA RÉVOLUTION CONTINUE...

Durant l'été 1917, la situation alimentaire se dégrade dans la plupart des grandes villes du pays. Face aux difficultés croissantes, le slogan «Tout le pouvoir aux soviets!» (ci-contre) apparaît, pour nombre de citoyens désespérés, comme une promesse de changements radicaux, donc positifs.



Tandis qu'au sommet, les jeux du pouvoir mettent aux prises civils et militaires aspirant à la dictature, les piliers sur lesquels repose l'Etat – la justice, l'armée, l'administration – cèdent, le droit est bafoué, l'autorité, sous toutes ses formes, contestée. A la base, dans les campagnes, les usines, les quartiers, les régiments, la révolution continue...

Après la révolution d'octobre 1917 et la victoire des bolcheviks, ceux-ci entretiendront soigneusement le souvenir de leur «période héroïque», marquée par les



La tentation de l'Ordre

«Le bolchevisme, qui jouait avec les instincts les plus sombres des masses, est mortellement blessé – et c'est une bonne chose –, écrit Gorki le 10 juillet [...]. Mais aujourd'hui la presse bourgeoise se déchaîne contre *tous* les socialistes. La contre-révolution n'est plus un fantôme, elle est devenue une réalité.»

En quelques jours, les beaux quartiers de Petrograd, envahis régulièrement, depuis les journées révolutionnaires de février, par la foule grise des faubourgs ouvriers, ont retrouvé leur calme. Facteur de troubles, générateur de rassemblements séditieux, point de convergence de manifestations

persécutions dont ils ont été victimes, après les journées de juillet, de la part du gouvernement provisoire (arrestation ci-dessus).

Mais la «répression» subie quelques semaines durant n'empêcha pas les bolcheviks de développer un efficace réseau clandestin, qui refit surface au moment du putsch du général Kornilov.

incontrôlables, le soviét de Petrograd, aussi modéré fût-il, a été expulsé du palais de Tauride vers l'institut Smolny, plus loin du centre-ville.

Désormais, les groupes de pression conservateurs – la Société pour la renaissance économique de la Russie, regroupant grands industriels et banquiers proches du parti constitutionnel-démocrate, l'Union des grands propriétaires, l'Union des officiers de l'armée et de la flotte – occupent le premier rang dans les allées du pouvoir. La presse conservatrice appelle quotidiennement à la dissolution des soviets, à la chasse aux bolcheviks, à la suppression des comités de soldats. Résolu à être le Bonaparte de la révolution russe, à extirper le « jacobinisme bolchevique », Alexandre Kerenski multiplie les mesures autoritaires :

restauration de la peine de mort sur le front,
limitation des droits des comités

de soldats, envoi de troupes pour réprimer les révoltes agraires.

Durant cet été trouble, un nouvel homme fort émerge, dont le parcours ambigu symbolise bien la révolution qui se cherche : le général Kornilov, que Kerenski vient de

nommer généralissime à la place du général Broussilov. De tous les généraux d'ancien régime, ce fils de cosaques sibériens sorti du rang est le seul à se déclarer favorable à une certaine démocratisation de l'armée. En même temps, il a remis de l'ordre parmi les troupes, interdisant les meetings alors qu'il commandait le front sud-ouest, et faisant fusiller les déserteurs. Face au civil Kerenski, compromis aux yeux des conservateurs par ses liens avec le soviét et par son passé



Dès le début de la révolution, le général Lavr Kornilov (ci-dessus), s'est proclamé « républicain ». Cette attitude lui a valu le mépris de l'establishment militaire – « c'est un homme au cœur de lion et à la cervelle de mouton », dit de lui le général Alexeiev –, sans, pour autant, lui attirer la confiance des politiques, méfiants vis-à-vis de ce général imprévisible. « Il a une confiance puérile dans les gens qui savent le flatter », note Milioukov. « Son ignorance politique et l'étroitesse de ses perspectives font de lui une proie facile pour les chercheurs d'aventures », renchérit Trotski. A gauche, caricature de Kerenski en Bonaparte.



de révolutionnaire, même modéré, Kornilov, le militaire, apparaît rapidement comme l'homme du recours pour le haut-commandement, les milieux patronaux, les Alliés, de plus en plus inquiets de voir l'anarchie gagner la Russie.

La conférence d'Etat consultative – sorte d'« états généraux » qui réunit, à Moscou, du 12 au 20 août, des représentants du patronat, des syndicats, des groupes professionnels, du corps des officiers, des Eglises et des partis politiques (bolcheviks exceptés) – tourne à l'affrontement entre Kerenski et Kornilov, et à l'avantage de ce dernier. Kornilov expose son programme pour sortir la Russie de l'« anarchie » : dissolution de tous les comités révolutionnaires, fin de toute intervention de l'Etat dans les domaines économique et social, militarisation des chemins de fer et des usines d'armement, rétablissement de la peine de mort à l'arrière. Dès ce moment se dessine la perspective d'un coup d'Etat militaire...



Kerenski face à la surenchère conservatrice

Le 24 août, le chef du gouvernement envoie au quartier général de Mogilev un émissaire chargé de sonder les projets politiques du généralissime. Voyant en cette démarche un aveu de faiblesse, Kornilov affirme être prêt à prendre la tête d'un directoire dictatorial, où Kerenski pourrait avoir sa place. De retour à Petrograd, l'émissaire de Kerenski

La conférence d'Etat consultative, réunie au théâtre Bolchoï de Moscou (ci-dessus) a pour objectif de dessaisir les soviets de leur autorité au profit des autres institutions traditionnelles.

rapporte au chef du gouvernement que Kornilov «exige» les pleins pouvoirs. Kerenski convoque alors d'urgence le conseil des ministres, demande les pleins pouvoirs pour faire face au généralissime factieux. Sceptiques, les ministres constitutionnels-démocrates refusent, préférant démissionner plutôt que de cautionner Kerenski. Celui-ci démet aussitôt Kornilov de ses fonctions, et se nomme lui-même généralissime. L'affrontement est désormais inévitable.

Dans un télégramme à Kerenski, Kornilov écrit, le 30 juillet 1917 : «Il nous faut trois armées... celle des tranchées, celle des ateliers, ou armée de l'arrière, celle des cheminots, qui relie l'une à l'autre. Toutes trois doivent être animées par la discipline qu'il y a au front.» Ce projet de militarisation générale va de pair avec celui, utopique, d'épuration de l'armée, débarrassée de ses éléments les moins sûrs, qui seraient renvoyés dans leurs foyers et auxquels les autorités locales distribueraient des terres, afin d'obtenir la paix civile, le temps de gagner la guerre.







Mis hors la loi, désigné comme félon, Kornilov décide de faire marcher les troupes de la division cosaque du général Krymov sur Petrograd pour «sauver la Russie».

Dans l'épreuve de force qui s'engage, le soviét soutient Kerenski et met en place un «comité de lutte contre la contre-révolution», où, pour la première fois depuis les «journées de juillet», mencheviks, socialistes-révolutionnaires et bolcheviks se retrouvent côte à côte. Ses dirigeants libérés, le parti bolchevique fait une rentrée spectaculaire sur la scène politique. Réactivant leurs réseaux de propagande clandestins parmi les cheminots et les soldats, les bolcheviks enraient l'avance des troupes fidèles au généralissime démis. Le soulèvement armé dans Petrograd, sur lequel comptait Kornilov, n'a pas lieu. Ses troupes piétinent, démoralisées, à proximité de la capitale, face à celles restées fidèles à Kerenski et au soviét. En deux jours, le putsch est réduit à rien, Krymov se suicide, le général Kornilov est arrêté.

«Sans le putsch de Kornilov, dira plus tard Kerenski, il n'y aurait pas eu Lénine.»

A l'appel du comité exécutif du soviét de Petrograd, postiers, télégraphistes, cheminots se mobilisent pour faire échec au putsch de Kornilov. Les postiers et les télégraphistes bloquent télégrammes et appels téléphoniques; les cheminots détournent les trains militaires, déboulonnent les rails. A Mogilev, siège de l'état-major factieux, les typographes refusent d'imprimer les tracts du général Kornilov.





КОРНИЛОВА - ТОТЪ ПРОТИВЪ РЕВОЛЮЦИН.

En effet, sur le plan politique, l'échec du putsch change profondément la donne. Les constitutionnels-démocrates, qui ont ouvertement soutenu Kornilov, sont discrédités.

Le bolchevisme, que l'ensemble de la classe politique tenait pour mort depuis les «journées de juillet», alors qu'il était bien vivant dans la clandestinité, réapparaît au grand jour, auréolé du prestige d'avoir «sauvé la Révolution».

Quant au pouvoir de Kerenski, en apparence vainqueur de l'affrontement, il est en réalité très fragile. Le haut-commandement ne lui fait pas confiance, le considérant désormais comme un «otage des bolcheviks». Plus grave encore, plus aucun des relais traditionnels du pouvoir ne répond. Et à la base, la révolution continue...

L'affrontement entre les unités du général Kornilov et les unités fidèles au gouvernement n'a pas lieu. Les premières sont désarmées pacifiquement, par les secondes. Comme le notera, avec perspicacité, Trotski, le résultat le plus tangible de la tentative de putsch fut «l'accélération du processus de décomposition de l'armée : les soldats, trompés une fois de plus par le commandement sur le sens de la mission qui leur était dévolue, cessèrent définitivement de faire confiance aux officiers, découvrant en eux des ennemis».



La Russie sombre dans l'anarchie...

Tandis que militaires et civils s'affrontent pour le contrôle du sommet de l'Etat, le pays s'enfoncé dans le chaos. Toute forme d'autorité a disparu : les soldats désertent, massacrent les officiers honnis; les paysans pillent et brûlent les demeures des propriétaires fonciers; les ouvriers occupent les usines, réclamant l'instauration immédiate du contrôle ouvrier.

Le lynchage par les soldats mutinés du 443^e régiment d'infanterie du commissaire d'armée Theodore Linde, membre du soviet de Petrograd, l'un des héros de la révolution de février (il avait fait basculer le régiment Preobrajenski du côté des manifestants ouvriers le 27 février), venu exhorter la troupe à regagner les rangs combattants, est révélateur de la rapide dégradation du climat aux armées durant l'été 1917. Alors que les Allemands accentuent leur pression – Riga est prise le 21 août – les mutineries s'étendent. Des centaines d'officiers, soupçonnés par la troupe d'être des « contre-révolutionnaires », sont arrêtés par les soldats, souvent massacrés. Le nombre des déserteurs atteint des sommets : plusieurs dizaines de milliers par jour! Les soldats n'ont plus qu'une idée en tête : rentrer chez eux, pour ne pas manquer le partage des terres et du cheptel des grands propriétaires.

Cette affiche d'Alexandre Koulikov, dans le style populaire traditionnel du *loubok* (gravure sur bois) éditée par le soviet des députés soldats de Moscou à l'automne 1917 est intitulée : « Moins l'on a reçu en partage et plus on est sollicité ». Commerçants enrichis, industriels et bourgeois tenant en main le journal de tendance libérale *La Parole russe* demandent au soldat-paysan exténué : « Qui a oublié son devoir envers la Patrie? »



Des bandes de déserteurs sèment la terreur dans les petites villes, pillant les magasins, malmenant les habitants. Début octobre, plus de deux millions de soldats auront déserté une armée en déliquescence.

La révolte des moujiks

A l'approche des semailles d'automne, l'atmosphère dans les campagnes s'envenime. Jusqu'alors, les revendications des paysans, organisés en comités agraires, s'étaient cantonnées à des révisions de baux, à des saisies de pâturages, de bois ou de terres non ensemencées par les grands propriétaires. A partir de la fin août, et durant les mois de septembre et d'octobre, les paysans, déçus par les promesses non tenues d'un gouvernement qui ne cesse de remettre à plus tard la réforme agraire, partent à l'assaut des domaines seigneuriaux, mis à sac et brûlés, pour en chasser «une fois pour toutes» le propriétaire foncier honni.

Comme en témoignent les rapports des autorités locales, les soldats-paysans déserteurs (photo ci-dessous) jouèrent un rôle moteur dans la montée des troubles paysans à l'automne 1917. Ils étaient armés, mieux informés de la situation politique, et, après trois années



passées au front, particulièrement vindicatifs vis-à-vis des propriétaires fonciers. En septembre 1917, un paysan-déserteur écrit à sa famille : «Les moujiks russes ne veulent plus se faire saigner, pendant que les barines amassent des richesses en faisant travailler des prisonniers allemands que nous autres moujiks avons capturés au prix de notre sang.»





C'est en Ukraine, dans les provinces les plus riches des «terres noires», là où la faim de terre est la plus forte, que la révolte agraire, menée souvent par les déserteurs, qui ont gardé leurs armes, est la plus violente. Dans la province de Tambov, le mouvement commence le 24 août, avec la mise à mort d'un des plus grands propriétaires fonciers de la région, le prince Boris Viazemski. Depuis le printemps, les paysans demandaient en vain au prince de rendre les milliers d'hectares de pâturages qu'il avait confisqués à plusieurs communautés villageoises pour les punir d'avoir pris part à des révoltes paysannes, durement matées, en 1905. Le 24 août, enhardis par la présence de centaines de déserteurs armés rentrés depuis peu au village, près de cinq mille paysans envahissent la propriété du prince. Le petit détachement de cosaques qui défend le domaine est rapidement mis hors de combat. Le prince Viazemski est arrêté. Il est aussitôt jugé par un tribunal paysan improvisé, qui le condamne, à l'issue d'une parodie de procès, «à être envoyé sur le front, pour apprendre à se battre comme un moujik et à défendre la patrie».

Des cris s'élèvent de la foule :

«On en a assez du prince! Tuons-le!» Aussitôt, le prince est lynché. Parents et domestiques sont tués, le manoir incendié, la terre – plus de dix mille hectares –, le cheptel et les outils agricoles distribués entre les diverses communautés villageoises.

En septembre et octobre, près d'un millier de demeures seigneuriales sont ainsi mises à sac et brûlées, notamment dans les provinces de Tambov, Penza (deux cent cinquante manoirs brûlés sur les mille deux cents existants), Voronej, Saratov, Orel, Toula, Riazan. Pris de panique, les propriétaires

Tirée de la revue *Novyi Satirikon*, proche des milieux socialistes-révolutionnaires, cette caricature évoque le règlement de la question de la terre par le gouvernement provisoire. Le propriétaire terrien

НОВЫЙ САТИРИКОН

№ 17 ЕЖЕНЕДЕЛЬНОЕ ИЗДАНИЕ 1917
МАЙ



demande au paysan : «Dis donc, le moujik, que fais-tu à te tenir sur un pied?» Et le moujik de répondre : «C'est que je ne sais pas où poser l'autre, partout la terre vous appartient, monseigneur. Je crains que vous ne me fassiez payer les dégâts.»

fonciers, que ne protège plus aucune force de maintien de l'ordre, s'enfuient vers les villes.

Pour les paysans, l'automne 1917, c'est d'abord l'écroulement de l'Etat, avec ses fonctionnaires, ses juges, ses collecteurs d'impôts, ses gendarmes qui protégeaient le domaine seigneurial. Dans ce contexte particulier de faillite des autorités traditionnelles, l'immense jacquerie paysanne qui embrase la Russie à l'automne 1917 apparaît comme l'aboutissement, enfin victorieux, d'un grand cycle de révoltes commencé en 1902, culminant une première fois en 1905-1907. L'année 1917 est une étape décisive de l'affrontement entre la paysannerie et les grands propriétaires, entre la paysannerie

Malgré l'introduction, en mars 1917, de cartes de rationnement pour la plupart des produits de première nécessité – pain, semoule, sucre, viande, œufs, matières grasses – des files d'attente (photo ci-dessous) se forment dès minuit, parfois plus tôt encore, pour une distribution aléatoire le lendemain matin.



mais aussi les stocks et les approvisionnements. Mais pour que ce «contrôle ouvrier» prenne vie, il faut une forme radicalement nouvelle de gouvernement, le «pouvoir des soviets», seul capable, aux yeux des ouvriers, de prendre des mesures radicales, notamment la mise sous séquestre des entreprises, leur «nationalisation», un terme de plus en plus souvent usité.

Cette radicalisation – incontestable – des masses populaires, urbaines et rurales, désabusées par la politique d'un gouvernement qui n'a cessé, depuis mars, de promettre et d'exhorter à la patience, signifie-t-elle bolchevisation? Rien n'est moins sûr. Derrière les slogans communs, militants bolcheviques et ouvriers ne donnent souvent pas aux termes la même signification. Quant à la révolution paysanne, elle suit une voie tout à fait autonome, bien plus proche du programme socialiste-révolutionnaire favorable au «partage noir», que du programme bolchevique qui prône la «nationalisation» de la terre, et son exploitation en grandes unités collectives. Dans les campagnes, on ne connaît guère les bolcheviks, si ce n'est d'après les récits qu'en font les déserteurs, fourriers d'un «bolchevisme de tranchée» diffus, porteur de deux mots d'ordre magiques : la paix et la terre.

Tous les mécontents sont loin d'adhérer au parti bolchevique, qui compte entre cent mille et deux cent mille adhérents début octobre 1917. Néanmoins, dans le vide institutionnel de l'automne 1917, où toute autorité étatique a disparu, ayant cédé la place à une pléiade de comités, soviets et autres groupuscules, il suffit qu'un noyau bien organisé et décidé agisse avec détermination pour exercer aussitôt une autorité disproportionnée à sa force réelle.





Inquiet devant les progrès réguliers des bolcheviks, qui, en septembre, conquièrent la majorité dans les soviets de Petrograd (Trotski y est élu, le 9 septembre, président du nouveau comité exécutif), Moscou, Kiev, Saratov, ainsi que d'une cinquantaine de villes de province, le gouvernement de Kerenski s'efforce de mettre sur pied de nouvelles institutions, alternatives aux soviets, tel le « conseil de la République », sorte de préparlement chargé de préparer les élections à l'Assemblée constituante, promises depuis mars 1917. Mais, dès la première séance de cet organisme (7 octobre), les représentants bolcheviques quittent la salle après que Trotski eut dénoncé « cette nouvelle Douma ». Le départ des bolcheviks apparaîtra rétrospectivement comme le premier acte de la révolution d'Octobre.

Lors de la première session du Conseil de la République (photo ci-dessus), présidé par une femme, Ekaterina Brechkovskaïa, Kerenski, très applaudi, définit devant une assemblée de notables déférents, les tâches de son gouvernement : défendre le pays, restaurer son potentiel militaire, établir avec les Alliés les conditions d'une paix durable.



« **E**n avril et en juillet, Lénine cherchait à modérer. En août, il préparait théoriquement la nouvelle étape. A partir du milieu de septembre, il pousse, il presse de toutes ses forces. Le danger maintenant n'est point d'aller trop vite, il est de s'attarder. »

Léon Trotski,
Histoire de la Révolution russe

CHAPITRE VI OCTOBRE

КАРТОЧКА.

Parmi les mythes les plus forts auxquels donna naissance la révolution bolchevique d'octobre 1917 figure le mythe prométhéen du Proletaire guidant le peuple et marchant dans le sens de l'Histoire (peinture de Boris Koustodiev à gauche).

В И Т Е Б С К И Й.



Coup d'Etat ou mouvement révolutionnaire de fond?

Quatre-vingts ans après la «Grande Révolution socialiste d'Octobre», la «bataille interprétative» sur les événements d'octobre 1917 se poursuit. Pour une première école historique, que l'on pourrait qualifier de «libérale», la révolution bolchevique d'octobre 1917 n'a été qu'un putsch imposé par la violence, résultat d'une habile conspiration tramée à la faveur de désordres sociaux par une poignée de fanatiques dépourvus de toute assise réelle dans le pays.

Face à cette interprétation, la «vulgate marxiste» a tenté de démontrer qu'octobre 1917 avait été l'aboutissement logique, prévisible, inévitable d'un itinéraire libérateur entrepris par les «masses» consciemment ralliées au bolchevisme.

Rejetant ces deux «vulgates», un troisième courant historiographique s'est efforcé de montrer, comme l'écrivit à juste titre son pionnier Marc Ferro, que «l'insurrection d'octobre 1917 avait pu être à la fois un mouvement de masse et que seul un petit nombre y avait participé».

Avec le recul du temps, et grâce aux innombrables travaux d'une historiographie conflictuelle, donc stimulante, la révolution d'octobre 1917 nous apparaît comme la convergence de deux mouvements : une prise du pouvoir politique par les bolcheviks, fruit d'une minutieuse préparation insurrectionnelle, et une vaste révolution sociale, multiforme, autonome. Celle-ci se manifeste sous des formes très diverses : une immense jacquerie paysanne, mouvement de fond qui a déjà sa longue histoire; une décomposition en



«Le pouvoir n'est passé aux soviets que sur le papier, dans la fiction, non dans la réalité. Les bolcheviks ont placé le congrès des Soviets devant le fait accompli de la prise du pouvoir par eux-mêmes, non par les soviets [...] L'importance des soviets est déjà du passé, ils sombrent dans le néant. Une république des soviets, paroles vides de sens.»

Maxime Gorki,
7 décembre 1917



profondeur de l'armée; un mouvement revendicatif ouvrier spécifique, autour de mots d'ordre authentiquement révolutionnaires – le « contrôle ouvrier », « le pouvoir aux soviets »; une émancipation des nationalités et des peuples allogènes de l'ex-Empire russe. Chacune de ces révolutions a sa propre temporalité, sa dynamique interne, ses aspirations spécifiques, qui ne sauraient être réduites aux slogans bolcheviques.

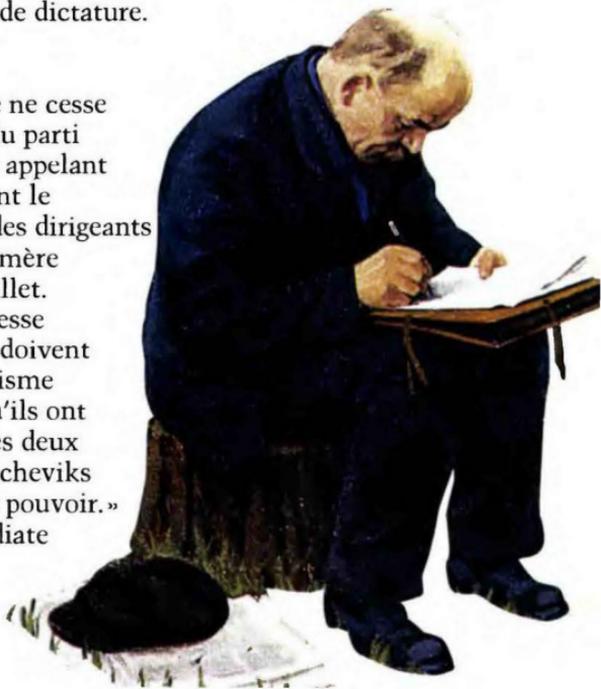
Durant un bref mais décisif instant – la fin de l'année 1917 – l'action des bolcheviks, minorité politique agissant dans le vide institutionnel ambiant, va dans le sens des aspirations du plus grand nombre. Momentanément, coup d'Etat politique et révolution sociale convergent, ou, plus exactement, se télescopent, avant de diverger pendant des décennies de dictature.

« A côté des usines, des casernes, des villages, du front, des soviets, la révolution avait encore un laboratoire : la tête de Lénine. Contraint à la vie clandestine, il se trouve forcé pendant cent onze jours, du 6 juillet au 25 octobre, à restreindre ses entrevues, même avec les membres du comité central. Sans communication directe avec les masses, sans contact avec les organisations, il n'en concentre que plus résolument sa pensée sur les questions essentielles de la révolution, les élevant aux problèmes fondamentaux du marxisme. »

Trotsky, *Histoire de la Révolution russe*

L'art de l'insurrection

De son exil finlandais, Lénine ne cesse d'envoyer au comité central du parti bolchevique lettres et articles appelant à l'insurrection, et condamnant le « légalisme révolutionnaire » des dirigeants bolcheviques échaudés par l'amère expérience des journées de juillet. Les 12 et 14 septembre, il adresse deux lettres, « Les bolcheviks doivent prendre le pouvoir » et « Marxisme et insurrection ». « Dès lors qu'ils ont la majorité dans les soviets des deux capitales, écrit Lénine, les bolcheviks peuvent et *doivent* prendre le pouvoir. » En proposant une paix immédiate et en donnant la terre aux paysans, « les bolcheviks établiront un gouvernement



que *personne* ne renversera». «Il serait naïf, poursuit Lénine, d'attendre une majorité "formelle" en faveur des bolcheviks. Aucune

révolution n'attend ça... L'Histoire ne nous pardonnera pas si nous ne prenons pas maintenant le pouvoir.»

Le comité central examine brièvement les lettres de Lénine le 15 septembre. Ces propositions laissent sceptiques la majorité des dirigeants bolcheviques. Pourquoi brusquer les choses, puisque les soviets se «bolchevisent» rapidement?

Pourquoi ne pas attendre la réunion du II^e Congrès panrusse des soviets prévue pour le 20 octobre? A coup sûr, les bolcheviks y auront la majorité, au moins relative. Tout le pouvoir passera alors aux soviets.

Or, pour Lénine, si le transfert du pouvoir se fait à l'issue d'un vote du congrès des soviets, le gouvernement qui en sera issu sera un gouvernement de coalition, où les bolcheviks auront certes leur place, mais où ils devront partager le pouvoir avec les autres formations socialistes, largement représentées au congrès des soviets : mencheviques et surtout socialistes-révolutionnaires, populaires dans les campagnes et aux armées.

C'est pour cela que Lénine veut à tout prix que les bolcheviks prennent eux-mêmes le pouvoir par une insurrection militaire, avant la convocation du II^e Congrès des soviets. Il ne doute pas que les autres partis socialistes condamneront l'insurrection, et qu'il ne leur restera plus alors qu'à entrer dans l'opposition, laissant aux bolcheviks la totalité du pouvoir.

Divergences au comité central bolchevique

Début octobre, déguisé en ouvrier, avec une perruque pour masquer sa calvitie, Lénine revient clandestinement à Petrograd. Sous le coup d'un double chef d'inculpation – «complot et espionnage

Carte d'identité
au nom d'Ivanov,
délivrée à Lénine.



au profit d'une puissance étrangère» – il est toujours recherché par la police. Le 10 octobre, Lénine réunit douze des vingt et un membres du comité central du parti bolchevique dans un appartement de la capitale. Après dix heures de discussions, il parvient à convaincre la majorité des présents de voter la plus importante décision qu'ait jamais prise le parti : le principe d'une insurrection armée, dans les plus brefs délais. Cette décision est approuvée par dix voix contre deux, celles de Zinoviev et de Kamenev, résolument attachés à l'idée qu'il faut attendre la convocation du II^e Congrès des soviets, et ne pas compromettre les chances des bolcheviks par une insurrection prématurée, alors que Kerenski dispose toujours de quelques troupes fidèles au gouvernement.

Le 16 octobre, le comité central bolchevique se réunit de nouveau. Les rapports en provenance des

Après les «journées de juillet», le soviét de Petrograd, qui siégeait jusque-là au palais de Tauride, a été transféré au second étage du Smolny, un palais du XVIII^e siècle, plus excentré.

Les bolcheviks ont, à la veille de l'insurrection, renforcé les défenses du bâtiment, ainsi décrites



par Trotski (portrait ci-dessus) : «Tout Smolny fut transformé en un camp de guerre. Même multitude de soldats, d'ouvriers et des armes de toutes sortes. D'innombrables entassements de bois de chauffage, dans la cour, pour servir de protection contre les tirs. Au-dehors, devant la colonnade, autos et mitrailleuses camouflées. Presque sur chaque palier, les mêmes "Maxims" pareilles à des canons-jouets, et, dans les couloirs, les allures rapides, bruyantes, allègres des soldats et des ouvriers, des matelots et des agitateurs.»



unités de la garnison ne sont pas très encourageants : l'état d'esprit de la troupe est à la neutralité; les hommes sont fatigués et craignent toujours d'être mutés au front. Parmi les militants ouvriers, le moral n'est guère meilleur. A quoi servirait une insurrection à la veille de la réunion du congrès des soviets?

Encouragés par ces rapports de la «base», Zinoviev et Kamenev présentent une motion demandant le report du coup d'Etat. Elle est rejetée, mais ils obtiennent cette fois six voix sur les vingt et un présents.

Kamenev démissionne du comité central. Deux jours plus tard, il explique sa position dans une interview accordée au journal de Gorki, *La Vie nouvelle*.

Il y déclare qu'au cours de la dernière réunion du comité central, Zinoviev et lui-même se sont «opposés à ce que, dans l'immédiat, le parti prenne l'initiative d'un soulèvement armé».

«Jadis célèbre couvent-école pour les filles de la noblesse, l'Institut avait été occupé par les organisations révolutionnaires. Il renfermait plus d'une centaine de vastes pièces blanches et nues avec des plaques émaillées sur les portes, numérotées, qui continuaient à informer le passant qu'il s'agissait du «bureau de la surveillante», de la «quatrième classe» ou de la «salle des professeurs»...



Tandis que Lénine fulmine contre «Monsieur Zinoviev et Monsieur Kamenev» qui «devraient sur-le-champ être exclus du Parti», l'insurrection imminente des bolcheviks, rendue publique, évoquée chaque jour dans la presse, n'est plus qu'un secret de Polichinelle.

Le 16 octobre, agissant en tant que président du soviet de Petrograd, Trotski a mis sur pied, malgré l'opposition des socialistes modérés, minoritaires, une organisation militaire émanant théoriquement du soviet, mais noyauté en fait par les bolcheviks. Le but avoué de ce «comité militaire révolutionnaire» de Petrograd est de «garantir à la fois la défense révolutionnaire de Petrograd contre la menace allemande et la sûreté des personnes contre l'assaut préparé au grand jour par les partisans contre-révolutionnaires de Kornilov»!

Par-dessus pendaient des écriteaux grossièrement tracés, témoignage de l'ordre nouveau : «Comité central du soviet de Petrograd», «Bureau des Affaires étrangères», «Union des soldats socialistes», «Comité central des syndicats panrusses», «comités d'usine», etc.

On y trouvait également les bureaux et les salles de réunion des partis politiques. Partout des écriteaux proclamaient : «Camarades, dans l'intérêt de votre santé, veillez à la propreté!» Les longs couloirs voutés, éclairés de rares ampoules électriques, débordaient de soldats et d'ouvriers.**

John Reed



C'est sous le couvert de cette organisation qui agit au nom du soviétique que les bolcheviks vont diriger l'insurrection.

Face à ces préparatifs, que fait Kerenski? Retranché, avec le gouvernement, dans le palais d'Hiver, coupé des réalités, il sous-estime la menace bolchevique. Au cours des dernières semaines, le haut-commandement, qui ne lui fait plus confiance depuis l'affaire Kornilov, n'a cessé de lui envoyer des rapports lénifiants sur le moral des troupes et leur volonté d'en découdre avec les bolcheviks. Aussi,

loin de redouter le coup d'Etat qui se prépare, Kerenski l'appelle de ses vœux, persuadé qu'il pourra ainsi anéantir une fois pour toutes les bolcheviks.

Le coup de force bolchevique ou la « Grande Révolution socialiste d'Octobre »

A la différence des journées de février, spontanées et imprévues, les journées d'octobre sont minutieusement préparées par les bolcheviks face à un gouvernement dépassé par la situation.

En réalité, le nombre des participants directs à la « Grande Révolution socialiste d'Octobre » est très limité : quelques milliers de soldats de la garnison, de marins de Kronstadt et de gardes rouges ralliés au comité militaire révolutionnaire de Petrograd, quelques centaines de militants bolcheviques des comités d'usine. De rares accrochages, un nombre de victimes insignifiant (moins d'une dizaine) attestent de la facilité d'un coup d'Etat attendu, perpétré sans opposition.

Les opérations débutent le 22 octobre, lorsque le comité militaire révolutionnaire de Petrograd signifie au commandement militaire de la garnison que les ordres de l'état-major ne seront désormais



applicables qu'une fois contresignés par le comité. Durant la journée du 23, chaque camp tente de gagner du temps, multipliant déclarations menaçantes et ultimatums. Le 24 au matin, sous-estimant toujours la menace bolchevique, et ne pouvant guère compter sur les troupes de la garnison, le gouvernement fait disposer quelques bataillons d'élèves officiers aux points stratégiques de la ville. Quelques dizaines de cosaques, le « bataillon féminin de la mort » – cent quarante femmes volontaires – viennent renforcer la garde du palais d'Hiver. Comme il est de coutume chaque fois que se profile une journée de troubles, ordre est donné de lever les ponts sur la Neva, pour empêcher d'éventuels manifestants des quartiers ouvriers de venir troubler la quiétude du centre-ville. Seule mesure « offensive » du gouvernement ce jour-là : la fermeture de deux journaux bolcheviques.

Les rares photographies prises lors des journées d'octobre montrent de petits groupes de soldats ou de gardes rouges, qui contrastent avec les images de février : rues pleines de monde, grandes foules de manifestants. Selon Trotski lui-même, quelques milliers de soldats et de gardes rouges à peine participèrent directement au coup de force bolchevique dans une ville calme et lasse de la révolution permanente qu'elle connaissait depuis février.

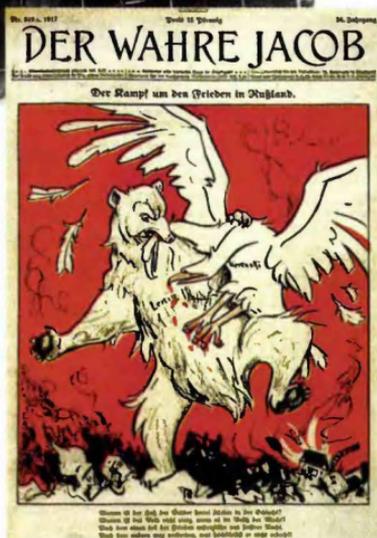




En réponse à cet acte «contre-révolutionnaire», les bolcheviks déclenchent leur coup de force. Les détachements du comité militaire révolutionnaire de Petrograd s'assurent sans résistance le contrôle des centres stratégiques de la capitale : ponts, postes, télégraphe, banques, gares. Au petit matin du 25 octobre, aucun coup de feu n'a été tiré. Toute la nuit, Kerenski a, en vain, demandé des renforts aux commandants des fronts. A 9 heures du matin, déguisé en officier serbe, il sort du palais d'Hiver, emprunte à un diplomate américain une voiture battant pavillon diplomatique, et quitte la ville en quête de renforts improbables. Une de ses dernières visions de Petrograd, écrira-t-il dans ses *Mémoires*, fut ce graffiti, tracé d'une écriture malhabile sur un mur : «A bas le juif Kerenski vive Trotski!».

Au moment où Kerenski quitte le palais d'Hiver, à l'autre bout de la capitale, Lénine rédige, au nom du comité militaire révolutionnaire, une déclaration annonçant la destitution du gouvernement provisoire qui est transmise à la presse à 9 heures 45 du matin :

«Le gouvernement provisoire a été déposé. L'autorité gouvernementale est passée aux mains de l'organe du soviet des députés ouvriers et soldats de Petrograd,



Caricature opposant Lénine à Kerenski (ci-dessus).

Les bolcheviks cultivèrent la légende du «lâche Kerenski», abandonnant, dans sa fuite, les membres du gouvernement provisoire (tableau page de droite).

le comité militaire révolutionnaire, qui s'est mis à la tête du prolétariat et de la garnison de Petrograd. L'objectif pour lequel le peuple a combattu – proposition de paix immédiate et démocratique, abolition de la propriété foncière, contrôle de la production par les ouvriers et création d'un gouvernement des soviets – cet objectif est atteint.»

A cette «légende noire» s'opposait la «légende rose» volontiers entretenue par les Alliés. Ainsi *L'Illustration* écrit, quelques semaines avant la chute de Kerenski :



«Vive la Révolution des ouvriers, des soldats et des paysans!»

L'initiative de Lénine est hautement significative : méfiant, le dirigeant bolchevique a voulu, par cette déclaration, attribuer la totalité du pouvoir à une instance – que personne, en dehors du comité central bolchevique, n'avait mandatée – qui ne dépendrait d'aucune manière du congrès des soviets, dont il craint le «légalisme révolutionnaire».

«Cet homme émerveillera l'Histoire parce que sa voix claire a su accomplir le miracle quotidien du coq à l'aurore, lorsqu'il arrache les hommes au sommeil en saluant la victoire des génies de la lumière sur les puissances des ténèbres.»





«Des commandements retentirent, je discernai dans l'obscurité complète une masse épaisse qui avançait en un silence que seuls troublaient le bruit des pas et le cliquetis des armes. Nous nous glissâmes dans les premiers rangs. Tel un fleuve noir, sans un chant ni un hurrah, nous nous écoulions sous l'Arc rouge lorsque l'homme qui me précédait immédiatement dit à voix basse : «Attention, camarades! Ne vous y fiez pas! Ils vont tirer, c'est sûr!» Une fois sur la place, nous nous mîmes à courir, pliés en deux, jusqu'au socle de la colonne d'Alexandre Puis, subitement, la troupe se remit en mouvement. A la lumière qui ruisselait des fenêtres du Palais, je pouvais voir à présent que nous étions deux à trois cents gardes rouges. Escaladant une barricade construite avec du bois de chauffage, nous sautâmes de l'autre côté et poussâmes un cri de triomphe : nous venions de buter sur un tas de fusils abandonnés par les junkers qui s'étaient tenus là. Des deux côtés de l'entrée principale, les portes étaient grandes ouvertes. Aucun bruit ne sortait de l'immense édifice.»

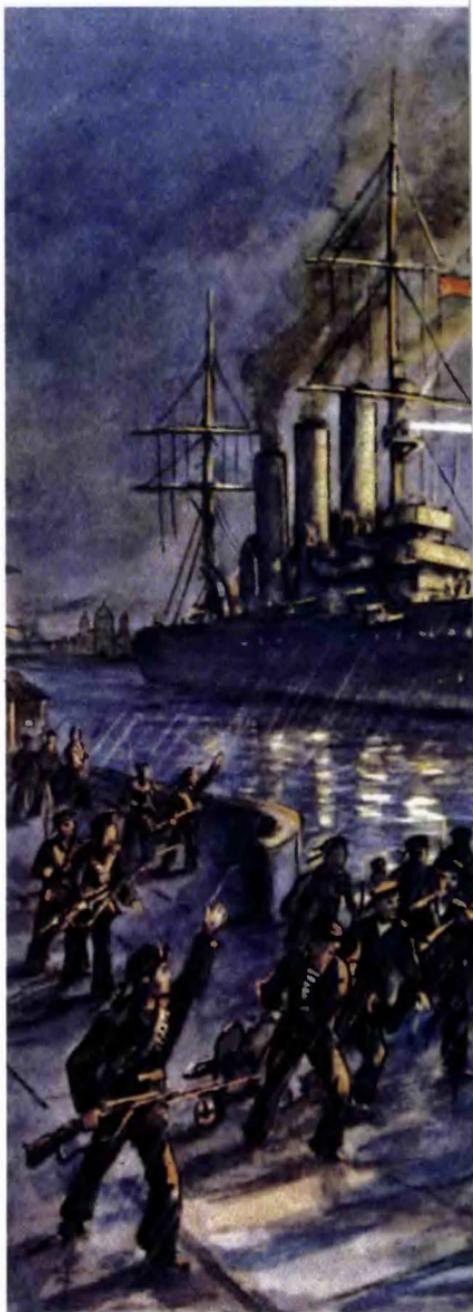
John Reed

Etrange journée que ce 25 octobre!
 Les rues sont calmes, bureaux
 et magasins ont ouvert normalement,
 une foule habituelle vaque à ses activités
 dans le centre-ville. La Bourse, qui ouvre
 à 11 heures, ne connaît aucune
 effervescence, et les cours sont stables.
 Le rouble, comme les jours précédents,
 est à 6,20 pour 1 dollar. Personne ne sait
 rien encore de ce qui vient de se
 produire. Le palais d'Hiver est le seul
 bâtiment que le gouvernement destitué
 de Kerenski tient encore. Les ministres
 y sont rassemblés, attendant
 d'hypothétiques renforts. A Smolny,
 plus de six cents délégués attendent,
 dans le plus grand désordre, l'ouverture,
 repoussée d'heure en heure,
 du II^e Congrès panrusse des soviets.

A 18 heures 30, le comité militaire
 révolutionnaire adresse un ultimatum
 au gouvernement provisoire : se rendre
 ou essayer le feu du croiseur *Aurore* et
 des canons de la forteresse Pierre-et-Paul.

A 21 heures, le croiseur *Aurore* ouvre
 le feu. N'ayant aucune munition à bord,
 le navire tire une seule salve à blanc.
 Deux heures plus tard, quelques obus
 sont tirés de la forteresse, mais avec un
 tel manque de précision qu'ils n'infligent
 que des dégâts mineurs au palais d'Hiver.
 Découragés par l'absence des renforts
 promis, les cosaques puis les élèves
 officiers qui avaient pour mission
 de défendre le palais se replient.
 Vers minuit, seuls le bataillon féminin
 et quelques officiers restent encore
 à leur poste. Les premiers, des marins
 et des soldats du régiment Pavlovski,
 forcent portes et fenêtres du palais.

Contrairement aux images héroïques
 du film *Octobre* de Serge Eisenstein,
 le palais d'Hiver ne fut pas pris d'assaut :





il fut envahi par quelques détachements après qu'il eut renoncé à se défendre.

Finalement, à 2 heures 10 du matin, le 26 octobre 1917, les ministres du dernier gouvernement provisoire sont arrêtés et conduits sous bonne garde à la forteresse Pierre-et-Paul.

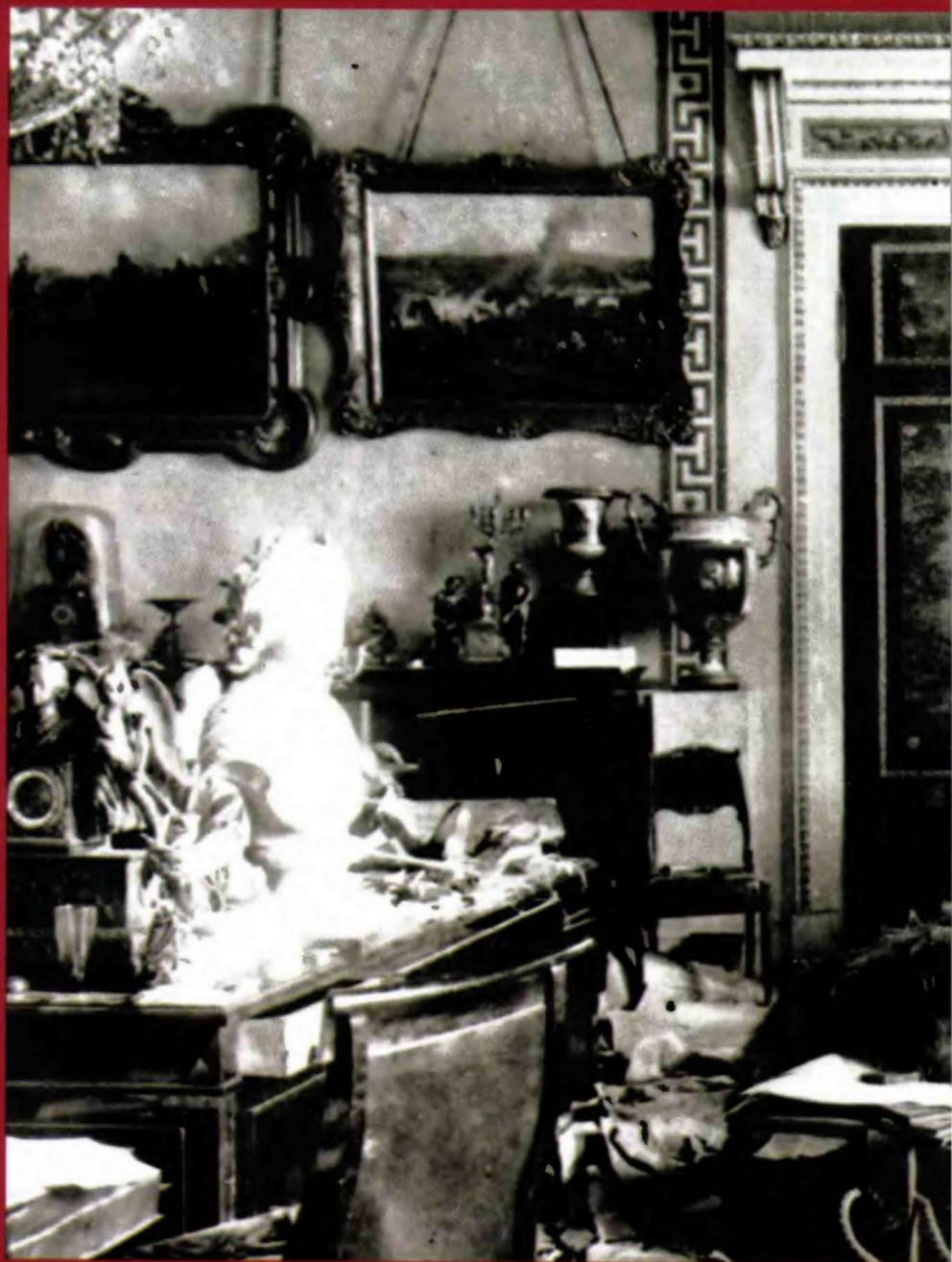
Trois heures plus tôt, s'est enfin ouvert le II^e Congrès panrusse des soviets, une assemblée assez peu représentative de l'ensemble des soviets du pays. Les délégués des soviets des grandes villes ouvrières et des comités de soldats y sont en effet largement sur-représentés par rapport aux soviets ruraux.

Le croiseur *Aurore* (ci-contre) est resté, durant trois quarts de siècle, un des symboles les plus forts d'Octobre. Basé à Kronstadt, cette base navale au large de Petrograd qui était un des principaux bastions bolcheviques, le croiseur vint mouiller en face du palais d'Hiver. Sur l'ordre du comité militaire révolutionnaire de Petrograd, le croiseur tira un seul obus, à blanc, sur le palais. Le seul bruit, très violent, de l'explosion fit fuir la majorité des cadets qui étaient censés défendre le gouvernement, facilitant ainsi la tâche des assaillants qui prirent, pratiquement sans combat, le Palais (ci-dessous et pages suivantes).











Après avoir condamné « la conspiration militaire organisée derrière le dos des soviets », mencheviks et socialistes-révolutionnaires quittent la salle. « Vous êtes de pauvres types qui avez fait faillite, ironise Trotski. Votre rôle est terminé. Allez où vous devez vous trouver : dans les poubelles de l'Histoire! »

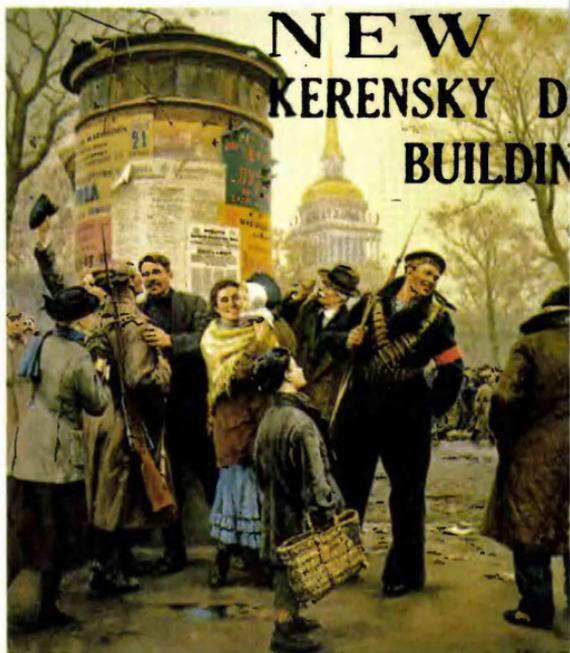
Restés en nombre aux côtés de leurs seuls alliés, les membres du petit groupe socialiste-révolutionnaire de gauche, les bolcheviks font ratifier leur coup de force par le congrès, qui vote un texte rédigé par Lénine, attribuant « tout le pouvoir aux soviets ». Cette résolution purement formelle permet aux bolcheviks d'accréditer une fiction qui abusera des générations de crédules : ils gouvernent au nom du peuple dans le « pays des soviets ».

Quelques heures plus tard, le congrès entérine, avant de se séparer, la création du nouveau gouvernement bolchevique – le « conseil des commissaires du peuple », présidé par Lénine – et approuve les décrets sur la paix et sur la terre, premiers actes du nouveau régime.

La prise du pouvoir à Petrograd, première étape d'une révolution mondiale?

« *Es schwindelt* » (« C'est étourdissant ! »), aurait dit Lénine à Trotski en ce jour mémorable du 25 octobre. Et il déclara plus tard : « Déclencher la révolution mondiale en Russie fut aussi facile que de ramasser une plume. »

Sur le moment, tout semble à la fois étourdissant, facile... ou insignifiant. Dans le tumulte d'une Grande Guerre qui n'en finit pas, le coup de force bolchevique passe à peu près inaperçu dans les chancelleries européennes. Est-ce autre chose qu'un nouvel



YORK HERALD POSED BY MAXIMALISTS; S IN PETROGRAD ARE SEIZED

épisode, parmi bien d'autres, dans le complexe cheminement d'une révolution qui, depuis près d'un an déjà, secoue l'Empire russe?

«On s'engage... et puis on voit.» En ce 25 octobre, la démarche politique de Lénine rappelle la maxime napoléonienne. Pour le dirigeant bolchevique, la prise du pouvoir à Petrograd n'est qu'une étape, le début d'un mouvement qui prétend être le point de départ d'une révolution mondiale, mais qui, en attendant, peine à s'imposer ne serait-ce qu'à la partie européenne de la Russie, tandis que l'Ukraine, la Finlande, les pays Baltes, la Transcaucasie et la Pologne – autant de nations qui faisaient partie, jusqu'en février 1917, de l'Empire russe – font sécession.

«Petit, trapu, avec une grande tête massive et chauve enfoncée dans les épaules, [...] il avait une voix enrouée mais point déplaisante à entendre, comme si des années de discours l'avaient durcie, une voix dont le son monotone donnait l'impression qu'elle pouvait ne jamais s'arrêter. Pour souligner un passage, il se penchait légèrement en avant. Aucun geste. Et devant Lénine, des milliers de visages simples levés vers lui avec un air d'intense adoration.»

John Reed

Lénine devant les délégués du II^e congrès panrusse des soviets (ci-dessous).





Utopies et malentendus d'Octobre

L'utopique « décret sur la paix », appel solennel lancé par les bolcheviks aux puissances belligérantes en vue de l'ouverture immédiate de négociations sur une paix générale « sans annexions ni contributions », répond à une conviction partagée alors par la plupart des dirigeants bolcheviques :

la révolution d'octobre à Petrograd est un détonateur, pas une fin en soi. Elle annonce une révolution imminente des peuples européens épuisés par la guerre impérialiste, en premier lieu du prolétariat allemand. En quelques semaines, les bolcheviks doivent néanmoins se rendre à l'évidence :

passage obligé, car la question de la guerre est au cœur du processus révolutionnaire de 1917, la sortie du grand conflit mondial passe par le plus humiliant traité que la Russie ait jamais signé : Brest-Litovsk.

S'il n'est pas fondé sur l'utopie, le « décret sur la terre » n'en est pas moins le fruit d'un lourd malentendu. Les bolcheviks, qui ont toujours prôné la nationalisation des terres, sont contraints de reprendre le programme socialiste-révolutionnaire, c'est-à-dire la redistribution des terres aux paysans : « La propriété privée de la terre est abolie sans indemnité. Toutes les terres sont mises

Négociateur à Brest-Litovsk, Trotski proposera, après des semaines de négociations infructueuses, un retrait unilatéral de la Russie de la guerre. Position que les négociateurs allemands jugeront « inouïe ». Elle entraînera une reprise des hostilités le 18 février 1918. Après cinq jours de combats, les Allemands auront avancé de plusieurs centaines de km. Les bolcheviks seront alors contraints de se plier au diktat allemand. Par le traité de Brest-Litovsk (3 mars 1918), la Russie perdra 800000 km², 26 % de la population de l'ex-Empire russe et 75 % de ses ressources en acier et en charbon.





ДЕКРЕТЪ О ЗЕМЛѢ

принятый единогласно на заседании Всероссийского Съезда Советов Рабочих, Солдатских и Крестьянских Депутатов 26 октября 1917 г.

à la disposition des comités locaux, pour redistribution.» En réalité, le décret se borne à légitimer ce que de nombreuses communautés villageoises avaient entrepris depuis l'été 1917 : l'appropriation des terres appartenant aux grands propriétaires fonciers, voire aux paysans aisés. Contraints, momentanément, de tenir compte des réalités de cette révolution paysanne autonome qui a tant facilité leur venue au pouvoir, les bolcheviks reprendront leur programme une dizaine d'années plus tard. La collectivisation forcée des campagnes de 1929-1930, apogée de l'affrontement entre le régime issu d'Octobre et la paysannerie, sera la résolution tragique du malentendu de 1917.

«Le gouvernement considère que continuer cette guerre pour le partage des peuples faibles et conquis entre les nations fortes est le plus grand crime contre l'humanité et proclame solennellement sa résolution de signer immédiatement des conditions de paix de nature à mettre fin à cette guerre à des conditions également justes pour toutes les nationalités sans exception.»

Décret sur la paix

Deuxième malentendu : les rapports du parti bolchevique avec toutes les institutions – comités d'usine, syndicats, partis socialistes, comités de quartier, gardes rouges, et surtout soviets – qui avaient participé à la fois à la destruction des institutions traditionnelles et lutté pour l'affirmation et l'extension de leurs propres compétences. En quelques semaines, ces institutions sont dessaisies de leur pouvoir, subordonnées au parti bolchevique ou éliminées. Le « pouvoir aux soviets », mot d'ordre le plus populaire dans la Russie d'octobre 1917, devient, en un tournemain, le pouvoir du parti bolchevique sur les soviets. Quant au « contrôle ouvrier », autre revendication majeure de ceux au nom desquels les bolcheviks prétendent agir, les prolétaires de Petrograd et des autres grands centres industriels, il est rapidement écarté au profit d'un contrôle de l'Etat, prétendument « ouvrier », sur les entreprises et les travailleurs. Une incompréhension mutuelle s'installe entre les ouvriers, obsédés par le chômage, la dégradation continue de leur pouvoir d'achat, la faim, et un Etat soucieux d'efficacité économique. Dès le mois de décembre 1917, le nouveau régime doit affronter une vague de revendications ouvrières et de grèves. En quelques semaines, les bolcheviks perdent l'essentiel du capital de confiance qu'ils avaient accumulé, dans une partie du monde du travail, durant l'année 1917.

Troisième malentendu : les rapports du nouveau pouvoir avec les nationalités de l'ex-empire tsariste. Le coup d'Etat bolchevique accélère les tendances centrifuges, que les nouveaux dirigeants paraissent, au début, cautionner. En reconnaissant l'égalité et la souveraineté des peuples de l'ancien Empire russe, le droit à l'autodétermination, à la fédération, à la sécession, les bolcheviks semblent inviter les peuples allogènes à s'émanciper de la tutelle du pouvoir central russe. En quelques mois, Polonais, Finnois, Baltes, Ukrainiens, Géorgiens, Arméniens, Azéris proclament leur indépendance. Lénine doit faire marche arrière : « Le droit au divorce n'est pas l'obligation de divorcer », précise-t-il. Débordés, les bolcheviks subordonnent le droit des peuples





à l'autodétermination à la nécessité de conserver le blé ukrainien, le pétrole et les minerais du Caucase. En bref, il s'agit de préserver les intérêts vitaux du nouvel Etat soviétique, qui s'affirme rapidement, du moins sur le plan territorial, comme l'héritier de l'ex-Empire russe. La guerre civile, qui commence en 1918, est aussi une guerre de reconquête par le centre – russe et bolchevique – des nationalités qui s'étaient émancipées au cours de l'année 1917.

«Une fois que nous aurons pris le pouvoir, nous ne le lâcherons plus», avait dit Lénine. A la fin de l'année 1916, il avait déclaré sans équivoque : «Quiconque reconnaît la lutte de classes doit reconnaître la guerre civile, qui dans toute société de classes représente la continuation, le développement et l'accentuation naturels de la guerre de classes.»

Avec leur cortège de violence, de guerres civiles, de guerres paysannes, de terreur et de famine, les années 1918-1922 sont bien, dans l'ex-Empire russe, la «continuation naturelle» d'un grand cycle de crises, ouvert en 1914, et dont les révolutions de 1917, porteuses d'utopies, d'ambiguïtés et de malentendus, n'ont été qu'un des principaux jalons.



Les affiches de propagande bolchevique n'hésitent pas à reprendre certaines compositions traditionnelles, d'inspiration religieuse ou laïque. Ici, la figure connue de saint Georges terrassant le dragon a été remaniée au goût du jour : le cavalier rouge écrase le dragon de la contre-révolution. Pour les masses, la correspondance devait être évidente et le message d'autant plus clair. Sur cette céramique, une jeune femme coud le drapeau bolchevique.



Mythologies

Où va la Russie? s'interrogeait Pierre Pascal, jeune intellectuel français en mission à Petrograd, un des premiers témoins étrangers de la révolution russe, auteur d'un passionnant «Journal de Russie», tenu onze ans durant (1916-1927). A la date du 26 décembre 1917, il note ces quelques lignes où perce la grande illusion de toute une génération entrée «en communisme», pour laquelle le bolchevisme

«théorique» n'est que le signe de quelque chose de plus grand et de plus profond : l'aspiration du peuple à la liberté et à la justice. Le grand mythe d'Octobre est déjà en marche.

«Eux, les bolcheviks, sont les théoriciens, mais le peuple russe, qui n'est ni socialiste, ni bolchevique, les suit, parce que lui aussi vit dans l'avenir. Il veut la cessation de l'injustice et du malheur présents sur terre. Maladroitement, tristement, en souffrant, il crée cependant cet avenir. La révolution russe, quelle que soit la réaction qui pourra suivre, aura une aussi énorme répercussion que celle de 1789, et même bien plus grande : ce n'est pas un accident, c'est une époque, et Bossuet commencerait là un chapitre de son *Histoire universelle*».

Si l'on reconnaît dans cette caricature des personnages bien propres à la réalité russe – le pape en soutane noire, le tsar portant couronne et hermine –, le message se veut néanmoins internationaliste : c'est l'univers tout entier que Lénine soumet à un grand ménage. Page suivante, l'affiche d'*Octobre*, film d'Eisenstein réalisé en 1927.





TÉMOIGNAGES ET DOCUMENTS

Отъ Военно-Революціоннаго Комитета при Петроградскомъ Советѣ
Рабочихъ и Солдатскихъ Депутатовъ.

Къ Гражданамъ Россіи.

Временное Правительство низложено. Государственная власть перешла въ руки органа Петроградскаго Совета Рабочихъ и Солдатскихъ Депутатовъ Военно-Революціоннаго Комитета, стоящаго во главѣ Петроградскаго пролетаріата и гарнизона.

Дѣло, за которое боролся народъ: немедленное предложение демократическаго мира, отмена помѣщичьей собственности на землю, рабочій контроль надъ производствомъ, созданіе Совѣтскаго Правительства — это дѣло обезпечено.

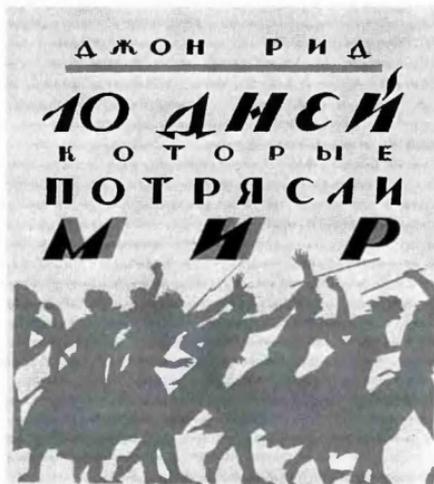
**ДА ЗДРАВСТВУЕТЪ РЕВОЛЮЦІЯ РАБОЧИХЪ, СОЛДАТЪ
И КРЕСТЬЯНЪ**

Военно-Революціонный Комитетъ
при Петроградскомъ Советѣ
Рабочихъ и Солдатскихъ Депутатовъ.

25 октября 1917 г. 10 ч. утра.

Regards croisés

Participant et témoin majeur des révolutions de 1917, le journaliste Nicolas Soukhanov donne dans ses Mémoires un témoignage d'une rare honnêteté sur ces événements. Observateur extérieur, le journaliste américain John Reed, dans son récit Dix jours qui ébranlèrent le monde, porte sur Octobre un regard sans complaisance.



Quand éclata la révolution de février, Nicolai Nikolaïevitch Himmer, pseudonyme Soukhanov, journaliste politique et économiste reconnu, joua un rôle important dans les négociations entre le soviétique et le comité de la Douma. Mais bientôt, le tumulte apaisé, Soukhanov retrouva ce que son ami Kerenski a appelé « sa qualité dostoïevskienne de circonspection en face des commotions violentes ».

Les débuts du soviétique de Petrograd (28 février 1917)

La séance de ce premier comité exécutif, ce comité qui posa les fondements de la révolution et qui, pendant deux mois, tint son sort entre ses mains, pouvait s'ouvrir.

Parmi les membres élus par le soviétique se trouvaient d'abord les trois députés de la Douma, Kerenski, Skobelev et Tchkhéidze, ainsi que les secrétaires : Gvozdiev, Grinevitch-Schechter, Pankov et Sokolov, puis les huit personnalités suivantes : Alexandrovitch-Dmitrievski, Belenine-Chliapnikov, Kapelinski, Pavlovitch-Krassikov, Petrov-Zaloutski, Steklov-Nahamkès, Soukhanov-Himmer, Chatrov-Sokolovski.

Le premier nom indiqué pour chacun était le pseudonyme sous lequel il était connu pour son activité publique ou littéraire, et sous lequel il avait été élu au comité exécutif. Pseudonymes de parti et noms de plume répondaient sous le régime tsariste à un besoin évident. Pendant la révolution, ils continuèrent à être utilisés pour la simple raison qu'ils étaient mieux connus que les noms véritables [...]. Le matin du 28 février, les représentants de partis vinrent se joindre aux membres élus du comité exécutif. Ils n'apparurent pas tous dès le début. Certains ne prirent part aux séances qu'à

partir du lendemain et d'autres ne se présentèrent que quelques jours plus tard. On distinguait les bolcheviks Molotov-Skriabine et Staline-Djougachvili, les bundistes Ehrlich et Rafès, les mencheviks Bogdanov et Batourski, les travaillistes Bramson et Tchaïkovski, les socialistes-révolutionnaires Roussanov et Zenzinov, les sociaux-démocrates lettons Stoutchka et Kozlovski [...].

Pendant les premières semaines de la révolution, on ne vit au comité aucun des leaders reconnus des partis socialistes, aucune des futures figures centrales de la révolution. Ils étaient éloignés par la déportation ou les frontières. Toutefois, très vite, les premiers dirigeants du comité exécutif se trouvèrent en minorité et dans l'opposition. Les grands rôles furent cédés aux vieux chefs éprouvés, mais déjà c'étaient des représentants d'autres tendances qui imprimaient à la politique du soviet une direction nouvelle.

La séance du comité exécutif s'ouvrit à onze heures. C'était une activité effrénée et épuisante mais, ni à cette séance, ni à celle des jours suivants, il ne fut possible de suivre un programme de travaux quelconque. Toutes les cinq minutes, les débats étaient interrompus par des « déclarations à faire immédiatement », des « communications urgentes », des « questions d'importance exceptionnelle », des « motions liées au sort de la Révolution ».

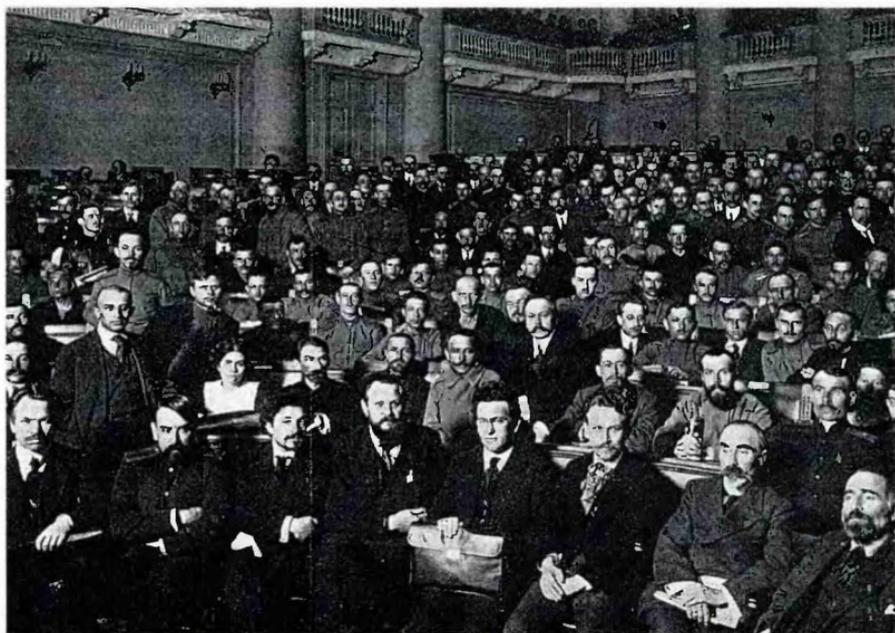
Dans la majorité des cas, ces affaires extraordinaires n'avaient aucune importance. Il n'y avait aucun ordre dans la séance elle-même, il n'y avait pas de président permanent. Tchkhéidze, qui, par la suite, remplit régulièrement ces fonctions, ne participa que très peu au travail du comité les premiers jours [...]. Il n'y avait pas non plus de secrétaire permanent et on n'écrivait pas le procès-verbal des séances. Il est vrai qu'ils

n'auraient reflété que le chaos des communications urgentes concernant toute espèce de dangers et d'excès contre lesquels nous n'étions pas en mesure de lutter. Nous donnions des ordres sans espérer qu'ils seraient exécutés, nous envoyions des détachements sans être sûrs que ces détachements seraient formés et rempliraient leur mission.

Dans la salle voisine où se tenaient les membres du soviet, on entendait de plus en plus de bruit, c'était assourdissant. On voyait arriver des employés, des postiers, des instituteurs, des ingénieurs, des représentants, des médecins, des avocats, des acteurs [...].

Seul le soviet avait les moyens d'agir. Il commençait tout juste à contrôler la masse des ouvriers et des soldats et il avait à sa disposition les organisations ouvrières de toute tendance [...]. J'ai personnellement reçu ce jour-là toute une série de délégations. Ne disposant d'aucun texte juridique, je n'avais aucune raison pour refuser l'accès du soviet à tous ces hommes saisis par *la fièvre révolutionnaire*. Les autres membres du comité agissaient comme moi. Au bout du compte, quelques jours plus tard, les effectifs du soviet atteignaient le chiffre absurde de deux mille délégués environ. Il en résulta pas mal de soucis et de difficultés pour le comité exécutif qui avait à établir une organisation correcte du soviet et des normes adéquates de représentation. Etant donné sa composition numérique et qualitative, le soviet était totalement incapable d'une activité réelle, fût-ce en tant que Parlement, et remplissait une fonction exclusivement morale.

C'était au comité exécutif d'accomplir avec ses seules forces tout le travail courant et d'élaborer un programme de gouvernement. L'approbation de ce programme par le soviet serait



visiblement une simple formalité. Rapidement, tous les membres du comité eurent conscience de ce fait et nous nous consacraâmes à notre tâche sans nous préoccuper, pour ainsi dire, de ce qui se passait dans la salle d'à côté [...].

« Alors, que se passe-t-il au soviet ? » demandai-je un jour à quelqu'un qui en venait. Mon interlocuteur eut un geste fataliste : « C'est un meeting. Parle qui veut et de quoi il veut ! »

Je dus traverser plusieurs fois la salle des séances. Au début, le tableau rappelait celui de la veille : les députés étaient assis sur des chaises et sur des bancs autour de la table, au milieu de la salle et le long des murs. Quelques heures plus tard, les chaises avaient disparu de la salle, elles prenaient trop de place, et les gens stationnaient, transpirant et serrés les uns contre les autres. Les membres du Présidium se tenaient debout sur une table et toute une grappe d'assistants

s'accrochait aux épaules du président l'empêchant de diriger l'assemblée. Le lendemain ou le surlendemain, les tables avaient disparu à leur tour et les séances prirent définitivement l'aspect de meetings dans un manège [...].

Il y eut, ce 28 février, vers cinq heures, une fausse alerte : on entendit dans la cour un ou deux coups de feu. Cela n'avait rien d'extraordinaire mais, dans la salle bondée du soviet, la panique fut assez honteuse. Tout le monde criait : « Les cosaques ! » Les officiers et les autres militaires ne songèrent même pas à s'enfuir mais se jetèrent à terre. Personne ne savait ce qu'il fallait faire, où était sa place, comment défendre la révolution et le palais de Tauride [...]. Seul Kerenski se jeta vers la fenêtre, sauta sur le rebord et cria d'une voix enrouée : « Tous à vos places ! Défendez la Douma ! Vous entendez, c'est moi qui vous le dis, Kerenski vous dit : "Défendez

la révolution, votre liberté, défendez la Douma ! Tous à vos places ! » »

Dans la cour où régnait la panique, personne ne semblait l'entendre et personne ne rejoignait une « place » que personne ne connaissait. Mais l'ennemi ne se montrant pas et personne n'attaquant, il devint évident qu'il s'agissait d'une fausse alerte... L'acuité de la situation générale diminuait d'heure en heure. On apprit que Moscou s'était déjà rallié, que la révolution s'y était accomplie facilement, avec l'aide de la garnison. La Russie était libre. Il n'y avait plus d'autocratie. Il n'y avait plus d'Okhrana, plus de clandestinité. Devant nous, il y avait quelque chose de différent, d'étonnant, d'inconnu. Telles étaient les pensées qui traversaient mon esprit au milieu d'événements mesquins qui n'avaient rien à faire, semble-t-il, avec la grande victoire du peuple. Mais, par moments, chacun de nous pensait : c'est un rêve, c'est une féerie, ne va-t-on pas se réveiller ?

L'arrivée de Lénine à Petrograd, le 3 avril 1917

Lénine arriva, accompagné de dirigeants bolcheviques partis pour l'accueillir à Bellostrov et l'informer en détail de la situation. Hymnes, cris de bienvenue, échange de compliments devant le wagon, procession triomphale sous les arcs, ovations des soldats et des ouvriers [...]. Le cortège approchait. Tchkhéidze se leva, morose, et nous le plaçâmes au milieu de la salle, prêts à la rencontre.

Chliapnikov apparut, tel un maître de cérémonies solennel, criant, l'air affairé : « Permettez, camarades, permettez ! Laissez passer, camarades ! »

Derrière lui, à la tête d'un petit groupe de gens, Lénine, le visage gelé, un chapeau rond sur la tête et un magnifique

bouquet entre les mains, se précipita au milieu de la pièce. Il s'arrêta devant Tchkhéidze comme s'il s'était heurté à un obstacle inattendu. Alors, Tchkhéidze, sans quitter son expression morose, prononça le discours de « bienvenue », discours didactique, tant par l'esprit et par la forme que par le ton employé :

« Camarade Lénine, au nom du soviét de Petrograd des députés des ouvriers et des soldats, et au nom de toute la révolution, nous vous souhaitons la bienvenue en Russie [...]. Mais nous estimons que la tâche principale de la démocratie révolutionnaire est, à l'heure actuelle, la défense de notre révolution contre toute tentative ennemie, tant de l'intérieur que de l'extérieur. Nous pensons qu'il faut non pas diviser, mais resserrer les rangs de l'ensemble des forces démocratiques. Nous espérons que c'est ce but que vous allez poursuivre avec nous... »

Tchkhéidze se tut. Je restai confondu de surprise. Que fallait-il penser de cette délicate « salutation de bienvenue » ? Lénine, lui, paraissait bien savoir ce qu'il devait en penser. Pendant le discours, il s'était tenu comme si tout ce qui se passait ne le concernait pas. Il regardait autour de lui, dévisageant les visages qui l'entouraient, tripotant son bouquet. Puis, tournant le dos à la délégation du comité exécutif du soviét, il répondit comme suit :

« Chers camarades, soldats, marins et ouvriers ! Je suis heureux de saluer en vous la révolution russe victorieuse, de vous saluer en tant que détachement d'avant-garde de l'armée prolétarienne mondiale [...]. La guerre de rapine impérialiste est le commencement de la guerre civile dans toute l'Europe [...]. L'heure n'est pas loin où, à l'appel de notre camarade Karl Liebknecht, les peuples tourneront les armes contre leurs exploités capitalistes. L'aube de

la révolution socialiste mondiale luit [...]. En Allemagne, tout est en ébullition. D'un moment à l'autre, chaque jour, on peut s'attendre à l'écroulement de tout l'impérialisme européen. La révolution russe que vous avez accomplie en a marqué les débuts et a posé les fondements d'une nouvelle époque. Vive la révolution socialiste mondiale ! »

Non seulement ce n'était pas une réponse aux salutations de Tchkeidze, mais ce n'était pas non plus une réponse au « contexte » de la révolution russe, tel qu'il était admis par tous les témoins et participants.

L'accueil officiel était terminé. Sur la place, la foule, menaçant d'enfoncer les portes, exigeait l'apparition du leader. Chliapnikov lui fraya encore une fois le chemin.

Au son d'une nouvelle *Marseillaise*, sous les cris de milliers d'hommes, parmi les drapeaux rouge et or éclairés par le projecteur, Lénine sortit pour prendre place dans une voiture couverte qui attendait. Mais la foule exigeait aussi un discours, et Lénine dut monter sur le toit de sa voiture pour prendre la parole.

« Participation à la honteuse guerre impérialiste... par les mensonges et la tromperie... les rapaces capitalistes... » sont les seules bribes de discours que j'entendis tandis que, coincé dans l'embrasure d'une porte, je m'efforçais en vain de parvenir sur la place, afin d'écouter le premier « discours au peuple » prononcé par la plus brillante étoile apparue dans notre ciel révolutionnaire.

Ensuite, précédé du projecteur, accompagné par l'orchestre, les drapeaux, les détachements ouvriers, les unités militaires et une énorme foule de particuliers, il se dirigea vers le quartier général bolchevique : le palais de la ballerine Kchesinskaïa!... Du haut de

son auto blindée, il dut parler presque à chaque carrefour, devant des foules toujours nouvelles. Le cortège avançait très lentement. L'apothéose était brillante, et assez symbolique !

J'aurais bien aimé connaître l'opinion des soldats du défilé. Ils étaient trop nombreux pour être tous bolcheviques ou sympathisants. Ils étaient venus en mission accueillir un homme qui n'avait encore aucune responsabilité officielle et qui était arrivé en Russie grâce à l'amabilité de l'ennemi à son égard ; un homme qui prononçait des paroles inédites, surprenantes.

C'est devant le quartier général des bolcheviks que j'entendis le premier son discordant : tandis que Lénine, au balcon, reprenait les thèmes déjà exprimés, un soldat s'écria :

« Eh bien, un type comme ça, il faudrait le tuer à coups de baïonnette pour ce qu'il dit ! Vous entendez ! C'est un boche ! »

Nicolas Soukhanov,
Mémoires

Le II^e Congrès des soviets

Militant de la cause pacifiste, John Reed, lorsqu'il débarque avec sa femme à Petrograd le 10 septembre 1917, est convaincu que le destin de la guerre se joue dans la tourmente russe. Il est d'emblée séduit par la détermination des bolcheviks à sortir la Russie du conflit mondial. Plus rien d'autre ne compte.

L'ordre du jour, dit Kamenev, comprenait : premièrement, l'organisation du pouvoir, deuxièmement, la question de la guerre et de la paix, et, troisièmement, celle de l'Assemblée constituante. Lozovski se leva pour annoncer qu'après accord des bureaux de toutes les tendances, il était

proposé d'entendre et de discuter le rapport du soviét de Petrograd, puis de donner la parole aux membres du comité exécutif et aux représentants des partis et, finalement, de passer à l'ordre du jour.

Soudain, un bruit nouveau se fit entendre, plus profond que le brouhaha de la foule, persistant, angoissant, le bruit sourd du canon. En proie à une sorte de fièvre, les gens se tournèrent anxieusement vers les fenêtres obscures. Martov demanda la parole, croassa d'une voix rauque :

« La guerre civile commence, camarades ! La première question doit être le règlement pacifique de la crise. Pour des raisons de principe et pour des raisons de tactique, nous devons discuter d'urgence des moyens de prévenir la guerre civile. Dehors, nos frères sont en train de tomber sous les balles ! En ce moment où, avant l'inauguration du Congrès des soviets, la question du pouvoir se règle au moyen d'un complot militaire monté par un des partis révolutionnaires... – pendant quelques instants, le bruit l'empêcha de se faire entendre – Tous les partis révolutionnaires doivent faire face à la réalité ! La première question posée devant le Congrès est la question du pouvoir, et cette question est en train d'être résolue dans la rue par la force des armes !... Nous devons créer un pouvoir qui sera reconnu par toute la démocratie. Si le Congrès veut être le porte-parole de la démocratie révolutionnaire, il ne doit pas garder les bras croisés alors que se déclenche une guerre civile qui peut avoir pour conséquence une dangereuse explosion contre-révolutionnaire... La possibilité d'une issue pacifique dépend de la formation d'un pouvoir démocratique uni... Nous devons être une délégation pour négocier avec les

autres partis et organisations socialistes. » [...]

Toujours, les coups sourds et méthodiques du canon derrière les fenêtres, et les délégués échangeant des invectives [...]. C'est ainsi, dans la nuit, dans le tonnerre de l'artillerie, qu'entourée de haine, de peur et d'insouciance téméraire, la nouvelle Russie venait au monde.

Les socialistes-révolutionnaires et les sociaux-démocrates unifiés appuyèrent la proposition de Martov. Elle fut adoptée. Un soldat annonça que les soviets de paysans avaient refusé d'envoyer des délégués au Congrès. Il suggéra de leur adresser une invitation officielle par l'entremise d'une délégation : « Quelques délégués paysans sont présents ici, dit-il. Je propose de leur accorder le droit de vote ». Adopté.

Kharach, en uniforme de capitaine, réclama violemment la parole :

« Les hypocrites politiques qui dominent ce Congrès, clama-t-il, nous ont dit que nous devons régler la question du pouvoir, question qu'on est en train de régler derrière notre dos avant même que le Congrès ne soit ouvert ! Des coups sont portés au palais d'Hiver, et c'est avec des coups de ce genre qu'on enfonce des clous dans le cercueil du parti politique qui a osé se lancer dans une pareille aventure ! »

Tumulte. L'orateur suivant, Gharra :

« Pendant que nous sommes ici à discuter des offres de paix, on se bat dans les rues... Les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks se désolidarisent des événements actuels et appellent toutes les forces politiques à se dresser contre la tentative de prise du pouvoir... »

Koutchine, délégué de la XII^e Armée :

« Je n'ai été envoyé ici qu'en mission

d'information et je retourne immédiatement au front où tous les comités de l'armée considèrent que la prise du pouvoir par les soviets, trois semaines seulement avant la réunion de l'Assemblée constituante, est un coup de poignard dans le dos de l'armée et un crime contre le peuple!»

Cris : « Mensonge ! Vous mentez ! »

Koutchine, lorsqu'il put se faire entendre à nouveau :

« Mettons fin à cette aventure à Petrograd même. J'invite tous les délégués à quitter cette salle afin de sauver le pays et la révolution ! »

Alors qu'il se retirait au milieu d'un vacarme assourdissant, la foule l'entoura, houleuse et menaçante. Puis, Khintchouk, un officier au long bouc marron, à la voix suave et persuasive, monta à la tribune.

« Je parle au nom des délégués du front. L'armée est mal représentée à ce Congrès, et qui plus est, l'armée ne croit pas que le Congrès des soviets soit nécessaire alors que trois semaines seulement nous séparent de l'ouverture de la Constituante... »

Cris et martèlements de pieds de plus en plus forts.

« L'armée ne pense pas que le Congrès des soviets dispose de l'autorité nécessaire... »

Des soldats commençaient à se lever de tous côtés.

« Au nom de qui parles-tu ? Qui est-ce que tu représentes ? » clamaient-ils.

« Le comité exécutif central du soviet de la V^e Armée, le 2^e régiment de F., le 1^{er} régiment de N., le 3^e tirailleurs de S. »

« Quand as-tu été élu ? Tu représentes les officiers, pas les soldats ! Que disent les soldats ? » Quolibets et huées.

« Nous, groupe des combattants du front, continua Khintchouk, nous déclinons toute responsabilité pour ce

qui s'est passé et pour ce qui se passe et nous jugeons nécessaire de mobiliser toutes les forces révolutionnaires conscientes pour le salut de la révolution ! Le groupe des combattants du front va quitter le congrès... C'est dans la rue qu'il faut se battre ! »

Immense clameur : « Tu parles au nom de l'état-major, pas au nom de l'armée ! »

« Je demande à tous les soldats raisonnables de quitter ce Congrès ! »

« Korniloviste ! Contre-révolutionnaire ! Provocateur ! »

Alors Khintchouk annonça, au nom des mencheviks, que l'on ne pouvait parvenir à une solution pacifique qu'en engageant avec le gouvernement provisoire des pourparlers pour la formation d'un nouveau ministère qui aurait l'appui de toutes les couches de la société. Il ne put se faire entendre pendant plusieurs minutes. Hurlant à pleins poumons, il lut la déclaration des mencheviks :

« Puisque les bolcheviks ont ourdi un complot militaire avec l'aide du soviet de Petrograd et sans consulter les autres groupements et partis, nous ne jugeons pas possible de rester au Congrès et nous nous retirons en invitant les autres groupes et partis à nous suivre et à se réunir pour discuter de la situation ainsi créée. »

« Déserteur ! »

Au milieu d'un tapage presque incessant, on entendit par intermittence Hendelmann qui protestait, au nom des socialistes-révolutionnaires, contre le bombardement du palais d'Hiver.

« Nous nous opposons à ce genre d'anarchie... »

A peine était-il descendu qu'un jeune soldat au visage maigre, aux yeux fulgurants, bondit sur la tribune et leva le bras d'un geste dramatique.

« Camarades ! cria-t-il, et le silence se

fit. Mon nom de famille est Peterson, je parle au nom du 2^e tirailleurs lettons. Vous venez d'entendre les déclarations de deux représentants des comités d'armée. Ces déclarations auraient une certaine valeur si leurs auteurs représentaient l'armée... – tempête d'applaudissements – Mais ils ne représentent pas les soldats !... – le poing brandi – La XII^e Armée insiste depuis longtemps pour la réélection du grand soviets et du comité d'armée, mais tout comme votre comité exécutif, notre comité a refusé jusqu'à fin septembre de réunir les représentants des simples soldats, il l'a fait pour permettre aux réactionnaires d'élire leurs propres pseudo-délégués à ce Congrès. Je vous dis à présent, et les soldats lettons l'ont dit à plusieurs reprises : plus de résolutions ! plus de bavardages ! nous voulons des actes : le pouvoir doit passer entre nos mains ! Ces délégués imposteurs n'ont qu'à quitter le Congrès ! L'armée n'est pas avec eux ! »

La salle tremblait sous les acclamations. A l'ouverture de la séance, les délégués, abasourdis par le rythme des événements, surpris par le son du canon, avaient hésité. Une heure durant, les orateurs les avaient martelés du haut de cette tribune, les soudant ensemble mais les écrasant en même temps. Seraient-ils seuls ? La Russie serait-elle en train de se soulever contre eux ? Était-il vrai que l'armée marchait sur Petrograd ? Puis ce jeune soldat au regard pur avait parlé et, en un éclair, ils reconnuent la vérité. C'était là la voix des soldats, les millions effervescents de travailleurs et de paysans en uniforme étaient des hommes comme eux, qui pensaient et sentaient comme eux...

Le vent tournait.

Puis parut Abramovitch, porte-parole du Bund, organisation des sociaux-

démocrates juifs ; derrière les gros verres des lunettes, ses yeux lançaient des étincelles, il tremblait de rage.

« Ce qui se passe actuellement à Petrograd est une monstrueuse calamité ! Le groupe du Bund souscrit aux déclarations des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires et se retire du Congrès !... – il haussa la voix et leva le bras – Notre devoir à l'égard du prolétariat russe ne nous permet pas de demeurer ici et de nous rendre responsables de ces crimes. Puisque le bombardement du palais d'Hiver continue, la douma municipale, d'un commun accord avec les mencheviks, les socialiste-révolutionnaires et le comité exécutif des soviets paysans a décidé de mourir avec le gouvernement provisoire et nous allons en faire autant ! Désarmés comme nous sommes, nous allons exposer nos poitrines aux mitrailleuses des terroristes... Nous invitons tous les délégués au Congrès... »

La suite se noya dans une infernale tempête de huées, de menaces et d'injures qui monta à son paroxysme lorsque cinquante délégués se levèrent et se frayèrent un passage vers la sortie.

Kamenev agita la sonnette en criant :

« Gardez vos sièges et passons à l'ordre du jour. »

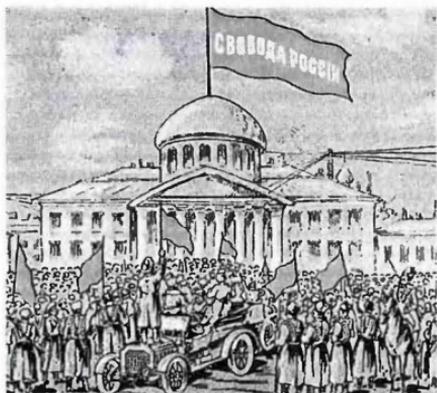
Et Trotski se dressa, le visage pâle et cruel, pour jeter de sa voix sonore avec une expression de froid mépris :

« Qu'ils partent, tous ces conciliateurs soi-disant socialistes, ces mencheviks, socialistes-révolutionnaires et bundistes effrayés. Ce n'est qu'un rebut qui sera balayé dans la poubelle de l'Histoire ! »

John Reed, *Dix jours
qui ébranlèrent le monde*,
Le Seuil, 1996

La parole populaire

L'année 1917 fut celle de la libération de la parole. Par milliers, groupes de soldats, assemblées paysannes, comités d'usine, comités de quartier, associations professionnelles, mais aussi simples citoyens rédigeaient et envoyèrent leurs doléances, le plus souvent au soviet des députés ouvriers et soldats de Petrograd ou au Congrès panrusse des soviets. Ces textes sont un témoignage précieux de la « révolution à la base », au village, à l'usine ou à l'armée.



Résolutions des représentants des ouvriers des usines de tabac de Petrograd, prises en assemblée générale le 9 mars 1917

Ce 9 mars 1917, l'Assemblée générale des représentants de toutes les usines de tabac de Petrograd (8 usines, 9044 ouvriers) a élu les députés suivants au soviet des députés ouvriers et soldats de Petrograd : Anatolii, Semionova, Firsov, Kalinine, Drozdova, Pouchkine, Ratchouchine, Mikhaïlov, Ivanov. Ces députés devront défendre les intérêts des ouvriers du tabac, et notamment les mesures suivantes :

- 1 – Décréter la journée de travail de 8 heures.
- 2 – Supprimer les heures supplémentaires.
- 3 – Supprimer le « livre noir » des patrons.
- 4 – Augmenter les salaires et créer des commissions tarifaires paritaires.
- 5 – Obliger l'administration à avoir une attitude décente et polie vis-à-vis des travailleurs.
- 6 – Interdire le travail des enfants.
- 7 – Obliger l'administration à régler les conflits avec les ouvriers uniquement par l'intermédiaire des représentants ouvriers.
- 8 – Chasser de l'entreprise les éléments douteux aux yeux des ouvriers.
- 9 – Embaucher ou débaucher les ouvriers uniquement par l'intermédiaire du comité d'usine.
- 10 – Supprimer les fouilles corporelles. Toutes les questions relatives à l'état du matériel seront du ressort du comité d'usine.
- 11 – Donner gratuitement un certain nombre de paquets de cigarettes à tous les travailleurs, y compris aux femmes.
- 12 – Supprimer les amendes. Le comité d'usine décidera des mesures disciplinaires à prendre à l'encontre des ouvriers qui auraient fauté.

13 – Indemniser les accidents de travail.

14 – Abolir les retenues sur salaire en cas de maladie ou pour toute autre raison justifiée.

15 – Instaurer un système d'aide médicale.

16 – Instaurer un système de protection de la mère et de l'enfant.

17 – Améliorer les conditions d'hygiène dans les entreprises : a) instituer des vestiaires ; b) organiser des

lavabos avec du savon et des essuie-mains ; c) organiser des cantines servant des repas chauds, du thé et de l'eau bouillante ; d) mettre un nombre suffisant de ventilateurs ; e) alerter la commission technique sur l'extrême humidité de la plupart des locaux.

18 – Donner aux ouvriers, toutes les vingt-six semaines, une semaine de congés payés.

19 – Interdire aux femmes, aux



mineurs et aux ouvriers de faible constitution de porter des poids. Embaucher pour la manutention des ouvriers forts et bien portants.

20 – Faire élire les contremaîtres par les ouvriers eux-mêmes.

21 – Faire baisser les normes.

22 – Supprimer les amendes pour dégâts involontaires au matériel.

L'Assemblée générale a décidé de constituer un syndicat, dont l'adresse est la suivante : 7^e Rojdestvenskaïa, 38, chambre n° 1 (réception quotidienne de 17 à 22 heures). Tous les ouvriers devront obligatoirement adhérer au syndicat. La cotisation hebdomadaire est de 5 kopeks. Ne pourront être embauchés à l'usine que les ouvriers appartenant au syndicat et ayant payé leur cotisation.

Résolutions du comité exécutif provisoire du comité agraire du district de Ranenbourg, de la province de Riazan (25 mars 1917)

Réuni pour examiner un certain nombre de questions relatives à la question agraire, le comité a décidé :

1 – Tous les champs devront être obligatoirement ensemencés.

2 – Toutes les terres des propriétaires fonciers qui ne sont pas exploitées par leurs propres forces seront affermées.

3 – Les baux de location sont fixés à 10 roubles par dessiatine [*hectare*]. Tous les impôts fonciers et taxes restent à la charge du propriétaire.

4 – Les terres en location sont distribuées par tirage au sort entre tous ceux qui souhaitent prendre ces terres à bail.

5 – Si le propriétaire foncier a un fils au front, il peut obtenir l'aide d'un prisonnier de guerre, et garder la terre correspondant au travail d'un homme.

6 – Aucune entrave ne doit être mise envers les propriétaires fonciers qui ont passé un accord avec l'armée pour la fourniture, à des prix fixés par le comité agraire, de produits agricoles.

7 – Les petits propriétaires fonciers qui n'ont pas plus de 45 dessiatines de terre sont autorisés à utiliser la force de travail d'un prisonnier de guerre s'ils ont un homme mobilisé au front, et de trois prisonniers de guerre s'ils en ont deux. Mais la quantité de terre ainsi cultivée ne doit, en aucun cas, dépasser la quantité de terre cultivée avant-guerre.

8 – En l'absence, ou l'insuffisance, de machines ou d'instruments agricoles, ceux-ci sont réquisitionnés dans le domaine du propriétaire foncier.

9 – Les chevaux sont réquisitionnés chez le propriétaire foncier au prix de la mobilisation d'août 1914.

10 – En cas de désaccord avec le propriétaire foncier, les membres du comité de district prennent une décision qui n'est pas susceptible d'appel.

11 – Toutes les terres des femmes seules au foyer, dont le mari a été mobilisé ou tué à la guerre, doivent être ensemencées.

Lettre collective de soldats de la brigade de sapeurs du 61^e régiment d'infanterie sibérien au soviet de Petrograd

18 mars 1917

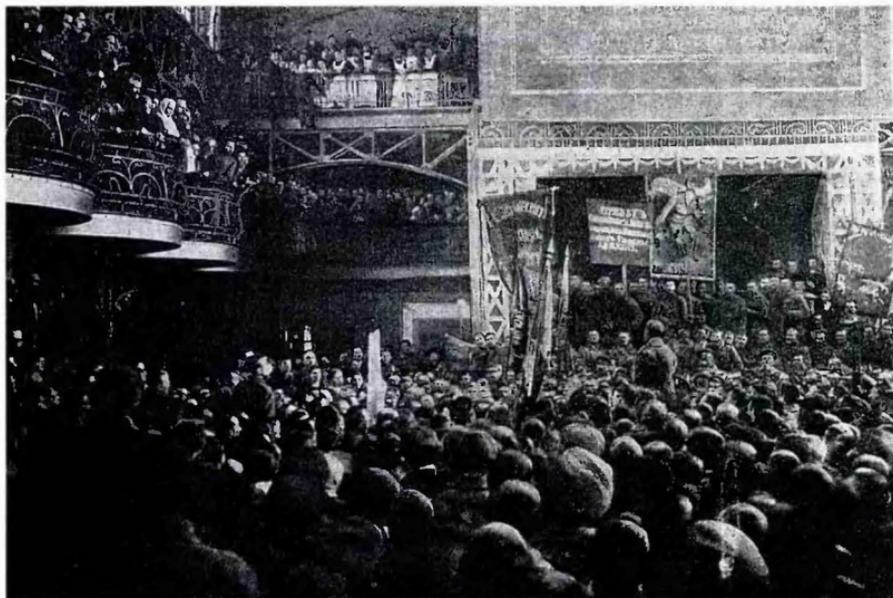
Messieurs les députés du soviet des soldats et ouvriers ! Nous n'arrivons pas à liquider l'ancien pouvoir et l'ancien régime. Les officiers continuent de nous punir comme il le faisaient avant, comme si rien ne s'était passé, comme si aucune révolution n'avait eu lieu et ils ne nous donnent aucune liberté comme celle qu'ont obtenue nos frères soldats et ouvriers. Nous ne faisons qu'entendre

parler de la « liberté de parole », mais chez nous il n'y en a point. Les officiers ne nous laissent pas parler et sont même prêts à tirer si nous voulons parler et nous organiser. Le 15 mars deux soldats se sont enfuis à cause des menaces des officiers. Quand le chef de notre brigade est venu, il nous a dit : « Au garde-à-vous ! » et encore qu'il ne veut pas parler à des salauds comme nous et que si quelqu'un lui adresse la parole d'une autre manière que ce que prévoit le règlement il le fusillera. Et voilà ! on nous oblige à rester au garde-à-vous des heures durant et on ne peut pas plus discuter qu'avant. Alors, c'est pour cela qu'on vous prie, messieurs les députés, d'arrêter nos officiers et de nous libérer de l'ancien pouvoir. C'est dans tout le régiment que les officiers nous traitent à l'ancienne, menaçant de rétablir le pouvoir ancien même chez vous à Petrograd. Alors, messieurs les députés, ou bien vous les arrêtez ou bien vous nous autorisez à le faire. On ne peut

jamais se réunir en assemblée générale car ils font tout pour qu'on n'ait jamais du temps libre au même moment que les autres. Ou alors convoquez chez vous le chef du régiment et de la brigade car on en a assez d'avoir versé notre sang trois fois et de se faire traiter de salauds. Nous sommes tous prêts à donner notre vie pour la liberté. Nous avons bien senti que le soleil de la liberté s'est levé, mais tout le monde ici a peur de prendre cette liberté, d'en jouir car on n'a pas d'agitateurs, de gens qui nous diraient : « Allez, prenez la liberté, profitez-en ! ». Et les chefs nous interdisent de nous réunir en assemblée.

Aussi nous vous demandons une nouvelle fois, messieurs les députés, de prendre les mesures pour satisfaire notre demande, ou bien donnez-nous vos instructions.

Nous soussignés, soldats...
[suivent dix-huit noms]



Rapports

Parmi les sources les plus riches sur la faillite progressive des institutions, sur la manière dont se déroulait, à la base, la révolution, sur les mouvements sociaux autonomes, figurent les innombrables rapports envoyés par les autorités locales au Centre, au gouvernement ou aux ministres. Tous ces textes révèlent la rapide déliquescence de l'Etat, et l'instauration d'un vide institutionnel dont profiteront les bolcheviks.

Requête de N. Lavrinovski, intendant des domaines du grand-duc Mikhaïl Alexandrovitch dans les provinces d'Orel et de Koursk au ministre-président le prince Lvov

13 avril 1917

L'intendance des domaines du Grand-Duc Mikhaïl Alexandrovitch est dans la pénible obligation de solliciter l'aide de Votre Excellence étant donné les graves incidents qui ont eu lieu récemment dans les domaines-modèles du Grand-Duc situés dans les provinces d'Orel et de Koursk.

Durant les premiers jours des fêtes (de Pâque), se sont tenues, à l'initiative de personnes inconnues, des assemblées de village et de *volost*, à l'issue desquelles il a été décidé de chasser du domaine Deriouguino l'ingénieur Sokolov et le garde forestier Gritskevitch; une autre assemblée a décidé de chasser le garde forestier en chef du domaine Brassovo, qui était au service du Grand-Duc depuis plus de trente ans. Durant ces mêmes jours, près de trente hommes, dont une partie était armée, sont venus à l'intendance débrancher le téléphone, saisir les livres de compte et les cahiers où était tenue la liste des paysans qui avaient illégalement coupé du bois dans les forêts du Grand-Duc. Ils ont brûlé aussitôt livres et cahiers. Puis ils sont partis à la chasse, menaçant de tuer les gardes forestiers si ceux-ci se mettaient en travers de leur route. Après quoi, ces hommes ont tué trois élans dans les forêts du Grand-Duc.

Toutes ces actions strictement illégales des paysans, accompagnées de menaces, sont lourdes de conséquences graves non seulement pour les domaines-modèles du Grand Duc, mais aussi pour l'avenir de l'agriculture russe. Si elles

n'étaient pas arrêtées à temps, les multiples violations de l'ordre commises ces derniers temps par les paysans pourraient aboutir à un pillage anarchique des domaines qui assurent la richesse du pays et à la destruction complète de tout ce qui a été patiemment créé depuis des décennies.

La direction des domaines du Grand-Duc demande instamment à Votre Excellence d'intervenir et de prendre des mesures efficaces pour faire comprendre aux paysans que la chute du tsarisme ne signifie pas l'instauration de l'anarchie. Une des initiatives les plus utiles serait, me semble-t-il, la venue sur place d'un député de la Douma ou d'un représentant haut placé d'un ministère.

Je vous rappelle que les propriétés du Grand-Duc sont situées près de la ligne de chemin de fer Moscou-Voronej, près des gares Deriouguino, Brassovo et Altoukhovo.

L'intendant des domaines,
N. Lavrinovski

Extraits du rapport du renseignement militaire sur l'état de l'armée pour les quinze premiers jours d'octobre 1917

De toutes les violations de la discipline, les plus graves et les plus importantes sont les fraternisations avec l'ennemi. Elles représentent le point extrême de la démoralisation des troupes et minent les fondements mêmes de la discipline, provoquant, à leur tour, toute une série d'incidents et de troubles.

Les cas de fraternisation les plus nombreux ont été observés dans les armées du front ouest... qui, de tous points de vue, sont les troupes les moins sûres.

Selon les rapports qui nous sont parvenus des Etats-Majors, les cas de

fraternisation se sont multipliés ces derniers temps. Dans certaines armées (3^e Armée, 10^e Armée, Armée spéciale), la fraternisation est devenue un phénomène de masse... Des petits groupes de soldats prennent directement contact avec les soldats ennemis et leur achètent des produits – du pain, du tabac et surtout de l'alcool. Les soldats ennemis ne manquent jamais l'occasion de donner à nos soldats des proclamations en russe publiées par l'Etat-Major allemand, mettant l'accent sur l'inutilité de continuer la guerre.

Les rapports en provenance des Etats-Majors font remarquer que les tentatives de lutter contre les fraternisations par la discussion ou la persuasion n'ont aucun résultat. Jusqu'à présent, la seule méthode efficace est l'exécution immédiate de ceux qui fraternisent. Néanmoins, à mesure que le phénomène se développera, il sera de plus en plus difficile de recourir à la répression pure et simple [...].

En ce qui concerne la capacité offensive de l'armée, tous les rapports sont également pessimistes. A l'heure actuelle, seuls les Cosaques ont conservé une discipline dans le plein sens du terme. Quant aux autres troupes, elles ne se distinguent que par leur degré plus ou moins grand de désintégration [...].

Les refus de combattre deviennent de plus en plus fréquents. Les prétextes invoqués sont le plus souvent la fatigue, la mauvaise nourriture, l'équipement usagé ou insuffisant, l'absence de chaussures ou de vêtements chauds. On ne compte plus les cas où les soldats discutent et critiquent les ordres de combat [...].

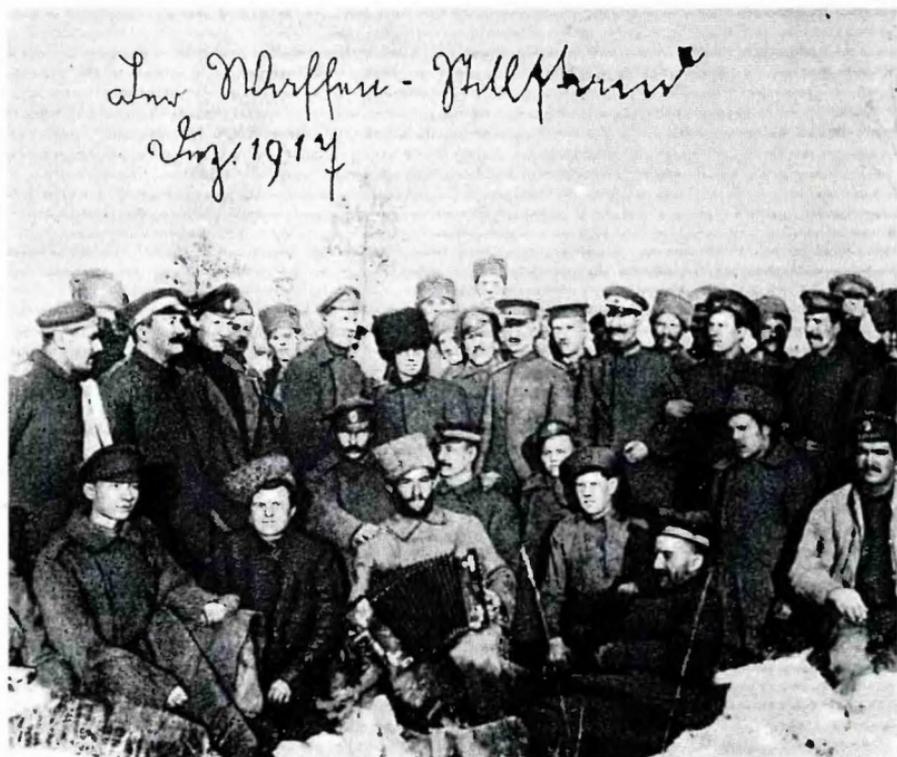
Les manquements de tous ordres à la discipline ne se comptent plus [...]. Ils peuvent être classés en trois catégories :

1) ceux causés en réaction aux ordres donnés par le commandement aux soldats; 2) ceux causés par la suspicion généralisée des soldats vis-à-vis des officiers, considérés globalement comme des « contre-révolutionnaires », qui souhaitent prolonger la guerre indéfiniment; 3) ceux qui sont le résultat d'actions concertées menées par les soldats organisés en comités contre les privilèges des officiers [...].

Ces derniers temps, les manquements à la discipline relevant de cette troisième catégorie se sont multipliés. Les unités et les comités approuvent des résolutions exigeant que les officiers reçoivent les mêmes rations que les soldats, que les

officiers cessent de recevoir des uniformes neufs, qu'ils soient logés dans les mêmes baraquements que les soldats [...].

Selon les rapports que nous recevons de l'encadrement, l'attitude des soldats vis-à-vis de la guerre est de plus en plus négative. L'aspiration à la paix est générale, ce qui explique l'énorme succès des idées et des mots d'ordre bolcheviques parmi les soldats. Le désir de paix est si fort que, selon les rapports des commandants des 12^e, 5^e et 11^e Armées, nos défaites récentes sur le front nord ont été saluées par des cris de joie par un certain nombre d'unités comme un événement qui pourrait hâter la fin de la guerre [...].



Les conclusions générales que l'on peut tirer des rapports qui nous parviennent sont les suivantes : l'armée se désintègre ; la discipline est inexistante ; le personnel d'encadrement est non seulement privé du prestige de l'autorité, mais ne jouit plus de la moindre considération ; la haine des soldats contre les officiers ne cesse de monter parallèlement à l'idée que ces derniers tentent de prolonger la guerre à tout prix ; en sus de tout, l'armée est menacée de famine [...].

Le Lieutenant Colonel de l'Etat-Major, Chef du Département politique militaire

Extraits du rapport du procureur de la province de Koursk au ministre de la Justice (6 octobre 1917)

Le 5 octobre, à partir de 13 heures, des perquisitions arbitraires de magasins et d'appartements privés ont eu lieu dans la ville de Koursk. Ces perquisitions illégales étaient menées par des déserteurs et des personnes portant uniforme militaire. A chaque fois qu'avait lieu une de ces perquisitions illégales, une foule nombreuse se rassemblait avec d'évidentes intentions de piller et d'en découdre [...].

Quelques heures plus tard, dans la soirée, une nouvelle perquisition arbitraire a été effectuée par des inconnus dans la maison du responsable provincial de l'approvisionnement, Suprasskii. La foule a pillé les petits stocks de farine et de savon que Suprasskii conservait chez lui pour son usage personnel.

Etant donné les événements, le Commissaire de la ville de Koursk a convoqué une réunion des représentants du conseil municipal, des forces de l'ordre et des responsables militaires, en vue de prendre les mesures

indispensables pour prévenir les pogromes qui se préparaient et qui étaient dirigés notamment contre les Juifs.

Lors de la réunion, il fut admis par toutes les parties présentes que la ville de Koursk ne disposait pas de forces suffisantes pour rétablir l'ordre dans la ville. La majorité des présents décida de demander au Commandant du district militaire de déclarer la loi martiale. Ce qu'il refusa de faire, arguant de l'absence de troupes sûres.

Je signale, par ailleurs, que la ville de Koursk compte un nombre non négligeable de dépôts de munition et d'entrepôts d'alcool. Ces entrepôts ne sont gardés que par onze hommes armés de revolvers. Leur prise facile représenterait un grand danger si des troubles venaient à éclater.

Au matin du 6 octobre, des foules commencèrent à se rassembler dans les rues de Kherson et de Moscou. Dans cette rue, la foule se mit à piller le magasin de Vorochiline. Le lieutenant de police Palaguine parvint, avec difficulté, à sauver les Vorochiline que la foule voulait lyncher. Mais bientôt, une foule de soldats déserteurs se jeta sur Palaguine et se mit à le battre. L'unité de hussards qui se trouvait sur place ne fit pas le moindre geste pour sauver Palaguine, qui fut finalement transporté à l'hôpital dans un état critique [...].

Je considère la situation en ville extrêmement dangereuse, car la populace est déchaînée, et particulièrement hostile envers la population juive, accusée de tous les maux. On ne peut compter sur aucune force organisée capable de ramener l'ordre. L'anarchie la plus complète menace.

N. Sysoev,
Procureur de la province de Koursk

Textes clés

Trois textes, trois étapes d'une année révolutionnaire où tout change si vite : émanant du soviét de Petrograd, le Décret n° 1 et l'« Appel aux peuples du monde entier », puis un texte de Lénine sur l'art de l'insurrection. Improvisation et utopie caractérisent les deux premiers. Quant au troisième, il annonce déjà une époque nouvelle – le triomphe de la « pédagogie léniniste » : comment expliquer que le passage du pouvoir aux soviets signifie l'insurrection armée.

Le Décret n° 1

Rédigé à la va-vite, dans l'euphorie libératrice de la révolution de février 1917, le fameux Décret n° 1 allait bouleverser l'armée russe.

A la garnison de la région de Petrograd
A tous les soldats de la garde, de l'armée, de l'artillerie et de la flotte, aux fins d'exécution immédiate et rigoureuse, et aux ouvriers de Petrograd, à titre d'information,

Le soviét des députés ouvriers et soldats décide :

1 – Dans toutes les compagnies, dans les bataillons, régiments, parcs, batteries, escadrons et administrations militaires de toute sorte, et à bord des bâtiments de la flotte de guerre, on choisira immédiatement, par voie d'élection, un comité de représentants parmi les simples soldats des unités militaires ci-dessus indiquées.

2 – Dans toutes les unités militaires qui n'ont pas encore choisi leurs représentants au soviét de députés, on élira un représentant par compagnie qui, porteur de certificats écrits, se présentera à la Douma d'Etat le 2 mars courant, à 10 heures du matin.

3 – Dans tous ses actes politiques, l'unité militaire obéit au soviét des députés ouvriers et soldats, et à ses comités.

4 – Les ordres de la commission militaire de la Douma d'Etat ne doivent être exécutés que dans les cas où ils ne seront pas en contradiction avec les ordres et les décisions du soviét des députés ouvriers et soldats.

5 – Les armes de tout genre, telles que : fusils, mitrailleuses, automobiles blindées, etc., doivent se trouver à la disposition et sous le contrôle des comités de compagnie et de bataillon et



ne seront en aucun cas délivrées aux officiers, même s'ils en faisaient sommation.

6 – Dans le rang et pendant le service, les soldats doivent observer la plus stricte discipline militaire; mais en dehors du service et du rang, dans leur vie politique, civique et privée, les soldats ne sauraient être lésés dans les droits dont jouissent tous les citoyens. Notamment le garde-à-vous au passage d'un supérieur et le salut militaire obligatoire sont abolis, hors service.

7 – De même sont supprimées les formules décernées aux officiers : « Votre

Excellence », « Votre Noblesse », etc. Elles sont remplacées par : « Monsieur le Général », « Monsieur le Colonel », etc.

Les mauvais traitements de toute sorte des gradés à l'égard des soldats, et notamment le tutoiement, sont interdits. Les soldats sont tenus de porter à la connaissance des comités de compagnie toutes les infractions au présent ordre, ainsi que tous les malentendus entre leurs officiers et eux-mêmes.

Donner lecture de cet ordre dans toutes les compagnies, bataillons, régiments, équipages, batteries et autres services armés et auxiliaires.

Appel du soviét de Petrograd aux peuples du monde entier

Ce texte du 14 mars 1917 illustre l'utopie généreuse des révolutionnaires de février, mais aussi les difficultés à définir un « défensisme révolutionnaire » qui concilierait poursuite victorieuse de la guerre et poursuite de la révolution.

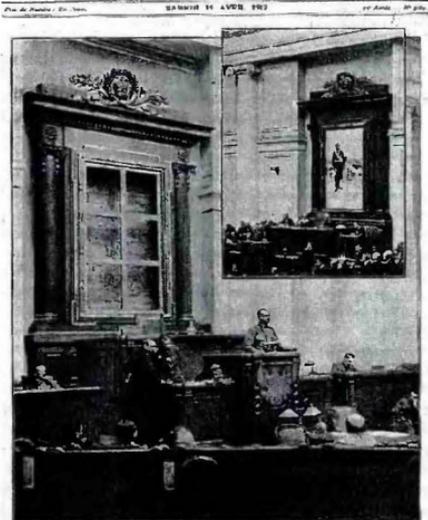
Camarades prolétaires, travailleurs de tous les pays !

Nous, soldats et ouvriers russes, unis au sein du soviét des députés ouvriers et soldats, vous envoyons nos salutations chaleureuses et vous informons d'un grand événement. La démocratie russe a renversé le despotisme des tsars et entre à part entière dans la famille des nations et comme membre égal aux autres, ainsi que comme force puissante dans le combat pour notre libération commune. Notre victoire est une grande victoire pour la Liberté et la Démocratie. Le pilier de la réaction mondiale, le gendarme de l'Europe n'est plus.

Puisse-t-il être enterré pour toujours !
Vive la Liberté ! Vive la solidarité internationale du prolétariat et vive son combat pour la victoire finale !

Notre œuvre n'est pas achevée. Les fantômes de l'ancien régime ne se sont pas tous dissipés et nombreux sont les ennemis qui fourbissent leurs armes pour réduire la révolution russe. Néanmoins, nos succès sont déjà considérables. Les peuples de Russie exprimeront leur volonté dans une Assemblée constituante qui sera bientôt convoquée sur la base du suffrage universel direct égal et secret. On peut déjà prédire avec confiance qu'une république démocratique s'instaurera en Russie. Le peuple russe possède maintenant une liberté politique totale. Il peut affirmer sa toute-puissance aussi bien dans les

L'ILLUSTRATION



LA RÉVOLUTION RUSSE

Un grand succès de la Russie. Il est illustré par la revue 'L'Illustration' dans le numéro du 11 Mars 1917. Les autres pages de ce numéro ont été publiées de la même façon. Les autres pages de ce numéro ont été publiées de la même façon. Les autres pages de ce numéro ont été publiées de la même façon.

affaires intérieures que dans les affaires extérieures.

Ainsi, en lançant cet appel à tous les peuples du monde détruits et ruinés par cette guerre monstrueuse, nous disons que l'heure est venue de mener un combat décisif contre les ambitions annexionnistes de tous les pays. Le temps est venu pour les peuples de prendre entre leurs mains les décisions en ce qui concerne les questions de la paix et de la guerre.

Consciente de sa puissance révolutionnaire, la démocratie russe annonce qu'elle s'opposera à la politique de conquête de ses classes dirigeantes par tous les moyens et elle invite les peuples d'Europe à une action commune et décisive en faveur de la paix.

Nous faisons également appel à nos frères, les prolétaires de la coalition austro-allemande, et, par-dessus tout, au prolétariat allemand. Depuis les

premiers jours de la guerre, ils donnent l'assurance qu'ils prennent les armes, qu'il assument la défense de la civilisation européenne menacée par le despotisme asiatique. Beaucoup d'entre vous y ont vu une justification dans le soutien qu'ils ont apporté à la guerre. Mais maintenant cette justification ne vaut plus : la Russie démocratique ne peut pas être une menace pour la liberté et la civilisation.

Nous défendrons fermement notre liberté contre toutes les tentatives de la réaction, à l'intérieur comme à l'extérieur. La Révolution russe ne reculera pas devant les baïonnettes des conquérants, et ne se laissera pas écraser par les armées étrangères.

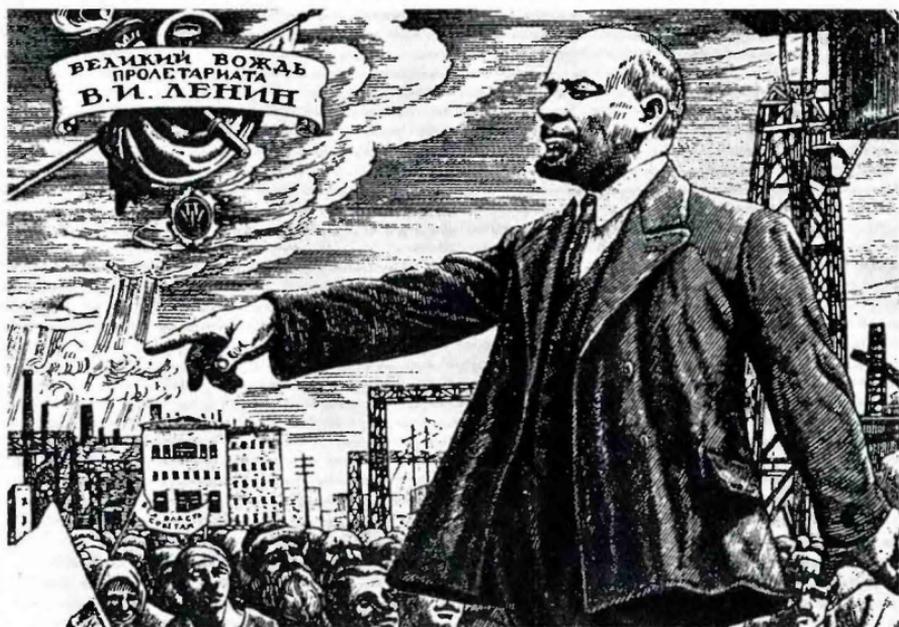
Mais nous faisons appel à vous : débarrassez-vous du joug de votre gouvernement semi-autocratique, comme le peuple russe a balayé

l'autocratie tsariste. Refusez d'être les instruments de la conquête et de la violence entre les mains des monarques, des propriétaires, des banquiers; alors, unissant nos efforts, nous arrêterons l'horrible boucherie qui est la honte de l'Humanité et assombrir les grandes heures de la naissance de la Liberté russe.

Travailleurs de tous les pays : tendant nos mains comme des frères par-dessus les montagnes des corps de nos morts, par-dessus les rivières de larmes et de sang coulé innocemment, par-dessus les ruines encore fumantes des villes et des villages, par-dessus les trésors détruits, nous faisons appel à vous pour restaurer l'unité internationale. Telle est la garantie de nos victoires futures et de la libération complète de l'Humanité.

Proletaires de tous les pays, unissez-vous!





L'art de l'insurrection

Ce texte de Lénine, signé « Un absent », annonce les grands principes de l'art de l'insurrection. Aucune place pour la « spontanéité » des masses. Le coup d'Etat du 25 octobre 1917 est l'aboutissement d'un « art insurrectionnel » où rien n'a été laissé au hasard.

J'écris ces lettres le 8 octobre, sans grand espoir qu'elles soient dès le 9 entre les mains des camarades de Petrograd. Il se peut qu'elles arrivent trop tard pour le Congrès des soviets de la région du Nord qui est fixé au 10 octobre. Je tâcherai néanmoins de donner ces « Conseils d'un absent », pour le cas où l'action probable des ouvriers et des soldats de Petrograd et de tous les « environs » se produirait bientôt, mais elle ne s'est pas encore produite.

Il est clair que tout le pouvoir doit

passer aux soviets. Il doit être également indiscutable pour tout bolchevik que le pouvoir révolutionnaire prolétarien (ou bolchevique, ce qui revient au même aujourd'hui) est assuré de la plus grande sympathie et du soutien sans réserve des travailleurs et des exploités du monde entier, de ceux des pays belligérants en particulier et surtout de la paysannerie russe. Ce n'est pas la peine de s'arrêter sur ces vérités trop connues de tous et prouvées depuis longtemps.

Il faut s'arrêter sur un point qui n'est peut-être pas tout à fait clair pour tous les camarades, à savoir que le passage du pouvoir aux soviets signifie en fait aujourd'hui l'insurrection armée. La chose pourrait bien sembler évidente; mais tout le monde n'a pas approfondi ce point et ne l'a approfondi pas. Renoncer maintenant à l'insurrection armée signifierait renoncer

au mot d'ordre essentiel du bolchevisme (« tout le pouvoir aux soviets ») et à l'internationalisme révolutionnaire prolétarien dans son ensemble.

Or, l'insurrection armée est une forme particulière de la lutte politique; elle est soumise à des lois particulières, qu'il faut étudier attentivement. Cette vérité, Karl Marx l'a exprimée avec un relief remarquable, quand il écrivait que « l'insurrection armée, comme la guerre, est un art ».

Voici les règles principales de cet art que Marx a exposées :

1 – Ne jamais jouer avec l'insurrection, et lorsqu'on la commence, être bien pénétré de l'idée qu'il faut la mener jusqu'au bout.

2 – Rassembler à tout prix une grande supériorité de forces à l'endroit décisif, au moment décisif, faute de quoi l'ennemi, possédant une meilleure préparation et une meilleure organisation, anéantira les insurgés.

3 – Une fois l'insurrection commencée, il faut agir avec la plus grande décision et passer coûte que coûte à l'attaque. « La défensive est la mort de l'insurrection armée. »

4 – Il faut s'efforcer de prendre l'ennemi par surprise, saisir le moment où ses troupes sont encore dispersées.

5 – Il faut remporter chaque jour ne fût-ce que de petits succès (on peut dire à chaque heure, s'il s'agit d'une ville), et maintenir à tout prix la « supériorité morale ».

Marx résumait le bilan des leçons de toutes les révolutions, en ce qui concerne l'insurrection armée, par les paroles du plus grand maître de la tactique révolutionnaire de l'histoire, Danton : « De l'audace, encore de l'audace, et toujours de l'audace ».

Appliqués à la Russie et à octobre 1917, ces principes signifient :

offensive simultanée, aussi soudaine et aussi rapide que possible sur Petrograd, et à la fois de l'extérieur, de l'intérieur, des quartiers ouvriers, de Finlande, de Revel, de Kronstadt, offensive de toute la flotte, concentration de forces infiniment supérieure aux 15000 ou 20000 hommes (peut-être plus) de notre « garde bourgeoise » (les élèves officiers), de nos « troupes de chouans » (les unités cosaques), etc.

Combiner nos trois forces principales : la flotte, les ouvriers et les unités de l'armée afin de nous emparer et de conserver coûte que coûte : a) le téléphone; b) le télégraphe; c) les gares; d) les ponts, en premier lieu.

Choisir les éléments les plus résolus (nos « troupes de choc » et la jeunesse ouvrière, ainsi que les meilleurs matelots) et les répartir en petits détachements pour qu'ils s'emparent de tous les points essentiels et pour qu'ils participent, partout, à toutes les opérations importantes, par exemple : encercler Petrograd et l'isoler, s'en emparer par une attaque concertée de la flotte, des ouvriers et des troupes, tâche qui exige de l'art et une triple audace.

Constituer des détachements des meilleurs ouvriers qui, armés de fusils et de bombes, attaqueront et cerneront les « centres » de l'ennemi (écoles militaires, télégraphe, téléphone, etc.) et qui auront pour mot d'ordre : périr jusqu'au dernier, mais ne pas laisser passer l'ennemi.

Espérons que, au cas où l'insurrection serait décidée, les dirigeants appliqueront avec succès les grands principes de Danton et de Marx.

Le succès de la révolution russe et de la révolution mondiale dépend de deux ou trois jours de lutte.

CHRONOLOGIE

Les dates sont celles du calendrier julien en vigueur en Russie jusqu'au début de 1918. Ce calendrier accusait un retard de treize jours par rapport au calendrier grégorien. Ainsi le 25 octobre dans le calendrier julien était le 7 novembre dans le calendrier grégorien.

9 janvier : Grève de 50000 ouvriers et manifestation à Petrograd pour commémorer le Dimanche rouge de la révolution de 1905.
22 février : Lock-out aux usines Poutilov.
23 février : Journée internationale des femmes. Grande manifestation à Petrograd contre les difficultés d'approvisionnement.
24 février : Le mouvement de protestation grandit à Petrograd.
25 février : Grève générale à Petrograd.
26 février : Heurts violents entre manifestants et l'armée. Renvoi de la Douma, malgré les appels de son président, Michel Rodzianko, en faveur d'un ministère de coalition.
27 février : Mutineries à Petrograd. Mise en place d'un double pouvoir : le comité provisoire de la Douma; le soviét des députés ouvriers de Petrograd.
1^{er} mars : Par son *prikaz* (« ordre ») n° 1, le soviét de Petrograd invite les soldats à élire des comités dans chaque unité.
2 mars : Formation du gouvernement provisoire, présidé par le prince Lvov. A Pskov, abdication de Nicolas II en faveur de son frère, le grand-duc Michel.
3 mars : Le grand-duc Michel renonce à la couronne.
6 mars : Publication du programme du gouvernement provisoire : amnistie, convocation d'une Assemblée constituante élue au suffrage universel, garantie des libertés fondamentales, poursuite de la guerre jusqu'à la victoire finale.
7-12 mars : Lénine écrit à Zurich les « Lettres de loin ».
3 avril : Arrivée de Lénine à Petrograd.
4 avril : Lénine expose aux bolcheviks ses « Thèses d'avril ».
20-21 avril : « Journées d'avril » : vives réactions du soviét à la note Milioukov (confirmant aux Alliés l'engagement de la Russie dans la guerre), manifestations contre la politique extérieure du gouvernement provisoire. Violents heurts dans les rues de Petrograd entre manifestants et contre-manifestants.

2 mai : Démission de Milioukov, ministre des Affaires étrangères.
5 mai : Formation du second gouvernement provisoire, où entrent des représentants du soviét de Petrograd, sous la présidence du prince Lvov, avec A. Kerenski à la Guerre, V. Tchernov à l'Agriculture.
3-24 juin : 1^{er} Congrès panrusse des soviets à Petrograd. Contre la majorité favorable au gouvernement provisoire, Lénine, au nom de la minorité bolchevique (105 délégués sur 800) y affirme que les bolcheviks sont prêts à prendre le pouvoir.
10 juin : *Universal* (Loi fondamentale) de la Rada ukrainienne proclamant l'autonomie de l'Ukraine.
18 juin : Début de l'offensive de l'armée russe en Galicie.
2 juillet : Début d'une nouvelle crise ministérielle.
3-4 juillet : « Journées de juillet » à Petrograd. Violentes manifestations d'ouvriers, de soldats et de marins de Kronstadt contre le gouvernement et le soviét. Mouvement soutenu, après de longues hésitations, par les bolcheviks. Répression par les troupes loyalistes.
 Des mesures sévères sont prises contre les bolcheviks, accusés d'être des agents à la solde de l'Allemagne. Lénine passe à la clandestinité et s'installe en Finlande.
24 juillet : Formation du troisième gouvernement provisoire, dirigé par Kerenski.
12-15 août : Réunion, à Moscou, d'une Conférence d'Etat consultative. Le général Kornilov y réclame le renforcement de la discipline dans l'armée.
27-31 août : Tentative de putsch militaire du général Kornilov.
1^{er} septembre : Proclamation de la République.
9 septembre : Les bolcheviks prennent le contrôle de la direction du soviét de Petrograd.
7 octobre : Ouverture du pré-Parlement. Retrait des bolcheviks dès la séance inaugurale.
10 octobre : Réunion secrète du comité central du parti bolchevik. Lénine y obtient un vote de principe en faveur de l'insurrection par 10 voix contre 2 (Zinoviev et Kamenev).
12 octobre : Trotski met sur pied le comité militaire révolutionnaire de Petrograd (CMRP) chargé de préparer l'insurrection bolchevique.
22 octobre : Le CMRP déclare que seuls sont désormais valides les ordres du quartier général contresignés par lui.

24 octobre : Début du coup d'Etat bolchevique. Dans la nuit du 24 au 25, les unités ralliées aux bolcheviks prennent sans résistance le contrôle de la capitale. Kerenski s'enfuit à la recherche de renforts.

25 octobre : Petrograd aux mains des insurgés (à l'exception du palais d'Hiver). Le CMRP proclame la destitution du gouvernement provisoire et prend le pouvoir.

Nuit du 25 au 26 octobre : Attaque du palais d'Hiver. Ouverture à l'institut Smolny du

II^e Congrès panrusse des soviets. Retrait des socialistes-révolutionnaires et des mencheviks, qui dénoncent le coup de force bolchevique. Ratification de l'insurrection par les députés bolcheviques et socialistes-révolutionnaires de gauche.

Nuit du 26 au 27 octobre : Dernière séance du II^e Congrès des soviets. Formation du gouvernement entièrement bolchevique, le Conseil des commissaires du peuple, présidé par Lénine.

GLOSSAIRE

Bolcheviks : («majoritaires») Nom adopté par les partisans du courant léniniste pour désigner l'aile gauche du parti ouvrier social-démocrate de Russie (POSDR). Ce courant obtient la majorité au II^e congrès du POSDR, en 1903, contre les mencheviks («minoritaires»). Après l'échec de la révolution de 1905, la lutte entre mencheviks et bolcheviks se durcit. Ceux-ci se constituent en parti politique indépendant en 1912.

Comités d'usines, comités de quartier : Formés en 1917, indépendamment des soviets, des syndicats et des partis, ces comités constituent la forme la plus radicale et autonome du mouvement révolutionnaire de 1917 avant d'être bureaucratisés après la révolution bolchevique.

Comité central : Organe suprême du parti bolchevique, regroupant ses principaux dirigeants.

Constitutionnel-démocrate (KD) : Grand parti libéral russe fondé en octobre 1905. Ses principaux leaders souhaitent l'instauration d'un régime parlementaire.

Douma : Assemblée législative élue pour la première fois en 1906.

Garde rouge : Milice ouvrière, généralement d'obédience bolchevique.

Mencheviks («minoritaires») : Aile modérée de la social-démocratie russe, les mencheviks rejettent la conception léniniste du parti révolutionnaire discipliné et centralisé, «avant-garde du prolétariat», et sont hostiles à une révolution socialiste prématurée qui déboucherait sur une dictature du prolétariat.

«Pravda» : Journal du parti bolchevique, fondé en avril 1912, à Saint-Pétersbourg.

Révolution de 1905 : Le 9 janvier 1905, la garde tire sur des ouvriers en grève manifestant pacifiquement et déclenche une période de troubles et de revendications. Le 6 août 1905, Nicolas II accepte le principe de la réunion de la Douma et, en octobre, le Premier ministre Witte prépare un manifeste promettant des libertés. Ces promesses ne seront pas tenues. Deux doumas successives sont dissoutes et le régime retombe dans l'autocratie.

Socialiste-révolutionnaire (SR) : Parti révolutionnaire russe issu des révolutionnaires «populistes» des années 1870-1880. Il recouvre plusieurs tendances, depuis les nostalgiques du terrorisme populiste jusqu'aux plus modérés, dont les leaders (Tchernov, notamment) participent au gouvernement provisoire à partir de mai.

Soviet («conseil») : Forme spécifique d'organisation de masse apparue en Russie au cours de la révolution de 1905. Tout au long de la révolution, les soviets incarnent la dynamique populaire qui submerge souvent les partis.

Thèses d'avril : Programme politique en dix points formulé par Lénine le 4 avril 1917. Parmi les points les plus importants figurent : la lutte contre la poursuite de la guerre, le refus de tout soutien au gouvernement provisoire, la création d'une république de soviets, la remise des terres aux comités paysans, la nationalisation des banques et la rénovation de l'Internationale.

BIBLIOGRAPHIE

Témoignages

- Alexandre KERENSKI, *The Catastrophe*, New York, 1927.
 – P. PASCAL, *Mon Journal de Russie, 1916-1918*, L'Age d'Homme, Lausanne, 1977.
 – John REED, *Dix jours qui ébranlèrent le monde*, Le Seuil, Paris, 1996.
 – Nicolas SOUKHANOV, *The Russian Revolution, 1917*, Oxford University Press, 1955. Version en langue anglaise, traduite et préfacée par J. Carmichael, abrégé de *Zapiski o Revoliutsii* («Notes sur la Révolution»), 7 vol., Berlin, 1921.
 – Léon TROTSKI, *Histoire de la Révolution russe*, 2 vol., Le Seuil, Paris, 1950, rééd Points Seuil, 1995.

Etudes

- R. V. DANIELS, *Red October. The Bolshevik Revolution of 1917*, Londres, 1969.
 – Marc FERRO, *La Révolution de 1917. La chute du tsarisme et les origines d'Octobre*, Aubier,

- Paris, 1967; *La Révolution de 1917. Octobre, naissance d'une société*, Aubier-Montaigne, Paris, 1977.
 – G. KATKOV, *Russia, 1917. The February Revolution*, New York, 1967.
 – J. KEEP, *The Russian Revolution. A Study in Mass Mobilization*, New York, 1976.
 – D. KOENKER, *Moscow Workers and the 1917 Revolution*, Princeton, 1981.
 – R. PIPES, *La Révolution de 1917*, PUF, Paris, 1994.
 – A. RABINOWITCH, *Prelude to Revolution. The Petrograd Bolsheviks and the July 1917 Uprising*, Bloomington, 1968; *The Bolsheviks come to Power. The Revolution of 1917 in Petrograd*, New York, 1976.
 – L. SCHAPIRO, *Les Révolutions russes de 1917. Les origines du communisme moderne*, Le Seuil, Paris, 1987.
 – S. A. SMITH, *Red Petrograd. Revolution in the Factories*, Cambridge, 1983.
 – R. A. WADE, *Red Guards and Workers' Militias in the Russian Revolution*, Stanford, 1984.

TABLE DES ILLUSTRATIONS

COUVERTURE

- 1^{er} plat «Les deux révolutions de 1905 et 1917», affiche de Skala, 1930.
 2^e plat Manifestation à Petrograd, mai 1917, photographie.
 Dos Lénine, affiche «Révolution russe» (détail), 1920.

OUVERTURE

- 1, 2, 4, 6 et 8
 Couverture et pages intérieures d'un ouvrage illustré *Octobre*, 1920.
 3, 5, 7, 9 Affiches révolutionnaires
 11 «La salve du croiseur *Aurore*» contre le palais

d'Hiver, octobre 1917, gravure sur bois, Vitali Lentschin.

CHAPITRE I

- 12 L'empereur Nicolas II en costume de sacre, illustration, fin XIX^e s., Institut d'études slaves.
 13 Affiche sur la répression de 1905.
 14 Titre de l'«emprunt russe», collection particulière.
 14-15 Le tsar lisant son édit ouvre la Douma, 1905, photo.
 15 L'Alliance franco-russe, septembre 1901, estampe.
 16 L'armée russe au front vers 1916, photo.
 16-17 Montage d'un

- canon dans une usine, photo (détail).
 17 «Tout pour la guerre», affiche.
 18 Le tsar et la tsarine, marionnettes entre les mains de Raspoutine, caricature.
 18-19 Le tsar visite ses troupes, photo.
 20-21 Caricatures sur la répression de la révolution de 1905.
 22 «Gloire à l'impétueuse révolution prolétarienne», affiche sur 1905.
 23h Tseretelli, Tchkhéidze, Dan, photo.
 23b Trotski à la prison Pierre-et-Paul en 1906, photo (détail).

CHAPITRE II

- 24 Une réunion près du palais de Tauride, Petrograd, février 1917, photo (détail).
 25 La tête d'une statue d'Alexandre III à terre, Moscou, janvier 1918, photo.
 26-27 Sortie d'ouvriers de l'usine Poutilov, photo.
 26 «L'égalité de la femme», carte de L. Petoukhov, 1917.
 27 et 28-29
 Manifestation de femmes, Petrograd, février 1917, photo.
 30-31 Vue cavalière du centre de Petrograd.
 30 Enterrement des

victimes de février 1917, carte postale.
 31 Reconnaissance des victimes de février 1917 à la morgue, photo.
 30 Soldats et ouvriers dans les rues de Petrograd, photo.
 32-33 Sur la place Rouge à Moscou, affiche, 1919.
 34 Garde rouge arborant son brassard, photo.
 35 Ouvriers exhibant la tête en pierre d'Alexandre II, photo.
 36/37 Manifestation à Petrograd, 27 février 1917, photo.
 38-39 Enlèvement de l'aigle impérial sur un monument de Petrograd, photo.
 40-41 Réunion des députés au palais de Tauride, mars 1917, photo.
 41b Rodzianko, président de la Douma haranguant la foule, photo (détail).
 42-43 Le premier gouvernement provisoire, mars-juillet 1917, photo (détail).
 42b Sceau du gouvernement provisoire.
 43 Le prince Lvov, photo.
 44m Une du supplément spécial au n° 4 des *Izvestia* du soviet des députés ouvriers, 3 mars 1917.
 44b L'abdication de Nicolas II, caricature.
 44-45 Une du *New York Times*, mars 1917.
 45b Nicolas II en captivité, photo.

CHAPITRE III

46 La garde rouge de l'usine Vulkan à Petrograd, photo.
 47 «Liberté! Egalité! Fraternité!» carte anonyme, 1917.
 48 Vendeur de journaux à la criée, photo.
 49 Un orateur sur la place Saint-Isaac, Petrograd, photo.
 50 Volontaires s'engageant dans la milice populaire au palais de Tauride, Petrograd, mars 1917, photo.
 50-51 Manifestation d'enfants à Petrograd photo (détail).
 51 Soupe populaire, Petrograd, photo.
 52 Meeting au front, mai 1917, photo.
 52-53 Soldats en première ligne lisant un journal illégal bolchevique, photo.
 54-55 Paysans russes au moment de la révolution, photo.
 56 Soviet de paysannes au début de la révolution, photo.
 56-57 Une réunion au village, 1910, photo.
 58 Billets ukrainiens de 100 karbonavtsy, émission 1917.
 58b Premier gouvernement de la Rada centrale ukrainienne, 1917, photo.
 59 III^e Congrès militaire panukrainien à Kiev, novembre 1917, photo.

CHAPITRE IV

60 L'armée russe au front, 1917, photo.
 61 «Emprunt de la

Liberté», affiche de B. Koustodiev, 1917, musée des Deux Guerres, Paris.
 62-63 Soldats donnant des médailles et de l'or pour la cause révolutionnaire, Petrograd, mai 1917, photo.
 63 «Emprunt de la Liberté», affiche, avril 1917.
 63b Paul Milioukov (à g.), ministre des Affaires étrangères, avec un député paysan, photo (détail).
 64 *Retour de Finlande de Lénine*, peinture, 1930.
 64-65 Lénine à Stockholm, photographie (détail).
 65h Kamenev, photo.
 65b Zinoviev, photo.
 66 Garde rouge, couverture du magazine *Le Soleil de la Russie*, avril 1917.
 66-67 Manifestants traversant la Neva pour rejoindre le palais d'Hiver, avril 1917, photo.
 68m En-tête d'un document du comité provisoire de la Douma adressé au «Ministre-Président», 5 mai 1917.
 684b Tchernov, photo.
 68-69 Manifestation du 1^{er} mai 1917, photo.
 70 Enterrement d'un officier russe au front, photo.
 71 Kerenski lors de sa tournée sur le front, photo.
 72-73 *Lénine lors d'une réunion à l'usine Poutilov*, peinture de Brodski, 1926.
 74 Carte de député du

soviet des députés ouvriers et soldats d'un quartier de Petrograd, juin 1917.
 74-75 Réunion du comité exécutif du soviet de Petrograd, mai 1917, photo.
 75 Général Broussilov, photo.
 76 Titre de une de *La Pravda*, 30 juin 1917.
 76-77 L'hôtel particulier de Kcheshinskaïa, quartier général des bolcheviks, photo.
 78-79 Fusillade sur la perspective Nevski, juillet 1917, photo.
 80-81 Le «bataillon féminin de la mort» béni par le patriarche Tikhone, photo.
 80b Lénine agent général de la compagnie des gaz de Berlin, dessin satirique de A. Barrère.
 81 Kerenski chef du deuxième gouvernement provisoire, juillet 1917, photo.

CHAPITRE V

82 Queue devant un magasin, Moscou, septembre 1917, photo.
 83 Le drapeau des *dvinstsy* sur lequel on lit : «Tout le pouvoir aux Soviets!».
 84 «La police russe interroge un révolutionnaire bolchevique», lithographie, 1917.
 85h Général Kornilov, photo (détail).
 85b Kerenski en Bonaparte, caricature.
 86-87 Manifestation devant le théâtre Bolchoï, Moscou, août

1917, photo.
 87b Kornilov et ses officiers, août 1917, photo (détail).
 88/89 Troupes bolcheviques contre troupes de Kornilov, photo.
 90 Les troupes de Kornilov en négociation, photo.
 90-91 Bandeau-titre d'une affiche contre Kornilov, «Qui marche avec Kornilov est contre la révolution».
 91 Les troupes de Kornilov sont désarmées, photo.
 92 «Qui a oublié son devoir envers la patrie?», image naïve de A Koulikov.
 92-93 Soldats déserteurs, photo.
 93d Détournement d'une réclame en poster révolutionnaire, «Liberté de la Russie».
 94 Paysans russes, photo.
 95 «Le règlement de la question de la terre par le gouvernement provisoire», caricature 1917.
 96-97 Queue devant un magasin, août 1917, photo.
 97g Carte et tickets de rationnement, août 1917.
 97d Billets de banque, dits Kerenski.
 98 «27-28 août 1917, journée de rassemblement général du Soviet des députés ouvriers et soldats de Russie», affiche.
 99 Kerenski à la tribune du pré-Parlement, 6 octobre 1917, photo.

CHAPITRE VI

100 *Bolchevik*, peinture de Boris Kustodiev, 1920, galerie Tretiakov, Moscou.
 101 Cachet de carte postale, 25 octobre.
 102-103 *Le Vent de la Révolution*, peinture de V. N. Khodov.
 103 *Lénine dans la clandestinité*, peinture de M. Sokolov (détail), musée de la Révolution, Moscou.
 104 Fausse carte d'identité de Lénine.
 104-105 Institut Smolny, quartier général du soviét, photo.
 105 Portrait de Trotski, photo.
 106 Entrée du cabinet de Lénine à Smolny, photo.
 106-107 *Quartier général de Smolny*, peinture de Pavel Nikonov, Musée d'Etat russe, Saint-Petersbourg.
 107 Entrée du cabinet de Trotski à Smolny, photo.
 108 Membres du «bataillon de la mort» attendant l'assaut au palais d'Hiver, photo.
 108-109 Détachement de gardes rouges, photo.
 110h Prise du central téléphonique de Petrograd par les bolcheviks, photo.
 110b Kerenski contre Lénine, caricature in *Der Wahre Jacob*, 1917.
 111 *Fuite de Kerenski*, peinture de Scegal Gregori, galerie Tretiakov, Moscou.

112-113 *La Prise du palais d'Hiver à Petrograd*, peinture de Pavel Sokolov-Skalia.
 114-115 «Le croiseur *Aurore*», lithographie.
 115 *Prise du palais d'Hiver*, peinture de Vladimir Serov, galerie Tretiakov, Moscou.
 116-117 Défenseurs de Kerenski dans le palais d'Hiver avant l'assaut des bolcheviks, photo.
 118-119 Pièce du palais d'Hiver ravagée, octobre 1917, photo.
 120 «Scène de rue à Petrograd après la prise du pouvoir par les bolcheviks», lithographie.
 120-121h Titre de une du *New York Herald* annonçant la prise de pouvoir des bolcheviks.
 120-121b *Lénine s'adressant aux délégués du II^e Congrès panrusse des soviets*, peinture de Serebriany.
 122h Trotski à Brest-Litovsk, photo.
 122b Trotski signant la paix de Brest-Litovsk, caricature allemande.
 123h Soldats lisant le décret sur la paix, photo.
 123b Décret sur la terre, titre des *Izvestia*, 27 octobre 1917.
 124-125 *Le Premier Jour de la loi soviétique*, peinture de N. Babasyuk.
 126-127 fond Illustration de S. Tchékhoneine pour le livre de John Reed, *Dix jours qui ébranlèrent le monde*.
 126h Affiche commémorative d'Octobre, 1920.

126b Femme cousant le drapeau bolchevique, céramique.
 127 Lénine nettoyant la planète, caricature.
 128 Affiche d'*Octobre*, film d'Eisenstein.

TÉMOIGNAGES ET DOCUMENTS

129 Chute du gouvernement provisoire, 25 octobre, 1917, affiche
 130 Couverture d'une édition russe de *Dix jours qui ébranlèrent le monde*, John Reed.
 132 Le conseil des députés ouvriers et soldats à Petrograd, photographie in *L'Illustration*, mai 1917.
 138 La liberté de la Russie, carte postale anonyme, 1917.
 139 Meeting aux usines Poutilov, vers 1930.
 141 Délégués soldats du front venant saluer les délégués paysans, photo, juin 1917.
 144 Fraternalisation des soldats russes et allemands au front, décembre 1917, photo.
 147 Les soldats rejoignent la Révolution, avril 1917
 149 *L'Illustration*, avril 1917
 149 Des soldats prennent livraison du journal *Izvestia* des soviets, 1917.
 150 Lénine, le grand guide du prolétariat, gravure.

INDEX

A

Alexandra 19, 25
 Alexandre II, 35
 Alexandre III 28, 35
 Alexeiev, général 44, 85
 Alexis (tsarévitch) 19
 alliance franco-russe 15
 Alliés 62, 66, 69, 89, 99, 111
 ancien régime 34, 35, 41, 85
 attentat de Sarajevo 15
 Aurore (croiseur) 114, 115
 autocratie 19, 48, 58
 Avril, Thèses d'63, 64

B

Bloc progressiste 22
 blocus économique 16, 17
 Bochkareva, Maria 81
 bolcheviks 26, 32, 40, 42, 51, 54, 59, 63-65, 65, 67, 67, 69, 70, 74, 75, 76, 77, 77, 81, 83, 84, 85, 86, 89, 90, 98, 99, 102, 103, 104, 105, 108, 122
 Bolchoï, théâtre 86
 Brechkovqkaïa, Ekaterina 99
 Brest-Litovsk, traité de 122, 122
 Broussilov, général 52, 53, 75, 81, 85

C

Chingarev, André 44
 Chliapnikov, Alexandre 28
 Comité de la Croix-Rouge 18
 comité de soldats 41, 53, 75, 85
 Comité des industries de guerre 18
 comités agraires 57-58, 71, 93
 comités de sûreté 49
 Congrès panrusse des

soviets,
 I^{er} 74
 II^e 104, 105, 114, 115, 121
 conseil des commissaires du peuple 120
 constitutionnels-démocrates 81, 91
 contrôle ouvrier 51, 71, 74, 97, 98, 103, 124

D

Dan 35
 Décret n° 1 40, 52, 53
 « défensisme révolutionnaire » 62, 63, 64, 68
 Déserteurs 92, 93, 93, 95
 Diaghilev 14
 Douma 14, 14, 19, 22,

26, 32, 35, 40, 40, 42, 44, 99

droits communs 34

E-J

Eisenstein, Serge 114, 127
 emprunts russes 14, 15, 17

Fedor Dan 22

The Rotten Apple in the Barrel.



Ferro, Marc 102
 Finlande 81, 121
 gardes rouges 47, 49,
 51, 109
 Gorki, Maxime 34, 73,
 75, 84, 106
 Goutchkov 67
 grève (mouvement de)
 49, 50
*Histoire de la
 Révolution russe*, Léon
 Trotski 32
 instruction publique
 51, 55
 Ivanovo-Voznessensk
 52

jacquerie paysanne 96,
 102

Journaux

L'Illustration 111
La Parole russe 92
La Pravda 63, 76, 77
La Vie nouvelle 106
Le Soleil de la Russie
 67

Novyi Satirikon 95

Journée internationale
 des femmes 27, 27

jours

d'octobre 19, 31, 34,
 58, 84, 92
 de juillet 83, 84, 90,
 91, 105

K

Kamenev 65, 65, 77,
 105, 106, 107
 Kazan 74
 Kchesinskaïa 77, 80
 Kerenski, Alexandre
 23, 44, 44, 66, 68, 69,
 71, 75, 80, 81, 85-87, 90,
 91, 99, 99, 105, 108,
 110-111, 114
 Khabalov, général 30
 Kiev 58, 59, 99
 Kornilov, général Lavr
 44, 84-91, 108
 Koustodiev, Boris 61,
 101
 Kronstadt 65, 80, 108,
 115
 Krymov, général 90

L-N

Lénine 15, 22, 48, 63-
 67, 73, 75, 77, 77, 80,
 80, 90, 101-104, 104,
 120-121, 124, 126, 127
 Linde, Theodore 92
 Lvov, prince Georges
 42, 44, 47, 68, 81

Martov 22, 35
 marxisme 23
 mencheviki 32, 40, 42,
 67, 68, 74, 75, 90, 120
 milices de quartier 51
 Milioukov, Pavel 44,
 62, 66, 67, 85
 Mogilev 19, 30, 42, 86
 Moscou 50, 52, 92, 99
 place Rouge 81
 moujiks 93, 93, 95, 95

Nekrassov, Pavel 44,
 Nicolas II, 13, 14, 14,
 19, 25, 25, 30, 35, 44, 44,
 45, 48

O-P

Octobre 127

Orel 95

Paoustovski,
 Constantin 48
 partage des terres 54,
 56, 92, 97, 98
 partis et doctrines
 politiques
 bolchevisme 26, 32,
 40, 51, 54, 59, 63-65,
 65, 67, 67, 69, 70, 74,
 75, 76, 77, 77, 81, 83,
 84, 85, 86, 89, 90, 98,
 99, 102, 103, 104, 105,
 108, 122
 constitutionnels-
 démocrates 68, 81, 91
 «défensisme
 révolutionnaire» 62,
 63, 64, 68
 marxisme 23
 menchevisme 22, 32,
 40, 42, 67, 68, 74, 75,
 90, 120
 pacifisme 53, 62
 social-démocratie 64

social-patriotisme 23
 socialistes 67, 68, 77,
 81
 socialistes-
 révolutionnaire 32,
 35, 40, 42, 48, 57, 67,
 68, 68, 74, 75, 80, 90,
 95, 98, 120
 travailliste 40
 Pascal, Pierre 97, 127
 Pavlovski 114
 Penza 57, 95
 Petlioura, Simon 59
 Petrograd 22, 23, 26,
 26, 30, 33-35, 47, 50,
 52, 64-68, 74-77, 84, 86,
 89, 90, 92, 99, 104, 107,
 110

Arsenal 33
 sac de 34
 forteresse Pierre-et-
 Paul 33, 114, 115
 Neva 28, 30, 109
 Nevski, perspective
 30, 30, 48, 80
 palais d'Hiver 30,
 108, 109, 110, 114,
 115

palais de Tauride
 30, 40, 45, 76, 80, 85,
 105
 palais de Tsarskoïe
 Selo 44, 45
 palais Marie 69

place aux foins 49

place Saint-Isaac 49

place Znamenskaïa

28, 30, 49

pont Liteiny 28

Vyborg (quartier) 27,

28, 30, 65

Platten 64

Plekhanov 23

Poincaré, Raymond 15

Poutilov 26, 26

Preobrajenski 33, 92

R-T

Rada 58, 59

Raskolnikov 80

Raspoutine, Grigori 19,

19, 23, 48

Reed, John 113, 121

Riazan 95

Riga 92

Rodzianko, Michel 32,
 40

Saint-Pétersbourg 23

Saratov 95, 99

Smolny (institut) 85,

105, 114

socialistes 67, 68, 77,

81

socialistes-
 révolutionnaires 32, 35,

40, 42, 48, 57, 67, 68,

68, 74, 75, 80, 90, 95, 98,

120

Soukhanov, N. 41

soviet 35, 40, 55, 57, 63,

67

de Moscou 55

de Petrograd 40, 41,

62

Staline 35

Stockholm 65, 69

Stolypine 54

Stravinski 14

Tambov 95

Tchernov 35, 68, 80, 81

Tchkheidze, Nicolas 22,

23

Tikhone 81

Toula 52, 95

Trotski (Davidovitch

Bronstein) 22, 23, 27,

32, 35, 65, 85, 97, 99,

101, 103, 105, 107, 109,

110, 120, 122

Tseretelli, Irakli 22, 35,

68, 69, 75

Tver 50, 52

U-Z

Ukraine 58, 59, 74, 95,
 121, 124

Viazemski, prince

Boris 95

Vladimir Ilitch 73

Volynski, régiments

33

Voronej 95

Zinoviev 65, 65, 77,
 105, 106, 107

Zurich 63, 64



CRÉDITS PHOTOGRAPHIQUES

AKG Photo, Paris 11, 16, 32-33, 36-37, 110b, 120, 122b. Angel-Sirot, Paris 14-15, 85h. Archives Gallimard 23b, 26, 34, 35, 42-43, 44h, 44b, 45h, 45b, 46, 49, 52, 57, 58h, 58b, 59, 71, 74, 75, 81, 83, 85b, 92, 94, 95, 97g, 97d, 98, 104-105, 108, 120-121h, 126-127 fond, 126b, 129, 130, 132, 138, 139, 141, 144, 148, 150. Charmet, Paris 12, 61, 114-115, 120-121b. Christophe Chemineau, Paris 30-31h. CIRIP, Paris 1^{er} plat, dos, 22. Edimedia, Paris 106-107. Mary Evans/Alexander Meledin collection, Londres 28-29, 32, 40-41, 50, 58, 66-67, 76-77, 80b, 82, 86-87, 88-89, 90, 91h, 91b, 96, 108-109, 110h, 118-119. Alexandre Fischer, Rueil 14. David King, Londres 4^e plat, 1-9, 13, 17, 18, 20, 21, 23h, 25, 30, 38-39, 43b, 39, 51, 60, 62, 63h, 64, 65h, 65b, 66h, 68b, 68-69, 70, 74-75, 76, 78-79, 80h, 87b, 93, 101, 109, 123m, 127, 128, 147. Library of Congress, Washington, 48, 54-55. Musée d'Histoire vivante, Montreuil 16-17. L'illustration/Syigma. Paris 26, 31, 64-65, 99, 116-117. Peter Newark, Bath 18-19, 84, 103, 122h, 124-125. Novosti, Londres 24, 52-53, 104, 123. Novosti, Paris 25, 72-73, 102, 112-113, 149. PPCM/Corbis-Bettman, Paris 122h, 126h. Roger Viollet, Paris 56, 63b, 68m, 105. Scala, Florence 100, 106-107, 111, 115. Tallandier, Paris 15, 50-51.

REMERCIEMENTS

Les Editions Gallimard Jeunesse tiennent à remercier les personnes suivantes pour leur compétence et leur disponibilité : Savina De Lencquessaing-Lambert, Washington ; Monsieur Joukovsky, Paris ; Martine Godet, Iconothèque russe et soviétique, Paris ; Anne Nercessian, agence Siny Most, Paris ; David King, Londres.

ÉDITION ET FABRICATION

DÉCOUVERTES GALLIMARD

DIRECTION Pierre Marchand et Elisabeth de Farcy

DIRECTION DE LA RÉDACTION Paule du Bouchet. GRAPHISME Alain Guoussant.

FABRICATION Claude Cinquin PROMOTION & PRESSE Valérie Tolstoï

1917, LA RUSSIE EN RÉVOLUTION

ÉDITION : Anne Lemaire

ICONOGRAPHIE : Maud Fischer-Osostowitz et Suzanne Bosman

MAQUETTE : Valentina Lepore (corpus) et Palimpseste (Témoignages et Documents)

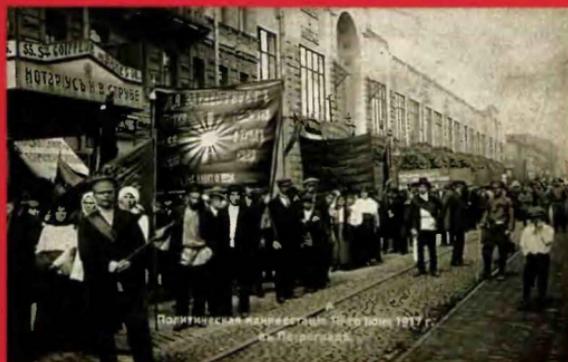
LECTURE-CORRECTION : Pierre Granet et Béatrice Peyret-Vignals

PHOTOGRAVURE : MP Productions, Montrouge

Table des matières

I	<u>DE LA GUERRE</u>		
	<u>À LA RÉVOLUTION</u>		
14	La Russie, une puissance d'avenir	74	La montée en puissance des bolcheviks
16	La guerre, un formidable révélateur	76	«Tout le pouvoir aux soviets»
18	Divorce entre un peuple et son tsar	78	«Les journées de juillet»
20	Les journées sanglantes de 1905	80	Le bolchevisme hors la loi
22	Une opposition démantelée		
II	<u>FÉVRIER :</u>	V	<u>LA RÉVOLUTION CONTINUE...</u>
	<u>LES «CINQ GLORIEUSES»</u>	84	Kornilov, le nouvel homme fort
26	«Gloire aux femmes en lutte pour la liberté»	86	Kerenski contre Kornilov
28	Face aux cosaques	88	«En avant contre le général factieux!»
30	Deux mondes de part et d'autre de la Néva	90	L'échec du putsch
32	Fraternisations	92	Désertions massives
34	La haine populaire se déchaîne	94	Une immense jacquerie paysanne
40	Une assemblée symbolique	96	Pénuries et inflation
42	Le pouvoir partagé	98	Kerenski et Trotski : deux destins politiques se croisent
44	La chute des Romanov		
III	<u>«LE PAYS LE PLUS LIBRE DU MONDE»</u>	VI	<u>OCTOBRE</u>
48	L'euphorie libératrice	102	Une historiographie conflictuelle
50	Le contrôle ouvrier	104	«Les bolcheviks doivent prendre le pouvoir»
52	Un bolchevisme de tranchée	106	Débat houleux au comité central
54	La parole paysanne	108	Un coup d'Etat annoncé
56	Comités agraires	110	La chute de Kerenski
58	Les revendications nationales	112	La prise du Palais d'hiver
IV	<u>QUE FAIRE ? LA GUERRE OU LA RÉVOLUTION ?</u>	114	La salve du croiseur Aurore
62	«Le défensisme révolutionnaire»	120	«C'est étourdissant»
64	Les thèses léninistes	122	La fin de la guerre
66	La révolution prolétarienne en marche	124	Une république des soviets
68	Les socialistes au gouvernement	126	Un espoir de paix et de justice
70	L'armée russe en déroute		
72	Lénine aux usines Poutilov		
			<u>TÉMOIGNAGES ET DOCUMENTS</u>
		130	Regards croisés
		138	La parole populaire
		142	Rapports
		146	Textes-clés
		152	Annexes

1/ L'Egypte oubliée • 2/ Les balcines • 3/ La saga de l'espace • 4/ Picasso • 5/ Le Mont-Blanc • 6/ La Longue Marche • 7/ Goya • 8/ La Vendée déchirée • 9/ Verdi • 10/ Galilée • 11/ Esclaves et nègriers • 12/ Alexandre Dumas • 13/ Les Vikings • 14/ Les Peaux-Rouges • 15/ Le défi des pôles • 16/ Pompeï • 17/ Van Gogh • 18/ Malraux • 19/ Les fossiles • 20/ Les Mayas • 21/ Sur des mers inconnues • 22/ Mahomet • 23/ Montaigne • 24/ L'écriture • 25/ Vers l'Ouest • 26/ Le ciel • 27/ Alexandre le Grand • 28/ Le Mont-Saint-Michel • 29/ Brésil, épopée métisse • 30/ Les galères • 31/ L'homme réparé • 32/ Le sang • 33/ Les Aztèques • 34/ La fièvre de l'or • 35/ Le cinématographe • 36/ Degas • 37/ Les Incas • 38/ L'île de Pâques • 39/ Wagner • 40/ L'Amazone • 41/ Mozart • 42/ A vos plumes, citoyens ! • 43/ La Bounty • 44/ Rodin • 45/ Pirates et filibustiers • 46/ David • 47/ Les architectes de la liberté • 48/ La révolution des savants • 49/ Gauguin • 50/ Gandhi • 51/ Berlioz • 52/ Comment la terre • 53/ Marco Polo • 54/ Villa, Zapata et le Mexique en feu • 55/ Cézanne • 56/ La Rome antique • 57/ Les sorcières • 58/ Le siècle de Louis XIV • 59/ Le triomphe des arcs • 60/ Mémoires du Louvre • 61/ Versailles • 62/ La tour Eiffel • 63/ Les Gallo-Romains • 64/ Angkor • 65/ Voltaire • 66/ Rousseau • 67/ Le langage des signes • 68/ Carpeaux • 69/ Les dinosaures • 70/ Chopin • 71/ Bagnes et forçats • 72/ La presse • 73/ Velázquez • 74/ Des guerres de Religion à la Fronde • 75/ Les paquebots • 76/ Rembrandt • 77/ Les temples de l'opéra • 78/ Dans la nuit des abysses • 79/ Freud • 80/ La Renaissance • 81/ Le Tour de France • 82/ Les sports américains • 83/ Le football • 84/ La Grèce antique • 85/ La Nouvelle-Calédonie • 86/ Naissance de la Grèce • 87/ Le chef d'orchestre • 88/ La Bibliothèque nationale • 89/ Les Etrusques • 90/ William Penn et les quakers • 91/ Newton • 92/ La grenouille • 93/ Les éléphants • 94/ Le faucon • 95/ Le rêve cistercien • 96/ Champollion • 97/ De l'Indochine au Viêt-Nam • 98/ Le Néolithique • 99/ Le Japon • 100/ L'Encyclopédie • 101/ De Gaulle • 102/ Rimbaud • 103/ La Gaulle retrouvée • 104/ Byzance • 105/ Le chat • 106/ Beethoven • 107/ L'écriture • 108/ Scourat • 109/ Les surréalistes • 110/ Les missions jésuites • 111/ Le sel • 112/ Le tennis • 113/ Les volcans • 114/ L'épopée du jazz /1 • 115/ L'épopée du jazz /2 • 116/ Bach • 117/ Les sources du Nil • 118/ Les momies • 119/ Jules Verne • 120/ Christophe Colomb • 121/ Le fer • 122/ L'électricité • 123/ La poste • 124/ Les loups • 125/ Les abeilles • 126/ Shakespeare • 127/ Les sports d'hiver • 128/ Rollermania • 129/ Les Croisades • 130/ Les Scythes • 131/ Monet • 132/ Toulouse-Lautrec • 133/ Les jeux olympiques • 134/ Le cirque • 135/ Le carnaval • 136/ Guimard • 137/ Stendhal • 138/ La perspective • 139/ Le crime à l'écran • 140/ Hollywood • 141/ L'histoire au cinéma • 142/ Barcelone • 143/ L'Afrique du Sud • 144/ La tauromachie • 145/ Les Arts déco • 146/ Marianne • 147/ L'école • 148/ Sissi • 149/ Rossini • 150/ Balzac • 151/ L'univers • 152/ La sirène • 153/ Le Douanier Rousseau • 154/ Géricault • 155/ Lawrence d'Arabie • 156/ Vivre sous l'Occupation • 157/ La guerre de Sécession • 158/ Les Celtes • 159/ Darius • 160/ Le rock • 161/ Les vampires • 162/ Le billard • 163/ La loi du ring • 164/ Le rugby • 165/ Matisse • 166/ La bourse • 167/ Le suffrage universel • 168/ La police • 169/ Titien • 170/ Jésus • 171/ La mort • 172/ Carthage • 173/ Pont-Aven • 174/ Compostelle • 175/ Cnosos • 176/ Bergman • 177/ Renoir • 178/ Vuillard • 179/ Le Corbusier • 180/ Les cathédrales • 181/ Rabelais • 182/ L'homme et la Forêt • 183/ Cléopâtre • 184/ La mine de charbon • 185/ Le corps • 186/ Miró • 187/ L'invention des musées • 188/ Les divas • 189/ Les premiers chrétiens • 190/ Le Vaudou • 191/ La Mésopotamie • 192/ Le téléphone • 193/ Einstein • 194/ Bouddha • 195/ Le palais de la Découverte • 196/ Soliman • 197/ Charles-Quint • 198/ Jeanne la Pucelle • 199/ Humboldt • 200/ Les utopies • 201/ Les Palestiniens • 202/ Le débarquement • 203/ Manet • 204/ New York • 205/ Saint-Petersbourg • 206/ Femmes et religions • 207/ Les jardins • 208/ Le tunnel sous la Manche • 209/ Jean Renoir • 210/ Les acteurs français 1929 1959 • 211/ La franc-maçonnerie • 212/ Les émigrants • 213/ L'affaire Dreyfus • 214/ La Libération de Paris • 215/ L'homme avant l'homme • 216/ Tombouctou • 217/ Péricles • 218/ Les Tsiganes • 219/ L'Assemblée nationale • 220/ Jaurès • 221/ L'École normale supérieure • 222/ Le Conservatoire des Arts et Métiers • 223/ Au temps de l'impressionnisme • 224/ La Gaumont • 225/ Schubert • 226/ Le défi humanitaire • 227/ La météo • 228/ A table • 229/ La peste • 230/ Babylone • 231/ Derain • 232/ Le cheval • 233/ Poussin • 234/ La radio • 235/ Louis Pasteur • 236/ La Shoah • 237/ Les Réformes • 238/ Le Palais de justice • 239/ La mode • 240/ La Fontaine • 241/ Chagall • 242/ L'architecture de la Renaissance • 243/ Brancusi • 244/ La Seconde Guerre mondiale • 245/ Charles Chaplin • 246/ Les ateliers du 7. Art /1 • 247/ Les ateliers du 7. Art /2 • 248/ La bombe atomique • 249/ Le Muséum d'histoire naturelle • 250/ Schliemann • 251/ L'O. N. U. • 252/ Purcell • 253/ Madame de Sévigné • 254/ Caravage • 255/ Les Compagnons • 256/ Les châteaux-forts • 257/ Zola • 258/ Le Western • 259/ La civilisation romaine • 260/ Les Templiers • 261/ L'Institut de France • 262/ Le Conservatoire de musique • 263/ La Commune • 264/ Les routes du ciel • 265/ La famine en Irlande • 266/ L'archéologie sous marine • 267/ La course automobile • 268/ Les Mérovingiens • 269/ L'histoire des papes • 270/ La 2. CV • 271/ Courbet • 272/ Che Guevara • 273/ La bande dessinée • 274/ Le rap • 275/ Le Front populaire • 276/ Ebla • 277/ Corot • 278/ Beaumarchais • 279/ Cendrars • 280/ Internet • 281/ La médecine d'urgence • 282/ Le CEA • 283/ Le Printemps de Bourges • 284/ L'héraldique • 285/ L'aventure mystique • 286/ En route ! • 287/ Bacon • 288/ L'invention du tourisme • 289/ Calder • 290/ Le festival d'Avignon • 291/ Le patrimoine • 292/ Truffaut • 293/ Léonard de Vinci • 294/ Descartes • 295/ Le Paléolithique • 296/ Les D O M • 297/ La danse • 298/ Les légendes arthuriennes • 299/ Art et Sciences • 300/ Les nombres • 301/ La Guerre d'Algérie • 302/ L'alchimie • 303/ La Cité interdite • 304/ Vivaldi • 305/ Kafka • 306/ Qu'est-ce qu'on ne sait pas ? • 307/ Qui sommes nous ? • 308/ Les salles de cinéma • 309/ La Provence • 310/ Les rois khmers • 311/ George Sand • 312/ Gustave Moreau • 313/ Le Peuple hébreu • 314/ Le Festival de Cannes • 315/ Jacques Prévert • 316/ Appelés en guerre d'Algérie • 317/ La musique sud-américaine • 318/ Une histoire de la beauté • 319/ Les Cathares • 320/ L'Inde Moghole • 321/ L'histoire du livre Tome 1 • 322/ Fernand Léger • 323/ Hong Kong • 324/ Magna Grecia • 325/ Naitre, et après • 326/ Du langage aux langues • 327/ Les révolutions russes de 1917 • 328/ Aragon • 329/ Georges de La Tour



Désorganisée par la guerre, affaiblie par l'opposition politique, la Russie sombre lentement. Dans la capitale de l'Empire, Petrograd, soumise au froid et à la faim, une révolution spontanée éclate, forçant le tsar Nicolas II à abdiquer. Un gouvernement provisoire se met en place tandis que, pour la première fois, ouvriers, paysans, soldats s'expriment, revendiquent et agissent dans des milliers de soviets et comités. Le pays est «en révolution». En quelques mois, se créent les conditions du succès d'une minorité agissante, le parti bolchevique de Lénine, qui, le 26 octobre, au terme d'une insurrection armée, établit la «dictature du prolétariat». Momentanément, coup d'Etat politique et révolution sociale convergent. Dans un récit vif et clair, Nicolas Werth restitue l'intensité de cette année 1917, porteuse d'un magnifique espoir de justice et de liberté, mais évoque aussi les malentendus et les mythologies que la «Grande Révolution d'Octobre», première révolution socialiste de l'histoire, a fait naître.



Foules en marche, héros anonymes ou célèbres, bannières rouges réclamant la paix et la liberté, affiches célébrant les lendemains qui chantent, propagande bolchevique... cent cinquante photographies, œuvres d'art et documents d'époque montrent, dans la Russie de 1917, un peuple acteur de son histoire.



A 53415

ISBN : 2-07-053415-4



catégorie 5